

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Prix de l'abonnement annuel :

Belgique : F 4 176; étranger : F 16 152.

Prix au numéro : F 10 par feuille de huit pages.

Pour les abonnements et la vente au numéro, prière de s'adresser à la Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles. Téléphone 02/552 22 11.



Prijs van een jaarabonnement :

België : F 4 176; buitenland : F 16 152.

Prijs per nummer : F 10 per vel van acht bladzijden.

Voor abonnements en voor verkoop per nummer kan U terecht bij het Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42, 1000 Brussel. Telefoon 02/552 22 11.

167e ANNEE

N. 90

167e JAARGANG

JEUDI 15 MAI 1997
PREMIERE EDITION

DONDERDAG 15 MEI 1997
EERSTE EDITIE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE --- WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 931

(C - 97/27134)

19 DECEMBRE 1996. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1997 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Des crédits non dissociés et des crédits dissociés destinés à couvrir les dépenses de la Région wallonne afférentes à l'année budgétaire 1997 sont ouverts conformément aux programmes énumérés au tableau annexé au présent décret et dont la synthèse figure ci-après.

Le même tableau donne l'estimation des dépenses à imputer en 1997 à charge des crédits variables.

(1) Session 1996-1997.

Documents du Parlement. — 4-IIb (1996-1997), n^{os} 1, 1bis, 2 et 3.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 18 décembre 1996. Discussion.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 19 décembre 1996. Discussion. Vote

	Sorte de crédits	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
Ministère de la Région wallonne	Crédits non dissociés	106.082,5	106.082,5
	Crédits dissociés	31.007,3	28.126,3
	Crédits variables	7.648,3	5.812,5
Ministère wallon de l'Équipement et des Transports	Crédits non dissociés	19.343,1	19.343,1
	Crédits dissociés	13.370,6	13.520,9
	Crédits variables	409,0	406,0
Total général	Crédits non dissociés	125.425,6	125.425,6
	Crédits dissociés	44.377,9	41.647,2
	Crédits variables	8.057,3	6.218,5

Art. 2. Chaque Membre du Gouvernement wallon est autorisé, dans les limites de ses compétences, à accorder des provisions aux avocats et huissiers de justice qui interviennent pour le compte de la Région wallonne.

Art. 3. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 millions de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports à l'effet de payer les créances n'excédant pas 200.000 francs, hors TVA.

Ce montant maximum est porté à :

- 75 millions de francs pour les comptables extraordinaires des services centraux de la Division du Budget du Ministère de la Région wallonne et pour les comptables extraordinaires de la Division de la Comptabilité du Ministère de l'Équipement et des Transports. Pour les comptables des relations extérieures et des investissements étrangers, ce montant est porté à 15 millions de francs par programme.

- 140 millions de francs pour le comptable extraordinaire du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ayant en charge la gestion du transport scolaire, à l'effet de payer les créances relatives au transport scolaire pour un montant ne dépassant pas 600.000 francs, hors TVA, pour autant que ces créances soient relatives à des marchés ayant fait l'objet d'un contrat, à l'entretien des véhicules gérés par le service des transports scolaires ainsi qu'au paiement de frais de transports d'élèves en application de la loi du 15 juillet 1983 portant création du service des transports scolaires.

En cas d'urgence, les créances de plus de 200.000 francs, hors TVA, liées aux relations extérieures de la Région et imputées aux allocations de base de la division organique 16 et de la division organique 11, programme 05, peuvent également être liquidées sur avances de fonds pour autant qu'elles restent inférieures à 500.000 francs, hors TVA.

Toutefois, les comptables extraordinaires du Ministère, chargés du paiement des avances pour frais de mission, sont autorisés à consentir aux fonctionnaires, membres de Cabinet et experts envoyés en mission à l'étranger, les avances nécessaires quel que soit le montant de celles-ci.

En outre, les comptables extraordinaires des Ministères sont autorisés à régler sans limitation tout montant dû par la Région suite aux jugements ou arrêts prononcés contre elle.

Art. 4. Au deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 4 novembre 1993 créant un fonds budgétaire en matière d'emploi, après les «matières relevant des compétences régionales» sont insérés les termes «et la reconversion et le recyclage professionnels».

Au quatrième alinéa de l'article 1^{er} du même décret, après «Office régional de l'Emploi» sont insérés les termes «, relatives à la reconversion et au recyclage professionnels en exécution du décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française».

Art. 5. Le Gouvernement wallon est autorisé à acquérir les outillages spécifiques destinés à l'usage de l'industrie aéronautique dont la Région reste propriétaire - et qui seront mis à la disposition des entreprises dudit secteur.

Art. 6. Par dérogation à l'article 12 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre ayant les Technologies dans ses attributions peut, avec l'accord du Ministre du Budget, opérer des transferts de crédits au sein de la division organique 12 entre les allocations de base 41.15.02, 41.16.02, 81.02.03 et 81.03.03.»

Art. 7. Le Gouvernement wallon est autorisé à verser aux fonds sociaux, à charge des crédits inscrits à l'allocation de base 32.02 du programme 01 de la division organique 11 du budget, les montants nécessaires à la couverture des obligations conventionnelles relatives aux restructurations intervenues.

Art. 8. Par dérogation à l'article 12 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base des programmes 01 et 06 de la division organique 11 peuvent être transférées par les Ministres chargés de l'Économie, des P.M.E. et du Budget quel qu'en soit le montant dans le cadre de la mise en oeuvre des décrets du 25 juin 1992, modifiant les lois des 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et 4 août 1978 de réorientation économique.

Art. 9. Le Gouvernement wallon est autorisé à verser au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées ouvert auprès du Crédit communal de Belgique :

- au 1^{er} avril 1997 : 387.551.043 F représentant le montant de l'annuité de l'année 1993 relative aux emprunts de 2 milliards et de 750 millions contractés respectivement pour Charleroi et pour moitié pour Charleroi et Liège;

- au 1^{er} juillet 1997 : 208.147.858 F représentant la couverture en 1992 de la différence entre l'annuité réclamée par le Crédit communal de Belgique aux communes emprunteuses et une annuité calculée au même taux d'intérêt diminué de 2 % pour les emprunts d'aide extraordinaire et comptabilisés comme tels, ainsi que pour les emprunts de consolidation à long terme des charges des emprunts d'aide extraordinaire garanties par la Région wallonne de 1981 à 1984.

Art. 10. Le Gouvernement wallon est autorisé à verser au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées ouvert auprès du Crédit communal de Belgique :

- au 1^{er} août 1997 : 1.550.000.000 F représentant l'intervention complémentaire régionale;

- au 1^{er} octobre 1997 : la tranche prévue à l'article 20, § 4, du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles de financement général des communes. Sont considérées comme communes en difficultés financières au sens de l'article 20, § 4, les communes ayant conclu des emprunts de trésorerie avec accès au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées.

Art. 11. Le Gouvernement wallon est autorisé à répartir les crédits inscrits aux allocations de base 43.05, 43.09 et 43.10 du programme 02 de la division organique 14.

Art. 12. Le Gouvernement wallon est autorisé à répartir les crédits inscrits aux allocations de base 43.04, 43.06 et 43.07 du programme 03 de la division organique 14.

Art. 13. Dans les limites des allocations de base concernées, les subventions suivantes pourront être octroyées en ce compris les interventions cofinancées par les fonds européens.

Programme 09.02 : Service social :

Subventions destinées à permettre au service social des services du Gouvernement wallon de mener des actions sociales en faveur des agents de l'ensemble des services du Gouvernement wallon et d'assurer le fonctionnement technique de cette ASBL.

Programme 10.02 : Services de la Présidence, Secrétariat du Gouvernement wallon et Chancellerie :

Subventions relatives à des actions ou études qui participent au développement de l'institution régionale.

Subventions aux pouvoirs locaux pour les actions spécifiques soutenues par le Gouvernement wallon.

Subventions à l'Institut Jules Destrée pour lui permettre de mener des actions spécifiques de promotion de l'identité wallonne soutenues par le Gouvernement wallon.

Subvention en faveur de la Fondation Solvay.

Programme 10.12 : Communication et information :

Subventions relatives à des actions ou études qui participent à la valorisation des compétences régionales.

Programme 11.01 : Expansion économique :

Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement économique régional.

Programme 11.06 : P.M.E. et Classes moyennes :

Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement économique régional.

Subventions à des actions qui entrent dans le cadre du plan wallon d'aides au transport par voies navigables 1996-1999.

Programme 11.08 : Promotion de l'emploi :

Subventions pour actions pilotes s'adressant en priorité aux chômeurs.

Subventions afin de permettre le cofinancement avec les fonds de l'Union européenne des entreprises d'insertion qui ont pour objet l'insertion sociale et professionnelle de demandeurs d'emploi particulièrement difficiles à placer.

Subventions pour initiatives portant sur des programmes spécifiques en matière d'insertion professionnelle.

Subventions dans la rémunération des travailleurs acceptant le partage de leur temps de travail.

Subventions des biens immobiliers acquis par les associations dans le cadre de leurs actions pilotes s'adressant en priorité aux chômeurs.

Programme 11.09 : Forem :

Subventions pour des actions relatives à la mise en oeuvre de la déclaration commune entre le Gouvernement et les partenaires sociaux.

Programme 11.10 : P.R.C. Forem :

Subventions pour des actions relatives à la mise en oeuvre des Programmes de Transition Professionnelle.

Programme 11.11 : P.R.C. Administration :

Subventions pour des actions relatives à la mise au point d'un programme de mise au travail (FBIE conv. 170).

Programme 11.13 : Formation des appointés et salariés hors Forem :

Subventions aux entreprises, employeurs et opérateurs de formation permettant la mise en oeuvre du programme de formation en alternance.

Subventions relatives à des actions ou activités qui participent à la formation professionnelle.

Programme 11.14 : Forem - Formation :

Subventions pour des actions relatives à la mise en oeuvre de la déclaration commune entre le Gouvernement et les partenaires sociaux.

Programme 12.01 : Energie :

Subventions pour favoriser ou soutenir toute action de promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables.

Subventions destinées à couvrir des dépenses relatives au cofinancement avec la CEE d'actions menées par des partenaires de la Région dans le cadre des programmes européens.

Subventions à l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT) à Paris pour mener à bien des actions spécifiques « Energie » dans le cadre du suivi des Sommets de la francophonie.

Programme 12.02 : Recherche :

Subventions pour la diffusion et le développement des technologies nouvelles, de l'innovation industrielle et des recherches de technologies avancées.

Subventions pour toute activité de promotion de la recherche, de l'innovation et du développement technologique.

Subventions à l'institution de la gazéification souterraine ou à un organisme chargé notamment de tout ou partie de ses missions.

Subventions à des unités de recherche universitaire ou de niveau universitaire et à des centres de recherche pour le financement de projets de recherche, en ce compris les dépenses d'infrastructure, l'acquisition d'équipements et pour la fourniture de conseils technologiques.

Subventions relatives à des actions, études ou infrastructures cofinancées par les fonds européens.

Soutien aux actions de démonstration d'applications scientifiques et originales de technologies de pointe à l'usage de secteurs d'activités où ces technologies sont absentes ou peu présentes.

Programme 12.03 : Aide aux entreprises :

Subventions pour la prise en charge des dépenses relatives à des projets de recherche industrielle de base.

Subventions pour la prise en charge des dépenses consacrées au financement de la préparation ou de l'accompagnement des projets de recherche ou de développement.

Subventions relatives à des actions, études ou infrastructures cofinancées par les fonds européens.

Programme 13.01 : Forêts :

Subventions aux exploitants forestiers pour le stockage des bois chablis consécutifs aux tempêtes.

Subventions aux associations actives dans le domaine de la défense de la forêt et de sa valorisation.

Subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de travaux forestiers.

Programme 13.02 : Conservation de la nature :

Subventions à diverses associations et personnes privées pour la conservation de la nature.

Subventions pour la sauvegarde des arbres et des haies remarquables en propriété privée et en espaces verts publics.

Soutien à des actions pilotes au niveau communal, en matière de conservation de la nature et d'espaces verts.

Sensibilisation du public aux plantations « Journée de l'Arbre ».

Programme 13.03 : Environnement :

Subventions aux associations en matière de protection et de défense de l'environnement.

Subventions aux associations et aux pouvoirs publics subordonnés dans le cadre de la « semaine verte ».

Primes aux communes pour l'engagement d'éco-conseillers.

Programme 13.04 : Ressources du sous-sol :

Subventions à des personnes physiques ou des organismes privés en matière de valorisation des ressources du sous-sol.

Programme 13.05 : Eau (contrôle, gestion et production) :

Subventions pour la conception et l'édition de « La Tribune de l'Eau ».

Subventions aux comités de rivière pour financer l'étude préparatoire au contrat de rivière.

Subventions à des organismes privés pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation dans les domaines qui concernent l'eau.

Programme 13.09 : Prévention des pollutions :

Soutien aux programmes de formation et de recyclage du personnel des pouvoirs subordonnés.

Programme 13.10 : Chasse, pêche et pisciculture :

Subventions aux associations de chasseurs et pêcheurs.

Subventions destinées au développement de la pisciculture.

Programme 14.01 : Tutelle :

Subventions au Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces pour son fonctionnement et pour l'achat de biens meubles durables.

Subventions et indemnités à des associations, organismes et entreprises privés organisant des actions relatives aux différents domaines des pouvoirs locaux.

Subventions et indemnités à des communes, provinces, intercommunales et à des organismes publics menant des actions de réflexion et de sensibilisation concernant les Pouvoirs locaux.

Programme 14.02 : Financement général des communes :

Subventions en faveur de Namur-Capitale.

Subventions en faveur des communes dans le cadre d'aide à la gestion, d'actions spécifiques pour l'insertion et la sécurité et d'actions rencontrant des besoins spécifiques.

Subventions au Centre régional d'Aide aux Communes pour son fonctionnement et pour l'achat de biens meubles durables.

Subventions au Centre régional de la Formation pour son fonctionnement et pour l'achat de biens meubles durables.

Subventions en faveur des communes pour la formation professionnelle du personnel communal.

Programme 14.03 : Financement général des provinces :

Intervention pour la prise en charge des frais de fonctionnement des centres extérieurs de la Tutelle et pour la formation professionnelle du personnel provincial.

Subvention complémentaire afin de rencontrer des besoins spécifiques et d'apporter une compensation à la taxe sur les captages d'eau.

Programme 14.04 : Travaux subsidiés :

Subventions pour le placement d'une signalisation aux abords des chantiers repris dans les plans triennaux.

Subventions à des organismes privés ou publics pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation dans les domaines des travaux subsidiés.

Subventions au secteur public et privé pour des actions de sensibilisation, d'information, de promotion et d'éducation dans le domaine sportif, en ce compris le cofinancement de projets d'infrastructures retenus dans le cadre du Fonds d'Impulsion de la Politique des Immigrés.

Subvention à l'asbl Union Culturelle et Sportive Wallonne.

Programme 15.01 : Aménagement du territoire et urbanisme :

Subventions relatives à des actions qui favorisent le bon aménagement du territoire tant au niveau local qu'au niveau régional.

Subventions aux communes et aux régies foncières dans le cadre de leurs acquisitions et échanges de terrains réalisés dans le cadre de la politique foncière décidée par la Région.

Subventions pour :

1° l'élaboration ou la révision totale d'un plan particulier d'aménagement, d'un schéma de structure communal ou d'un règlement communal d'urbanisme;

2° l'élaboration d'une analyse globale d'aménagement du territoire relative à un projet de plan particulier d'aménagement;

3° l'élaboration d'une étude d'intérêt général relative à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme;

4° l'organisation de l'information relative à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme;

Subventions pour l'acquisition de biens immobiliers dans le cadre de la politique foncière régionale

Programme 15.02 : Rénovation urbaine et sites d'activité économique désaffectés :

Subventions relatives à des actions visant à promouvoir et favoriser la réaffectation, la rénovation et l'adaptation du patrimoine existant dans le but d'une utilisation plus parcimonieuse du sol.

Subventions aux communes mettant en œuvre des opérations de rénovation urbaine de type « Quartier d'initiative » pour couvrir en partie les charges salariales et autres relatives à des chefs de projets engagés par la commune et affectés exclusivement à la gestion de l'opération.

Ces subventions sont fixées forfaitairement à 1,5 millions de francs et par opération « Quartier d'initiative ».

Subventions aux communes mettant en œuvre des opérations de rénovation urbaine de type « Quartier d'initiative » pour couvrir en partie les charges salariales et autres relatives à la création et au fonctionnement de Régies de quartier.

Subventions aux communes figurant dans la liste des Zones d'Initiative Privilégiées de Type I, dans le cadre de la politique foncière régionale. Ces subventions sont destinées :

- soit à favoriser l'acquisition par la commune de biens immobiliers urbanisables aux fins d'augmenter l'offre des biens immobiliers bâtis ou à bâtir dans la zone;

- soit à favoriser l'échange ou la vente de biens immobiliers non urbanisables propriétés de la commune pour permettre l'achat de biens immobiliers urbanisables ou situés du point de vue urbanistique dans le cadre d'une stratégie communale de développement de l'habitat.

Programme 15.04 : Logement - secteur privé :

Subventions relatives à des actions visant à promouvoir une meilleure adaptation du parc de logement du secteur privé aux besoins de la société.

Subventions relatives aux actions menées par les Agences immobilières sociales.

Programme 15.05 : Logement - secteur public :

Subventions relatives aux actions des pouvoirs publics en matière de construction, de rénovation, d'équipement d'infrastructures et de promotion du logement d'insertion social et moyen.

Subventions relatives aux actions menées en faveur des régies de quartier dans les cités sociales.

Programme 15.06 : Monuments, sites et fouilles :

Subventions relatives aux études préalables, à la protection, à la mise en valeur, à la réaffectation, à la restauration et à la promotion du patrimoine monumental, naturel et archéologique de la Région wallonne.

Subventions au secteur privé d'un montant maximum de 100.000 francs correspondant au maximum à 60 % des travaux pour des actions préventives de maintenance à effectuer sur des bâtiments non classés repris à l'Inventaire du Patrimoine de la Belgique (réalisé et publié conformément à l'article 347 du CWATUP).

- Programme 16.02 : Promotion de la Région au niveau international :
Subventions relatives à des actions, activités ou études.
Subventions en vue de soutenir les programmes de coopération de la Francophonie ACCT/IEPF.
- Programme 17.01 : Santé :
Subventions pour recherches, études et actions dans le domaine de la santé et de la santé mentale.
Subventions en faveur d'organismes et groupements qui participent par leurs actions à la diffusion d'informations relatives à la santé.
Subventions aux centres de santé intégrés.
Subventions aux actions dans le domaine de la toxicomanie.
Subventions à des initiatives menées dans le cadre de l'objectif 1.
- Programme 17.02 : Santé mentale :
Subventions aux centres de télé-accueil.
Intervention dans les charges non subventionnées des Centres hospitaliers psychiatriques de Mons et de Tournai.
Subventions aux organismes d'étude et d'expérimentation en santé mentale.
- Programme 17.03 : Action sociale :
Soutien à des initiatives menées dans le domaine de l'action sociale.
Subventions pour le financement de recherches dans le domaine social.
Subventions à des organismes de coordination et de documentation en matière sociale.
Soutien à des initiatives particulières des centres publics d'aide sociale.
Soutien à des formations d'intervenants sociaux et de fonctionnaires.
Soutien à des initiatives privées relatives à la médiation de dettes.
Soutien à des initiatives publiques relatives à la médiation de dettes.
Subsides à des organismes publics et privés dans le cadre des opérations « Eté solidaire, je suis partenaire ».
Subsides en faveur des pouvoirs publics pour la mise en oeuvre des Plans d'intégration sociale.
- Programme 17.04 : Famille et troisième âge :
Subventions à des initiatives menées dans le domaine de la famille et du troisième âge.
Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées relevant du secteur privé.
Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées relevant du secteur public.
- Programme 17.06 : Personnes handicapées :
Subventions aux actions relatives à la promotion et l'intégration sociale des personnes handicapées.
- Programme 17.07 : Intégration sociale des immigrés :
Subventions en matière d'intégration sociale des populations d'origine étrangère.
Subsides aux organismes publics et privés développant des actions dans le domaine de l'accueil et de l'intégration des personnes d'origine étrangère.
Subsides à des organismes publics et privés dans le cadre des opérations « Eté solidaire, je suis partenaire ».
- Programme 18.01 : Tourisme :
Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement touristique régional.
Subventions à l'asbl « Station touristique des lacs de l'Eau d'Heure » destinées à couvrir pendant quatre ans sous forme d'avances les opérations relatives à la réalisation de sa mission.
- Programme 19.01 : Agriculture, abattoirs et agro-alimentaire :
Subventions complémentaires et supplétives aux associations d'élevage, de production et de sélection animale et végétale pour la recherche appliquée, l'encadrement, la vulgarisation et la promotion agricole.
Subventions en vue de la labellisation et du contrôle de qualité des produits.
Subventions complémentaires et supplétives aux Facultés universitaires, centres de recherche et d'étude, et établissements d'enseignement agricole supérieur pour la recherche appliquée dans la mise au point de techniques et systèmes de production et de diversification agricoles.
Subventions complémentaires et supplétives aux associations et groupements assurant l'information, la sensibilisation et l'encadrement en matière agricole.
Subventions à différentes associations pour la promotion des productions agricoles wallonnes.
Subventions complémentaires et supplétives aux Services de remplacement agricole.
Subventions aux laboratoires d'analyse intégrés dans la Commission des Sols de Wallonie et le réseau REQUASUD.
Subventions aux productions de diversification.
Subventions aux associations professionnelles agricoles pour la construction de bâtiments destinés à leurs services et activités de promotion.
- Programme 19.02 : Développement du milieu rural :
Subvention à la Fondation rurale de Wallonie conformément à la convention cadre.
Subventions à des personnes physiques ou à des organismes privés pour des opérations de promotion, de valorisation, de sensibilisation ou d'information sur le développement rural ou le remembrement.
Subventions à des personnes physiques ou à des organismes privés pour des actions, des initiatives ou des opérations de sensibilisation à la vie rurale ou de développement rural.

- Programme 50.02 : Frais de fonctionnement et prestations de tiers :
- Subventions destinées à l'organisation d'expositions et de conférences ainsi qu'à des études.
 - Subventions pour la promotion d'actions de sécurité routière.
 - Subventions à diverses associations et groupements pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation en matière d'infrastructure publique.
- Programme 50.04 : Implantation immobilière :
- Subventions pour l'octroi de prix dans le cadre de l'intégration d'oeuvres d'art dans les bâtiments régionaux.
- Programme 51.02 : Maintenance et entretien du réseau :
- Subventions aux communes pour rencontrer des besoins collectifs en matière d'environnement routier.
- Programme 52.03 : Promotion de la navigation intérieure :
- Subventions à des associations actives dans le domaine de la promotion et de la valorisation de la navigation intérieure.
 - Subventions destinées à l'organisation d'expositions et de conférences ainsi qu'à des études.
- Programme 53.05 : Réseau de télécommunication - Construction :
- Subventions de toute nature visant à assurer le développement économique dans le cadre des télécommunications en wallonie.
- Programme 54.01 : Transport urbain et interurbain :
- Subventions aux associations ayant pour objet la promotion des transports en commun.
 - Subventions aux associations étudiant et/ou prônant la mobilité en matière de transports.
 - Subventions de soutien aux organisateurs de manifestations en rapport avec les transports.
 - Subventions destinées à promouvoir l'image de la Région wallonne et de ses interventions en faveur des transports.
 - Subventions aux sociétés du groupe TEC et à la Société régionale wallonne du Transport en vue de réaliser des investissements visant à améliorer la qualité des transports en commun.
- Programme 54.02 : Aéroports et aérodromes :
- Subventions aux sociétés d'exploitation des aéroports et aérodromes régionaux en vue de la promotion et du développement de leurs installations.
 - Subventions aux aéroports pour le financement d'études et de réalisations destinées à la protection de l'environnement.
- Programme 54.04 : Promotion, coordination des transports et location de voitures :
- Subventions relatives à des activités de formation, de recherche et d'innovation dans le domaine des transports.
 - Subventions destinées à promouvoir l'image de la Région wallonne et de ses interventions en faveur des transports.
 - Subventions relatives à la réalisation et l'exploitation d'un centre de télécommunications avancées dans le cadre de l'objectif 1.
- Entreprise régionale : Office régional wallon des Déchets :
- Subventions aux associations et aux communes pour l'encouragement d'actions de prévention et de recyclage des déchets ménagers.
 - Subventions à la SPAQUE pour son fonctionnement et pour les travaux de réhabilitation des anciennes décharges.
 - Subventions aux organismes de traitement de déchets pour l'assistance aux communes par les Missi-Dominici.
 - Avances récupérables sur les frais d'études préalables à l'obtention des permis visant l'aménagement d'un centre d'enfouissement technique.

Art. 14. Le Ministre qui a le Budget dans ses attributions informe régulièrement la Cour des comptes des engagements pris sur les autorisations visées à l'article 20.

Les autorisations visées par les articles 19 et 20 sont soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des comptes.

Avant le 10 de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des comptes, avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires et mentionnant, d'une part, le montant des autorisations visées au cours du mois écoulé et, d'autre part, le montant des autorisations visées depuis le début de l'année.

Le relevé du mois de décembre constitue un relevé récapitulatif annuel.

La Cour des comptes renvoie au Ministre qui a le Budget dans ses attributions un exemplaire, visé, de ce relevé.

Art. 15. Les crédits non dissociés de l'allocation de base 34.01 du programme 01 de la division organique 17 peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures.

Art. 16. Le Gouvernement wallon est autorisé à réaliser des transferts de crédit entre les allocations de base 52.31, 61.01, 63.01 et 72.01 du programme 01, 52.21, 52.31, 63.01, 63.02 et 63.03 du programme 04 et 52.31 du programme 06 de la division organique 17.

Art. 17. L'article 1^{er}, § 3, du décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics est complété comme suit :

« c) à l'engagement de personnel sous contrat d'emploi à durée déterminée affecté à la réalisation de commandes ».

CHAPITRE II. — Autorisations

Art. 18. A charge de son budget, l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées peut engager un montant de 165 millions de francs en vue de faire face aux programmes d'investissement tels qu'approuvés par le Gouvernement et relatif à l'achat, la construction, l'aménagement et l'équipement des bâtiments destinés à l'accueil des personnes handicapées.

Art. 19. Le Gouvernement wallon est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, pour des sommes équivalant à 40 % du prix des travaux effectués aux hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai.

Les autorisations d'emprunts ne pourront pas dépasser 80 millions de francs en 1997.

Les intérêts et les amortissements des prêts précités seront incorporés dans le prix de la journée d'entretien des hôpitaux concernés.

Art. 20. Le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions est autorisé à engager en 1997, à charge du Fonds pour la protection des eaux de surfaces (programme 06, division organique 13), des subventions pour travaux des organismes d'épuration, à concurrence du solde non utilisé au 31 décembre 1996 de l'autorisation visée à l'article 32 du décret du 22 décembre 1995 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 1996, tel qu'ajusté.

En complément à l'article 30 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions est autorisé à engager des dépenses à charge du Fonds pour la protection des eaux de surface (programme 06, division organique 13) quel que soit le solde disponible de ce fonds, à concurrence du montant mentionné au tableau annexé au présent décret en regard des dépenses de l'année 1997.

Art. 21. Le Gouvernement wallon est autorisé à conclure des contrats de promotion selon les conditions de vente ou de location reprises à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 mai 1981 relatif aux conditions générales de passation des marchés publics de promotion des travaux et de fournitures, en vue de la construction des bâtiments administratifs suivants, plafonnés aux montants ci-après :

Namur :

rue Keffer..... 370,0 millions F

Liège :

hôpital des Anglais..... 940,0 millions F

Charleroi :

site Saint-Charles..... 30,0 millions F

avenue de l'Europe..... 150,0 millions F

Art. 22. Le Gouvernement wallon est autorisé à engager, à titre de contribution de la Région wallonne aux projets encouragés par les Fonds structurels européens dans le cadre de l'Objectif 1, les opérations programmées selon le calendrier budgétaire qu'il a retenu et plafonnées aux montants ci-après :

Mesure 1.2.1	Action 1 Pôle RDT.....	740,4 millions F
	Action 2 Programme mobilisateur.....	568,9 millions F
Mesure 1.2.3	.....Infrastructure.....	261,1 millions F
	.....Charges d'exploitation.....	40,1 millions F
	.....Interface.....	91,5 millions F
Mesure 1.3.1	.....Infrastructure du Parc scientifique de Mons.....	170,1 millions F
Mesure 1.4.6	.....Projet Strafor.....	24,2 millions F
	.....Pôle RDT et Centre de recherche.....	159,6 millions F
	.....Forum scientifique.....	99,2 millions F

Art. 23. Le Gouvernement wallon est autorisé à créer un compte en capital géré par la S.R.I.W., via une mission déléguée, en vue de garantir les actions consenties par celle-ci pour l'industrialisation et l'exploitation commerciale des résultats de projets de Recherche et Développement notamment financés par la Région wallonne. Ces actions peuvent concerner soit des prises de participation, soit des prêts ou soit des actions de garantie.

L'alimentation de ce compte en capital sera opérée à charge des crédits inscrits à l'allocation de base 01.01 du programme 05 de la division organique 12.

CHAPITRE III. — Garanties régionales

Art. 24. Le Gouvernement wallon est confirmé, en 1997, dans son habilitation à octroyer sa garantie aux emprunts contractés par les sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, à concurrence des montants non utilisés de l'autorisation ayant fait l'objet du décret du 9 décembre 1993 autorisant le Gouvernement de la Région wallonne à garantir les emprunts contractés par les sociétés susvisées et dans les conditions prévues par le décret en question.

Art. 25. Le Gouvernement wallon est autorisé à déterminer le recours à l'emprunt en fonction de l'état de la trésorerie du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie. Le total des emprunts autorisés sous le couvert de la garantie régionale ne pourra en aucun cas excéder 1,8 milliard de francs.

La garantie couvre également les opérations de gestion financière afférentes à ces emprunts. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région wallonne aux opérations de gestion financière des emprunts conclus de 1990 à 1997 par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie et garantis par la Région.

Art. 26. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région wallonne aux emprunts de la Société wallonne des Distributions d'Eau à concurrence d'un montant maximum de 2 milliards de francs pour l'année 1997.

Art. 27. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder, jusqu'au 31 décembre 1997, la garantie supplétive de la Région wallonne au remboursement total ou partiel, en principal, intérêts et accessoires, d'emprunts d'aide extraordinaire et comptabilisés comme tels, souscrits auprès du Crédit communal de Belgique par des communes. Cette garantie ne pourra être accordée qu'aux communes qui déposeront un plan de gestion de leurs finances et accepteront, pour en garantir l'exécution, des modalités particulièrement contraignantes de tutelle.

§ 2. Les garanties supplétives accordées en vertu du présent article ne peuvent dépasser un montant global de 12 milliards de francs.

Art. 28. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région wallonne aux emprunts contractés par les agriculteurs et les sociétés agricoles pour les investissements en agriculture et horticulture dans le cadre du fonds d'investissement agricole, pour un montant total de 3,3 milliards de francs en 1997.

Art. 29. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région aux emprunts de la Société régionale wallonne du Transport relatifs aux investissements en matière de transport, y compris les opérations effectuées au titre de location d'autobus et/ou de matériel, aux emprunts conclus en vue de remboursements anticipés d'autres emprunts, aux opérations de SWAP d'intérêts ainsi qu'aux opérations de couverture de risque de variations des taux. Cette garantie est accordée pour un montant maximum de 3.300 millions de francs.

Art. 30. Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région, à concurrence d'un montant maximum de 500,0 millions de francs, pour les emprunts concernant les constructions hospitalières et médico-sociales dans le cadre d'une convention type entre la Région wallonne et les institutions financières.

Art. 31. A condition de conserver l'hypothèque sur l'ensemble « Gailly », le Gouvernement wallon est autorisé à ne pas faire exécuter le solde de la garantie de la Région wallonne à l'occasion de l'acquisition de l'immeuble par l'association entre le CPAS de Charleroi et l'I.O.S. aussi longtemps que les bâtiments seront utilisés à des fins médico-sociales.

Art. 32. Dans le cadre de la planification prévisionnelle approuvée par le Gouvernement wallon, la garantie régionale est accordée aux opérations de gestion financière de moins de douze mois de l'asbl « Station touristique des lacs de l'Eau d'Heure ».

CHAPITRE IV. — Octroi d'avances

Art. 33. Le Ministre-Président et les Membres du Gouvernement wallon peuvent consentir des avances sur les interventions financières de la Région dans les dépenses afférentes :

1^o aux travaux d'épuration d'eaux usées et de remembrement.

Ces avances ne peuvent excéder :

a) 30 % du montant des marchés attribués d'une valeur inférieure à 50 millions de francs;

b) 25 % du montant des marchés attribués d'une valeur comprise entre 50 et 200 millions de francs;

c) 20 % du montant des marchés attribués d'une valeur supérieure à 200 millions de francs.

Le montant de l'intervention de la Région déterminé lors de la désignation de l'adjudicataire sert de référence au calcul de l'avance.

Cette somme sera versée à l'institution bénéficiaire à la réception, par l'administration, de l'ordre de commencer les travaux.

2^o Aux travaux exécutés dans le cadre d'une opération de rénovation rurale ou urbaine.

a) Ces avances ne peuvent excéder 20 % de la subvention calculée sur base du montant du marché adjugé. Cette somme sera versée à l'institution bénéficiaire à la réception, par la Région, de l'ordre de commencer les travaux.

b) Une avance préalable, fixée forfaitairement à 5 % de la subvention calculée sur base de l'estimation du marché, peut être consentie pour les études d'avant-projet et de projet. Cette somme sera versée à l'institution bénéficiaire après approbation, par la Région, de l'estimation du marché lors de la présentation de l'avant-projet.

3^o Aux travaux exécutés dans le cadre d'une opération de revitalisation des centres de vie ainsi qu'aux taxes et frais divers y relatifs. Cette avance est liquidée, pour ce qui concerne les travaux, taxes et frais connexes, sur base des états d'avancements successifs jusqu'à concurrence de 90 % du montant du marché adjugé, la liquidation du solde intervenant lors du décompte final. Pour ce qui concerne les honoraires d'études, de direction des travaux et de surveillance, des acomptes peuvent être liquidés sur base des services prestés et des tranches contractuelles prévues. Pour ce qui concerne les acquisitions nécessaires à la réalisation de l'opération, des acomptes peuvent être liquidés sur production du compromis de vente.

Art. 34. Le Gouvernement wallon est autorisé à intervenir, dans la limite des crédits inscrits à l'allocation de base 63.05 du programme 04 de la division organique 14, auprès des communes frappées de calamités afin de leur permettre d'accorder aux sinistrés des avances récupérables dans l'attente de l'intervention du Fonds des Calamités.

CHAPITRE V. — Dette

Art. 35. Par dérogation à l'article 12 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base relatives à la dette des programmes des divisions organiques 40 et 41 peuvent être transférées par le Ministre du Budget quel qu'en soit le montant en vue de compléter le montant nécessaire au paiement des intérêts et des amortissements des emprunts contractés par la Région.

Art. 36. Le Ministre du Budget peut autoriser la Trésorerie à payer par avances, dans la limite des crédits budgétaires ou, le cas échéant, des recettes à affecter au service financier de certains emprunts, et à charge de régularisation ultérieure, les dépenses afférentes à la dette à charge des allocations de base des programmes des divisions organiques 40 et 41.

Art. 37. Le Ministre du Budget est autorisé à payer par ordonnances non munies du visa préalable de la Cour des comptes, dans la limite des crédits budgétaires ou, le cas échéant, des recettes à affecter au service financier de certains emprunts, les dépenses afférentes à la dette à charge des allocations de base des programmes des divisions organiques 40 et 41.

CHAPITRE VI. — Section particulière

Art. 38. Par dérogation à l'article 16 de la loi du 28 juin 1989 modifiant la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les dispositions des articles 1^{er} et 5 de cette même loi ne sont pas d'application pendant l'année 1997 à l'égard des fonds constituant le Titre IV du tableau annexé au présent décret.

Art. 39. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV du tableau annexé au présent décret est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui en ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 40. Sur les fonds des divisions organiques 31 et 34 figurant au Titre IV du tableau annexé au présent décret, aucun engagement nouveau ne pourra être pris en 1997.

Art. 41. Le Ministre ayant le Budget dans ses attributions peut engager, au-delà des recettes disponibles des articles 60.02.A.01 (FEDER), 60.02.A.02 (FEOGA), 60.02.A.03 (FSE), 60.02.A.05 (IFOP) et 60.02.A.06 (LIFE) de la section 10 de la partie I du Titre IV, des dépenses escomptées à concurrence des montants d'intervention décidés par la Communauté européenne.

CHAPITRE VII. — Entreprises régionales

Art. 42. Est approuvé le budget de l'Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau de l'année 1997 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 1.689,1 millions de francs pour les recettes et à 1.689,1 millions de francs pour les dépenses.

Art. 43. Par dérogation à l'article 116 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau, de l'accord du Ministre chargé du Budget.

Art. 44. Est approuvé le budget de l'Office régional wallon des Déchets de l'année 1997 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 2.386,2 millions de francs pour les recettes et à 2.386,2 millions de francs pour les dépenses.

Art. 45. Par dérogation à l'article 116 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Office régional wallon des Déchets, de l'accord du Ministre chargé du Budget.

CHAPITRE VIII. — Service régional à gestion séparée

Art. 46. Est approuvé le budget de l'Agence wallonne à l'Exportation de l'année 1997 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 1.054,0 millions de francs pour les recettes et, pour les dépenses, à 1.179,7 millions de francs en moyens d'engagement et à 974,9 millions de francs en moyens de paiement.

Art. 47. Est approuvé le budget de l'Office de Promotion des Voies navigables de l'année 1997 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 11,6 millions de francs pour les recettes et à 11,6 millions de francs pour les dépenses.

Art. 48. Le Ministre qui a les Travaux publics dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Office de Promotion des Voies navigables, de l'accord du Ministre chargé du Budget.

Art. 49. Est approuvé le budget de l'Office wallon de Développement rural de l'année 1997 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 399,9 millions de francs pour les recettes et, pour les dépenses, à 487,3 millions de francs en moyens d'engagement et à 399,9 millions de francs en moyens de paiement.

Art. 50. Le Ministre qui a le Remembrement dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Office wallon de Développement rural, de l'accord du Ministre chargé du Budget.

CHAPITRE IX. — Organismes d'intérêt public

Art. 51. Est approuvé le budget du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompes d'eau souterraine de l'année 1997 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 26,5 millions de francs pour les recettes et à 26,5 millions de francs pour les dépenses.

Art. 52. Est approuvé le budget du Centre régional d'Aide aux Communes de l'année 1997 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 76.992.548 francs pour les recettes et à 76.992.548 francs pour les dépenses.

Art. 53. Est approuvé le budget de l'Institut Scientifique de Service Public de l'année 1997 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 553.238.414 francs pour les recettes et à 553.238.414 francs pour les dépenses.

Art. 54. Le Ministre qui a la Recherche dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Institut Scientifique de Service Public, de l'accord du Ministre chargé du Budget.

Art. 55. Est approuvé le budget du Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers » à Tournai de l'année 1997 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 1.239.107.664 francs pour les recettes et à 1.239.107.664 francs pour les dépenses.

Art. 56. Est approuvé le budget du Centre hospitalier psychiatrique « Le Chêne aux Haies » à Mons de l'année 1997 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 773.435.000 francs pour les recettes et à 773.435.000 francs pour les dépenses.

CHAPITRE X. — Dispositions diverses

Art. 57. Le Gouvernement wallon est autorisé, jusqu'au 31 décembre 1997, à prendre en charge les intérêts des emprunts souscrits auprès du Crédit communal de Belgique ou d'organismes financiers agréés par le Gouvernement wallon par des communes frappées de calamités en 1993, afin de leur permettre d'accorder aux sinistrés des avances récupérables de première nécessité dans l'attente de l'intervention du Fonds des Calamités.

Cette prise en charge pourra porter sur un volume de prêts ne dépassant pas 400 millions de francs, en ce compris les prêts consentis en 1994.

Art. 58. Par dérogation à l'article 12 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre ayant les Technologies dans ses attributions peut, avec l'accord du Ministre du Budget, opérer, au sein des programmes 2 et 3 de la division organique 12, les transferts de crédits nécessaires des allocations spécifiques créées pour les cofinancements européens vers les allocations de base ordinaires.

Art. 59. Par dérogation à l'article 3, alinéa 2, du décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de travaux publics, tel que modifié par l'article 13 du décret du 24 novembre 1994 portant dissolution de l'Office de la Navigation, un montant, fixé par le Gouvernement wallon, est prioritairement prélevé, selon les modalités retenues par lui, au profit de la Société de financement complémentaire des infrastructures, sur tous les paiements imposés par les dispositions réglementaires relatives à l'utilisation du réseau des voies hydrauliques et de ses dépendances, à l'exception de la part des droits de navigation visés à l'article 11, 1^o, du décret du 24 novembre 1994.

Art. 60. Par dérogation à l'article 12 de l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre ayant l'Equipement et les Transports dans ses attributions peut, avec l'accord du Ministre du Budget, opérer des transferts de crédits vers l'allocation de base 34.02 programme 02 de la division organique 50 en provenance des crédits dissociés des programmes :

- 01 des divisions organiques 51 et 52;
- 01, 03 et 05 de la division organique 53;
- 01 et 02 de la division organique 54.

CHAPITRE XI. — Dispositions finales

Art. 61. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 décembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE LA REGION WALLONNE POUR L'ANNEE 1997

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
	Division organique 01. Dotation au Parlement wallon.			
Programme 01.00	Dotation au Parlement wallon	889,0	0	0
Programme 01.01	Dotation au service du médiateur de la Région wallonne	33,7	0	0
	Totaux pour la division organique 01.	922,7	0	0
	Division organique 02. Dépenses de cabinet du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine			
Programme 02.00	Subsistance	225,4	0	0
	Totaux pour la division organique 02.	225,4	0	0
	Division organique 03. Dépenses de cabinet du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports			
Programme 03.00	Subsistance	167,5	0	0
	Totaux pour la division organique 03.	167,5	0	0
	Division organique 04. Dépenses de cabinet du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique			
Programme 04.00	Subsistance	163,1	0	0
	Totaux pour la division organique 04.	163,1	0	0
	Division organique 05. Dépenses de cabinet du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation			
Programme 05.00	Subsistance	213,8	0	0
	Totaux pour la division organique 05.	213,8	0	0
	Division organique 06. Dépenses de cabinet du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales			
Programme 06.00	Subsistance	147,9	0	0
	Totaux pour la division organique 06.	147,9	0	0

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Programme 07.00	Division organique 07. Dépenses de cabinet du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé Subsistance	151,2	0	0
	Totaux pour la division organique 07.	151,2	0	0
Programme 08.00	Division organique 08. Dépenses de cabinet du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture Subsistance	210,6	0	0
	Totaux pour la division organique 08.	210,6	0	0
Programme 09.01	Division organique 09. Services du Gouvernement wallon et organismes non rattachés aux divisions organiques Conseil économique et social de la Région wallonne	116,9	0	0
	Programme 09.02 Service social	73,0	0	0
	Totaux pour la division organique 09.	189,9	0	0
Programme 10.01	Division organique 10. Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne. Gestion générale du personnel du Ministère	6.243,6	0	0
Programme 10.02	Service de la Présidence, secrétariat du Gouvernement wallon et Chancellerie	77,9	0	0
Programme 10.03	Informatique administrative	260,9	0	0
Programme 10.04	Statistiques régionales	24,6	0	0
Programme 10.05	Direction juridique	4,2	0	0
Programme 10.06	Fonction publique, Formation et Ressources humaines	1,1	39,0	34,0
Programme 10.07	Trésorerie, Budget et Finances	947,2	0	0
Programme 10.12	Communication et information	36,5	0	0
	Totaux pour la division organique 10.	7.596,0	39,0	34,0
Programme 11.01	Division organique 11. Economie, emploi et formation professionnelle. Expansion économique	548,5	5.955,8	6.084,6
	Fonds organique : Fonds de rénovation industrielle (première, deuxième et troisième missions)			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	4,1	4,1
	Recettes de l'année en cours	0	0	0
	Disponible pour l'année 1996	0	4,1	4,1
	Dépenses à charge du Fonds	0	0	0
	Solde au 31 décembre 1996	0	4,1	4,1
Programme 11.02	Restructuration et développement	85,0	1.900,0	1.900,0

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Programme 11.03	Zonings	3,0	935,0	1.020,1
Programme 11.04	Politique économique, coordination, réglementation, labels et information des aides	15,5	0	0
Programme 11.05	Promotion des investissements étrangers	71,0	7,7	7,0
Programme 11.06	P.M.E. et Classes moyennes	159,3	2.676,0	2.494,0
Programme 11.08	Promotion de l'emploi	179,5	116,0	56,0
Programme 11.09	Forem	2.457,2	0	0
	Fonds organique : Fonds budgétaire en matière d'emploi			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	14,5	41,9
	Recettes de l'année en cours	0	155,0	155,0
	Disponible pour l'année 1996	0	169,5	196,9
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	155,0	155,0
	Solde au 31 décembre 1996	0	14,5	41,9
Programme 11.10	Plan de résorption du chômage géré par l'administration, mais dont la prise en charge financière est assurée par l'intermédiaire du Forem	9.449,6	0	0
Programme 11.11	Plan de résorption du chômage géré directement par l'administration	4.838,6	520,6	443,2
Programme 11.13	Formation des salariés et appointés hors Forem	267,0	69,2	53,2
Programme 11.14	Forem - Formation	2.493,9	0	0
Programme 11.15	Formation agricole	34,2	0	0
Programme 11.16	Formation des indépendants	725,2	10,0	10,0
	Totaux pour la division organique 11.	21.327,5	12.345,3	12.223,1
	Division organique 12.			
	Technologies et recherche.			
Programme 12.01	Energie	21,0	334,0	335,0
Programme 12.02	Recherche	324,0	1.352,7	1.336,4
Programme 12.03	Aides aux entreprises	0	1.262,3	1.132,7
Programme 12.05	Fonds d'aide et d'interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies			
	Fonds organique : Fonds destiné au financement des aides et des interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	93,0	621,6
	Recettes de l'année en cours	0	150,0	150,0
	Disponible pour l'année	0	243,0	771,6
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	243,0	150,0
	Solde au 31 décembre 1996	0	0	621,6
	Totaux pour la division organique 12.	345,0	3.192,0	2.954,1

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
	Division organique 13.			
	Ressources naturelles et environnement.			
Programme 13.01	Forêts	125,0	228,0	235,0
	Fonds organique : Fonds pour la gestion des forêts de l'ancienne « Gruerie d'Arlon » (article 7 de la loi domaniale du 26 juillet 1952)			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	34,6	35,7
	Recettes de l'année en cours	0	10,0	10,0
	Disponible pour l'année 1996	0	44,6	45,7
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	12,0	10,0
	Solde au 31 décembre 1996	0	32,6	35,7
	Fonds organique : Fonds pour la gestion de la forêt d'Herbeumont (article 1 ^{er} , 16, de la loi domaniale du 1 ^{er} juillet 1983)			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	26,3	26,3
	Recettes de l'année en cours	0	3,0	3,0
	Disponible pour l'année 1996	0	29,3	29,3
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	3,0	3,0
	Solde au 31 décembre 1996	0	26,3	26,3
Programme 13.02	Conservation de la nature	103,7	198,0	194,1
Programme 13.03	Environnement	252,9	1,0	3,0
	Fonds organique : Fonds pour la gestion des déchets (décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets)			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	0	95,2
	Recettes de l'année en cours	0	1.535,0	1.535,0
	Disponible pour l'année 1996	0	1.535,0	1.630,2
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	1.535,0	1.535,0
	Solde au 31 décembre 1996	0	0	95,2
Programme 13.04	Ressources du sous-sol	40,5	10,0	12,4
Programme 13.05	Eau (contrôle, gestion et production)	351,7	499,0	728,4
	Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux potabilisables (décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables)			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	1.750,5	2.399,6
	Recettes de l'année en cours	0	1.200,0	1.200,0
	Disponible pour l'année 1996	0	2.950,5	3.599,6
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	1.321,5	1.200,0
	Solde au 31 décembre 1996	0	1.629,0	2.399,6
	Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux souterraines (décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables)			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	0	5,0
	Recettes de l'année en cours	0	100,0	100,0
	Disponible pour l'année 1996	0	100,0	105,0
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	80,0	100,0
	Solde au 31 décembre 1996	0	20,0	5,0

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Programme 13.06	Protection des eaux contre la pollution	1.018,3	0	172,5
	Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux de surface (décret du 30 avril 1990 sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques)			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	- 4.167,7	845,0
	Recettes de l'année en cours	0	2.659,5	2.659,5
	Disponible pour l'année 1996	0	- 1.508,2	3.504,5
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	4.298,8	2.659,5
	Solde au 31 décembre 1996	0	- 5.807,0	845,0
Programme 13.08	Contrôle des pollutions	73,2	0	14,0
Programme 13.09	Prévention des pollutions	95,0	16,0	8,5
Programme 13.10	Chasse, pêche et pisciculture	19,6	47,3	42,6
	Totaux pour la division organique 13.	2.079,9	8.249,6	6.918,0
	Division organique 14.			
	Pouvoirs locaux.			
Programme 14.01	Tutelle	48,9	0	0
Programme 14.02	Financement général des communes	34.310,8	150,0	120,0
Programme 14.03	Financement général des provinces	4.404,0	18,0	18,0
Programme 14.04	Travaux subsidiés	5,5	2.520,5	1.875,2
Programme 14.05	Infrastructures sportives	24,0	661,9	651,0
	Totaux pour la division organique 14.	38.793,2	3.350,4	2.664,2
	Division organique 15.			
	Aménagement du territoire et logement.			
Programme 15.01	Aménagement du territoire et urbanisme	87,9	147,4	132,8
Programme 15.02	Rénovation urbaine et sites d'activité économique désaffectés	44,5	780,9	773,8
	Fonds organique : Fonds de rénovation des sites wallons (loi du 27 juin 1978)			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	0	0
	Recettes de l'année en cours	0	0	0
	Disponible pour l'année 1996	0	0	0
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	0	0
	Solde au 31 décembre 1996	0	0	0
Programme 15.04	Logement : secteur privé	1.319,8	2.160,0	1.779,5
Programme 15.05	Logement : secteur public	679,3	2.570,9	2.040,8
Programme 15.06	Monuments, sites et fouilles	202,8	844,5	689,0
	Totaux pour la division organique 15.	2.334,3	6.503,7	5.415,9
	Division organique 16.			
	Relations extérieures.			
Programme 16.01	Commerce extérieur	280,0	0	0
Programme 16.02	Promotion de la Région au niveau international	205,0	77,0	42,8
	Totaux pour la division organique 16.	485,0	77,0	42,8

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
	Division organique 17. Action sociale et santé.			
Programme 17.01	Santé	230,9	1.114,6	950,6
Programme 17.02	Santé mentale	900,6	0	0
Programme 17.03	Action sociale	263,0	0	0
Programme 17.04	Famille et Troisième âge	2.599,1	465,0	339,0
Programme 17.06	Personnes handicapées	10.125,8	0	100,0
Programme 17.07	Intégration sociale des immigrés	61,9	0	0
	Totaux pour la division organique 17.	14.181,3	1.579,6	1.389,6
	Division organique 18. Tourisme.			
Programme 18.01	Tourisme	445,2	587,0	711,3
	Totaux pour la division organique 18.	445,2	587,0	711,3
	Division organique 19. Agriculture			
Programme 19.01	Agriculture, abattoirs et agro-alimentaire	772,3	2.447,0	1.297,5
Programme 19.02	Développement du milieu rural	302,0	285,0	288,3
	Totaux pour la division organique 19.	1.074,3	2.732,0	1.585,8
	Division organique 40. Dette générale			
Programme 40.01	Dette générale	5.578,6	0	0
	Totaux pour la division organique 40.	5.578,6	0	0
	Division organique 41. Dette indirecte.			
Programme 41.01	Restructuration et développement	1.439,0	0	0
Programme 41.02	Zonings	90,4	0	0
Programme 41.03	Formation des indépendants	117,7	0	0
Programme 41.04	Eau (contrôle, gestion et production)	1.333,0	0	0
Programme 41.05	Protection des eaux contre la pollution	39,0	0	0
Programme 41.06	Financement général des communes	595,7	0	0
Programme 41.07	Travaux subsidiés	2.022,0	0	0
Programme 41.08	Infrastructures sportives	61,6	0	0
Programme 41.09	Logement : secteur privé	449,0	0	0
Programme 41.10	Logement : secteur public	2.033,6	0	0
Programme 41.11	Santé	1.002,0	0	0
Programme 41.12	Action sociale	95,0	0	0
Programme 41.13	Personnes handicapées	63,6	0	0
Programme 41.14	Tourisme	2,5	0	0
Programme 41.15	Agriculture, abattoirs et agro-alimentaire	106,0	0	0
	Totaux pour la division organique 41.	9.450,1	0	0

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
	Division organique 50. Secrétariat général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.			
Programme 50.01	Gestion générale du personnel du Ministère	5.394,1	0	0
Programme 50.02	Frais de fonctionnement et prestations de tiers	81,4	10,0	10,0
Programme 50.03	Gestion immobilière et bâtiments	935,0	0	0
Programme 50.04	Implantation immobilière	346,0	472,8	601,4
Programme 50.05	Équipement et fournitures	264,9	0	0
Programme 50.06	Gestion informatique du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports	260,0	0	0
	Totaux pour la division organique 50.	7.281,4	482,8	611,4
	Division organique 51. Réseau routier de la Région.			
Programme 51.01	Construction du réseau	1.552,9	2.725,4	2.910,9
Programme 51.02	Maintenance et entretien du réseau	50,0	3.682,4	3.492,2
	Fonds organique : Fonds du trafic et des avaries (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	0	179,6
	Recettes de l'année en cours	0	179,0	179,0
	Disponible pour l'année 1996	0	179,0	358,6
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	179,0	179,0
	Solde au 31 décembre 1996	0	0	179,6
	Totaux pour la division organique 51.	1.602,9	6.586,8	6.582,1
	Division organique 52. Voies hydrauliques de la Région.			
Programme 52.01	Investissements sur les voies hydrauliques, aux ports et voies d'accès, ainsi qu'aux barrages et réservoirs	1,0	1.638,0	1.989,0
Programme 52.02	Maintenance et entretien des voies hydrauliques	30,5	940,0	916,0
	Fonds organique : Fonds du trafic et des avaries (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	474,7	485,0
	Recettes de l'année en cours	0	202,0	202,0
	Disponible pour l'année 1996	0	676,7	687,0
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	205,0	202,0
	Solde au 31 décembre 1996	0	471,7	485,0
Programme 52.03	Promotion de la navigation intérieure	3,5	0	0
	Totaux pour la division organique 52.	35,0	2.783,0	3.107,0

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
	Division organique 53.			
	Services techniques.			
Programme 53.01	Electricité - Routes - Construction	0	293,2	380,0
Programme 53.02	Electricité - Routes - Entretien	0	1.223,2	1.140,0
Programme 53.03	Electricité - Voies hydrauliques - Construction	0	258,4	160,0
Programme 53.04	Electricité - Voies hydrauliques - Entretien	0	285,0	297,0
Programme 53.05	Réseau de télécommunication - Construction	43,5	840,5	406,5
Programme 53.06	Réseau de télécommunication - Entretien	0	186,0	174,0
Programme 53.07	Intégration paysagère	0	52,4	52,0
Programme 53.08	Cartographie	87,0	0	10,0
Programme 53.09	Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports	357,4	0	1,0
	Fonds organique : Fonds des études techniques (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)			
	Solde au 1 ^{er} janvier 1996	0	0	34,2
	Recettes de l'année en cours	0	25,0	25,0
	Disponible pour l'année 1996	0	25,0	59,2
	<u>Dépenses à charge du Fonds</u>	0	25,0	25,0
	Solde au 31 décembre 1996	0	0	34,2
	Totaux pour la division organique 53.	487,9	3.163,7	2.645,5
	Division organique 54.			
	Transports.			
Programme 54.01	Transport urbain et interurbain	8.866,2	414,3	365,4
Programme 54.02	Aéroports et aérodromes régionaux	263,2	272,0	488,5
Programme 54.03	Navigation intérieure	2,3	0	0
Programme 54.04	Promotion, coordination des transports et location de voitures	7,5	77,0	127,0
Programme 54.05	Transports scolaires	796,7	0	0
	Totaux pour la division organique 54.	9.935,9	763,3	980,9
	TOTAUX GENERAUX.	125.425,6	52.435,2	47.865,7
	<u>Dont fonds organiques :</u>			
	Soldes au 1 ^{er} janvier 1996	0	- 1.770,0	4 773,2
	Recettes de l'année en cours	0	6.218,5	6.218,5
	Disponibles pour l'année 1996	0	4.448,5	10.991,7
	<u>Dépenses à charge des Fonds</u>	0	8.057,3	6.218,5
	Soldes au 31 décembre 1996.	0	- 3.608,8	4.773,2

Titre IV. — Section particulière

(En millions de francs)

Ministre ordonnateur	Adm.	Article	Libellés	Solde au 1er janvier 1997	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1997
			PARTIE I.				
			Opérations alimentées par des recettes courantes.				
			Section 10.				
VA	DGEE	60 02 A	01. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.E.D.E.R.	0	4.417,7	4.417,7	0
VA	DGA		02. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.E.O.G.A.	123,0	234,1	341,5	15,6
VA	DGEE		03. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.S.E.	47,6	0	0	47,6
VA	DGEE		04. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par les Communautés européennes dans le cadre du P.D.I.	11,4	0	0	11,4
VA	DGRNE		05. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par l'IFOP	6,0	0	0	6,0
LU	DGRNE	60 03 C	Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par LIFE	6,3	0	6,3	0
TA	DGATL	60 03 C	Fonds de gestion du patrimoine immobilier régional non destiné à l'administration	1,0	10,0	10,0	1,0
LU	DGRNE	60 04 C	Fonds piscicole (loi du 1 ^{er} juillet 1954)	7,8	32,9	38,0	2,7
			Totaux pour la section 10.	203,1	4.694,7	4.813,5	84,3
			Section 31.				
VA	DTDB	66 08 A	Fonds destiné à assurer l'engagement et l'ordonnement des dépenses en matière de crédits parallèles	5,7	0	5,7	0
			Totaux pour la section 31.	5,7	0	5,7	0
			Section 34.				
CO	DGEE	60 01 A	01. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal n° 1 du 18 avril 1967). Secteur Affaires économiques	46,3	0	0	46,3
			Totaux pour la section 34.	46,3	0	0	46,3
			Totaux pour le Titre IV, partie I.	255,1	4.694,7	4.819,2	130,6

Ministère donateur	Adm.	Article	Libellés	Solde au 1er janvier 1997	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1997
			PARTIE II.				
			Opérations alimentées par des recettes en capital.				
			Section 10.				
LU	DGRNE	60 03 A	Intervention en vue de créer des réserves foncières, soit par acquisition, soit par subsides aux organismes publics et pouvoirs subordonnés, soit par avances récupérables à ces mêmes organismes et pouvoirs	3,5	0	0	3,5
CO	DGEE	60 05 A	Fonds destiné à l'indemnisation des expropriations réalisées dans le cadre des lois d'expansion économique	74,8	0	0	74,8
			Totaux pour la section 10.	78,3	0	0	78,3
			Section 33.				
LU	DGRNE	63 01 A	Fonds destiné à l'octroi d'avances récupérables à l'Office wallon de Développement rural en vue de l'exécution des articles 56 et 57 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remboursement légal de biens ruraux et de l'article 76 de la loi du 12 juillet 1976 relative au remboursement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure	33,9	0	0	33,9
			Totaux pour la section 33.	33,9	0	0	33,9
			Section 34.				
CO	DGEE	60 01 A	01. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. — Secteur Affaires économiques (lois d'expansion)	90,8	0	0	90,8
CO	DGEE		03. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.- Secteur Travaux publics	100,3	0	0	100,3
CO	DGEE		06. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale. — Secteur Affaires économiques, restructurations.- Mise en œuvre par l'Exécutif de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962	103,4	0	0	103,4
			Totaux pour la section 34.	294,5	0	0	294,5
			Section 38.				
LU	DGRNE	60 08 A	Fonds destiné à la lutte contre les nuisances dans la Région wallonne	56,2	0	0	56,2
			Totaux pour la section 38.	56,2	0	0	56,2
			Section 40.				
LU	DGRNE	60 01 A	Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal n° 1 du 18 avril 1967)	62,4	0	0	62,4
			Totaux pour la section 40.	62,4	0	0	62,4
			Totaux pour le Titre IV, partie II.	447,0	0	0	447,0
			TOTAUX POUR LE TITRE IV.	702,1	4.694,7	4.819,2	577,6

Titre V. — Entreprise régionale

(En millions de francs)

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		ENTREPRISE REGIONALE DE PRODUCTION ET D'ADDUCTION D'EAU.			
		DEPENSES.			
		Section I. — Opérations courantes.			
LU	11.03	Rémunérations et allocations du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale	130,0		
LU	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale	4,0		
LU	12.01	Fourniture de biens et de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions à l'entreprise régionale	159,0		
LU	12.02	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements sociaux)	1,7		
LU	12.05	Taxe et redevance en application des décrets du 30 avril 1990	108,0		
LU	21.01	Intérêts à payer	0		
LU	33.01	Indemnités diverses à des tiers résultant de la responsabilité de l'entreprise	1,0		
LU	41.01	Transfert à la trésorerie régionale	0		
LU	03.01	Alimentation du fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	0		
LU	03.02	Alimentation du fonds de réserve	208,3		
LU	03.03	Alimentation du fonds de renouvellement	0		
LU	03.04	Alimentation du fonds d'amortissement	126,4		
		Totaux pour la section I.	738,4	—	—
		Section II. — Opérations de capital.			
LU	71.01	Achat de terrains et de bâtiments en rapport avec l'activité de l'entreprise		0	0
LU	73.01	Dépenses relatives à des travaux et acquisitions exécutés par l'entreprise, y compris études et frais		30,0	272,4
LU	73.02	01. Travaux et études en matière de production et d'adduction d'eau, y compris les grands travaux hydrauliques		10,0	99,4
LU		02. Travaux et études en matière de production et d'adduction d'eau.- Application du décret du 30 avril 1993 relatif notamment au calcaire carbonifère, y compris participation CE (Objectif 1)		565,4	372,2
LU	73.20	Travaux d'amélioration et entretiens extraordinaires, y compris application des décrets du 30 avril 1990		118,5	191,7
LU	74.01	Achat de machines, mobilier, matériel, y compris moyens de transport		15,0	15,0
		Totaux pour la section II.	—	738,9	950,7
		Totaux pour les dépenses.	738,4	738,9	950,7

(En millions de francs)

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Droits constatés	
		RECETTES		
		Section I. — Opérations courantes.		
LU	16.01	Vente d'eau et d'électricité	523,6	
LU	16.02	Produits en relation avec les missions spécifiques de l'entreprise	0,4	
LU	16.04	Produits divers	1,7	
LU	08.01	01. Intervention financière de la Région wallonne : fonctionnement		
		02. Intervention financière de la Région wallonne en application des décrets du 30 avril 1990		
LU	08.02	Subvention de la Région wallonne pour risques et charges à l'égard de tiers		
LU	08.03	01. Intérêts des fonds placés	5,0	
LU		02. Prélèvement sur le fonds d'amortissement	206,7	
LU		03. Prélèvement sur le fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	1,0	
		Total pour la section I.	738,4	— —
		Section II. — Opérations de capital.		
LU	08.04	01. Intervention financière de la Région wallonne	0	
		02. Intervention financière de la Région wallonne en application des décrets du 30 avril 1990	186,1	
		03. Intervention financière de la Communauté européenne (Objectif 1)	186,1	
LU	08.05	Recettes diverses patrimoniales		
LU	08.06	Prélèvement sur le fonds de renouvellement		
LU	08.07	Prélèvement sur le fonds de réserve	578,5	
		Total pour la section II.	950,7	— —
		Total pour les recettes.	1.689,1	— —

(En millions de francs)

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		OFFICE REGIONAL WALLON DES DECHETS.			
		DEPENSES.			
		Section I. — Opérations courantes.			
LU	11.03	Rémunérations et allocations du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale et des cellules « technologies propres » et « produits propres »	p.m.	—	—
LU	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale	p.m.	—	—
LU	12.01	Etudes, fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions de l'entreprise régionale	—	3,0	24,1
LU	12.02	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements sociaux)	p.m.	—	—
LU	12.03	Etudes, fourniture de biens, services et prestations intellectuelles, ainsi que relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions	26,0	—	—
LU	12.04	Collectes de déchets spéciaux et matières récupérables	—	152,0	210,2
LU	12.05	Fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions des cellules « technologies propres » et « produits propres »	—	0	0
LU	12.07	Fourniture de biens et services liés à la gestion informatique des informations concernant le transfert et l'élimination de déchets (crédits non limitatifs)	—	54,5	17,0
LU	12.08	Frais de perception de la taxe sur les déchets ménagers (crédits non limitatifs)	46,0	—	—
LU	14.01	Frais exceptionnels de traitement, de transfert ou d'élimination de déchets, avancés par la Région en vertu des articles 16, 21 ou 28 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets	—	0	0
LU	21.01	Intérêts de la dette	0	—	—
LU	30.01	Subventions au secteur autre que public en matière de gestion des déchets	0	39,5	40,4
LU	32.01	Frais de fonctionnement de la SPAQUE (crédits non limitatifs)	64,6	—	—
LU	32.02	Frais de fonctionnement du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'emballage	10,0	—	—
LU	33.01	Indemnités diverses à des tiers résultant de la responsabilité de l'entreprise	0	—	—
LU	43.01	Subventions aux pouvoirs subordonnés pour l'amélioration en matière de gestion des déchets	167,5	—	—
LU	43.03	Subsides en faveur des communes et des intercommunales s'inscrivant dans une politique de traitement des déchets (crédits non limitatifs)	—	300,0	300,0
LU	03.01	Alimentation du fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	20,0	—	—
LU	03.02	Alimentation du fonds de renouvellement	0	—	—
LU	03.03	Alimentation du fonds d'amortissement	0	—	—
LU	03.04	Alimentation du fonds de réserve	0	—	—
		Totaux pour la section I.	334,1	549,0	591,7

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		Section II. - Opérations de capital.			
LU	50.02	Subventions au secteur autre que public en faveur de la protection de l'environnement	—	0	0
LU	51.01	Avances à des tiers en matière d'intervention régionale concernant les mesures de réhabilitation	—	200,0	0
LU	60.01	Subventions au secteur public en faveur de la protection de l'environnement et du traitement des déchets	—	1.625,6	1.365,6
LU	71.01	Achat de terrains et de bâtiments en rapport avec l'activité de l'entreprise	—	0	0
LU	73.01	Dépenses relatives à des travaux et acquisitions exécutés par l'entreprise, y compris études et frais	—	0	0
LU	74.06	Achat de machines, mobilier, matériel, y compris moyens de transport, pour la gestion informatisée des déchets		9,9	9,8
LU	81.01	Apports de capitaux et avances récupérables en matière d'environnement et de traitement de déchets	—	0	0
LU	81.02	Apports de capitaux et avances récupérables en matière d'environnement et de traitement de déchets	—	100,0	85,0
LU	91.01	Amortissement de la dette	0	—	—
		Totaux pour la section II.	0	1.935,5	1.460,4
		Totaux pour les dépenses.	334,1	2.484,5	2.052,1

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Droits constatés	
		RECETTES.		
		Section I. — Opérations courantes.		
LU	16.01	Vente de services	4,2	
LU	16.02	Produits divers	27,0	
LU	06.01	Prélèvement sur le Fonds pour la gestion des déchets	1.455,0	
LU	06.02	Dotation de la Région wallonne pour risques et charges à l'égard de tiers	0	
LU	06.03	01. Intérêts des fonds placés	0	
LU		02. Prélèvement sur le fonds d'amortissement	0	
LU		03. Prélèvement sur le fonds pour risques et charges à l'égard de tiers	0	
		Totaux pour la section I.	1.486,2	
		Section II. - Opérations de capital.		
LU	96.01	Produit des emprunts	0	
LU	08.04	Dotation de la Région wallonne	0	
LU	08.05	Recettes diverses patrimoniales	0	
LU	08.06	Prélèvement sur le fonds de renouvellement	0	
LU	08.07	Prélèvement sur le fonds de réserve	900,0	
		Totaux pour la section II.	900,0	
		Totaux pour les recettes.	2.386,2	

Titre VI. — Service régional à gestion séparée

(En millions de francs)

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	1997		
		AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATION — AWEX			
		SECTION I. — OPERATIONS COURANTES.			
		A. Recettes.			
CO	12.01	Remboursement avances de Fonds des Attachés économiques et commerciaux	0,00		
CO	16.01	Remboursement de prestations de services	15,00		
CO	16.02	Produits divers	34,50		
CO	06.01	Intervention de la Région wallonne	197,10		
CO	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1996, y compris le solde disponible du Fonds du commerce extérieur	600,00		
		Total pour les recettes.	846,60		
Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		B. Dépenses.			
CO	11.03	Rémunérations et allocations du personnel contractuel de l'agence régionale	22,75	—	—
CO	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel contractuel de l'agence régionale	2,25	—	—
CO	12.02	Fourniture de biens et services pour la réalisation des missions de l'AWEX, notamment frais de missions, participation à des foires, séminaires, colloques, réunions, relations publiques, documentation, expertises, études, etc.	265,85	—	—
CO	12.03	Frais de fonctionnement des représentations à l'étranger	280,00	—	—
CO	30.01	Subvention pour favoriser le commerce extérieur ainsi que l'investissement à l'étranger	71,80	—	—
CO	30.02	Subventions Fonds du commerce extérieur, formation, bureaux multi-sectoriels, portage des PME, partenariat économique et programme FEDER (objectifs 2 et 5B)	—	193,45	193,45
CO	34.01	Cotisations	10,50	—	—
		Total pour les dépenses.	653,15	193,45	193,45
		C. Transferts.			
		D. Crédit provisionnel.			
CO	11.05	Provision pour indexation des traitements, coût de la programmation sociale	0,00		
		Total pour le crédit provisionnel.	0,00		
		E. Solde.			
		Recettes	846,60		
		Dépenses	653,15	193,45	193,45
		Crédit provisionnel			
		Solde en moyens de paiement	0,00		
		Solde en moyens d'action	0,00		

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		SECTION II. — OPERATIONS DE CAPITAL.			
		A. Recettes.			
CO	81.01	Remboursement de prêts, d'apports de capitaux, d'avances	5,00		
CO	06.01	Intervention de la Région wallonne	82,50		
CO	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1996, y compris le solde disponible du Fonds du commerce extérieur	50,00		
CO	08.05	Recettes diverses patrimoniales	0,00		
		Total pour les recettes.	137,50		
		B. Dépenses.			
CO	71.01	Achat ou aménagement de terrains et bâtiments en rapport avec les missions de l'agence		—	—
CO	74.06	Achat de machines, mobiliers, matériels, y compris moyens de transport	10,00	—	—
CO	81.01	Prêts remboursables, avances récupérables, apports de capitaux en vue de faciliter le commerce extérieur ainsi que l'investissement à l'étranger	75,00	—	—
CO	81.02	Prêts Fonds du commerce extérieur, lignes de crédit, prises de participation dans le capital, actions partenariat et Fonds du commerce extérieur extension		—	—
CO	81.03	Prêts Fonds du commerce extérieur, lignes de crédit, prises de participation dans le capital, actions partenariat et Fonds du commerce extérieur extension	—	52,50	52,50
		Total pour les dépenses.	85,00	52,50	52,50
		C. Transferts.			
		D. Solde.			
		Recettes	137,50		
		Dépenses	85,00	52,50	52,50
		Solde en moyens de paiement	0,00		
		Solde en moyens d'action	0,00		
		SECTION III. — OPERATIONS POUR ORDRE.			
		A. Recettes.			
		1. Fonds de tiers	0,00		
		2. Fonds de trésorerie	0,00		
		Total pour les recettes.	0,00		
		B. Dépenses.			
		1. Fonds de tiers	0,00		
		2. Fonds de trésorerie	0,00		
		Total pour les dépenses.	0,00		
		C. Solde.			

(En millions de francs)

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Crédits
		OFFICE DE PROMOTION DES VOIES NAVIGABLES	
		SECTION I. — OPERATIONS COURANTES.	
		A. Recettes.	
LE	16.01	Remboursement de prestations de services	0,01
	16.02	Produits divers	0,05
LE	01.01	Droits de navigation	10,10
LE	06.01	Intervention de la Région wallonne	1,50
LE	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1995	0,00
		Total pour les recettes.	11,66
		B. Dépenses.	
LE	11.03	Rémunérations et allocations du personnel de l'Office de Promotion des Voies navigables	0,00
LE	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel de l'Office de Promotion des Voies navigables	0,96
LE	12.02	Fourniture de biens et services pour la réalisation des missions de l'Office, notamment frais de missions, participation à des foires, séminaires, réunions, relations publiques, documentation, expertises, études, etc.	9,76
LE	12.03	Frais de fonctionnement	0,94
LE	30.01	Subvention pour favoriser la promotion de la navigation intérieure	0,00
LE	34.01	Fonds social pour la batellerie	0,00
		Total pour les dépenses.	11,66
		C. Transferts.	
		D. Crédit provisionnel.	
LE	11.05	Provision pour indexation des traitements, coût de la programmation sociale	0,00
		Total pour le crédit provisionnel.	0,00
		E. Solde.	
		Recettes	11,66
		Dépenses	11,66
		Crédit provisionnel	0,0
		Total	0,00

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Crédits
		SECTION II. — OPERATIONS DE CAPITAL.	
		A. Recettes.	
LE	06.01	Intervention de la Région wallonne	0,00
LE	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1995	0,00
LE	08.05	Recettes diverses patrimoniales	0,00
		Total pour les recettes.	0,00
		B. Dépenses.	
LE	74.06	Achat de machines, mobiliers, matériels, y compris moyens de transport	0,00
		Total pour les dépenses.	0,00
		C. Transferts.	
		D. Solde.	
		Recettes	0,00
		Dépenses	0,00
		Total	0,00
		SECTION III. — OPERATIONS POUR ORDRE.	
		A. Recettes.	
		1. Fonds de tiers	0,00
		2. Fonds de trésorerie	0,00
		Total pour les recettes.	0,00
		B. Dépenses.	
		1. Fonds de tiers	0,00
		2. Fonds de trésorerie	0,00
		Total pour les dépenses.	0,00
		C. Solde.	

(En millions de francs)

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	1997		
			par article		
		OFFICE WALLON DE DEVELOPPEMENT RURAL.			
		SECTION I. — OPERATIONS COURANTES			
		A. RECETTES.			
LU	16.01	Produits résultant de conventions et de vente de documents	3,3	—	—
LU	19.01	Récupération de frais de surveillance, de contrôle et d'études	13,5	—	—
LU	26.01	Intérêts sur compte à vue	2,0	—	—
LU	28.01	Produits résultant de la propriété de biens immobiliers acquis dans le cadre des missions de l'Office	4,0	—	—
LU	46.01	Dotation de fonctionnement	19,2	—	—
LU	06.02	Produits divers	0	—	—
LU	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1995	0	—	—
		Total pour les recettes	42,0	—	—
Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		B. DEPENSES.			
LU	12.01	Fournitures de biens et services divers, frais de voyage, participation à des foires, séminaires, colloques, réunions, relations publiques, documentation, expertises, études, sous-traitance, assurances, taxes, honoraires d'avocats,...	42,0	—	—
		Total pour les dépenses	42,0	—	—
		SECTION II. — OPERATIONS DE CAPITAL			
		A. RECETTES.			
LU	66.01	Intervention de la Région wallonne	221,6	—	—
LU	76.01	Produits de la vente d'immeubles patrimoniaux	0	—	—
LU	76.02	Produits résultant de la vente et de la réattribution de biens immobiliers acquis dans le cadre de l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remembrement	7,8	—	—
LU	77.01	Vente de biens patrimoniaux	0	—	—
LU	00.89	Remboursements sur prêts accordés aux comités de remembrement en vue du règlement des soldes créditeurs	26,9	—	—
LU	89.30	Produits résultant de la récupération des avances consenties pour les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement	89,1	—	—
LU	08.02	Solde disponible au 31 décembre 1995	0	—	—
		Total pour les recettes	345,4	—	—

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		B. DEPENSES.			
LU	71.01	Dépenses résultant de l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remembrement	9,4	—	—
LU	71.02	Acquisition de biens immeubles spécifiques aux missions de l'Office	0	—	—
LU	73.01	Interventions dans les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement - Part subsidiable	—	278,6	214,8
LU	74.01	Frais enregistrés lors de l'achat de terrains et bâtiments	0,6	—	—
LU	74.02	Achats de biens meubles durables spécifiques aux missions de l'Office	8,5	—	—
LU	85.01	Prêts accordés aux comités de remembrement en vue du règlement de leurs soldes créditeurs	27,3	—	—
LU	85.02	Interventions dans les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement - Part non subsidiable - Avances remboursables	—	108,4	84,8
		Total pour les dépenses	45,8	387,0	299,6
		SECTION III. - OPERATIONS POUR ORDRE.			
		A. Recettes.			
LU	08.03	Fonds de tiers	0	—	—
LU	06.01	Fonds européens	12,5	—	—
		Total pour les recettes.	12,5	—	—
		B. Dépenses.			
LU	01.01	Fonds de tiers	12,5	—	—
		Total pour les dépenses.	12,5	—	—
		SOLDES			
		TOTAUX POUR LES RECETTES.	399,9		
		TOTAUX POUR LES DEPENSES	100,3	387,0	299,6
		Solde en moyens d'action	- 254,6		
		Solde en moyens de paiement	0		

Titre VII. — Organismes d'intérêt public

(En millions de francs)

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	1997	1996	1995
		FONDS WALLON D'AVANCES POUR LA REPARATION DES DOMMAGES PROVOQUES PAR LES PRISES ET POMPAGES D'EAU SOUTERRAINE.			
		4. RECETTES.			
LU	411.05	Remboursements d'avances	19,5	3,0	22,0
LU	411.07	Produits des contributions (et vente de documents)	—	—	—
LU	413.01	Intérêts sur placements	7,0	7,0	9,0
LU	442.01	Emprunts	—	—	—
LU	460.05	Prélèvements sur fonds de réserve	—	—	21,9
		TOTAUX POUR LES RECETTES	26,5	10,0	52,9
		5. DEPENSES.			
LU	511.08	Indemnités de gestion	—	—	0,1
LU	513.02	Frais de déplacements	0,1	0,1	0,1
LU	522.01	Frais de bureau (et impression de documents)	0,1	0,1	0,2
LU	524.01	Frais d'expertises	0,5	0,5	0,5
LU	524.02	Frais d'hypothèques	0,5	0,5	0,5
LU	524.03	Frais de justice	2,0	2,0	1,0
LU	525.01	Intérêts d'emprunts	—	—	—
LU	540.01	Frais d'études et d'essais géotechniques	3,0	1,0	20,0
LU	540.02	Versement d'avances	3,0	5,6	30,0
LU	560.01	Remboursement d'emprunts*	—	—	—
LU	560.02	Remboursement de contributions	—	0,2	0,5
LU	560.05	Consolidation des fonds de réserve	17,3	—	—
		TOTAUX POUR LES DEPENSES.	26,5	10,0	52,9

(En francs)

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	1997	
			par article	
		OFFICE REGIONAL DE PROMOTION DE L'AGRICULTURE ET DE L'HORTICULTURE		
		RECETTES.		
LU	46.40	Dotation R.W. Fonctionnement		74.700.000
LU	46.40	Dotation R.W. Promotion		36.000.000
LU	08.30	Recettes remboursement personnel détaché		1.100.000
LU	11.40	Chèques-Repas (part personnelle)		200.000
LU	36.90	Cotisations obligatoires Fonds de Promotion		128.469.500
		Grandes cultures	5.500.000	
		Horticulture	10.769.500	
		Elevage et viande	36.000.000	
		Lait	56.500.000	
		Petit Elevage et divers	2.700.000	
		Agro-Alimentaire	17.000.000	
LU	16.10	Autres recettes		1.000.000
		Elevage et viande	1.000.000	
LU	26.10	Intérêts de placement		2.000.000
		TOTAL RECETTES		243.469.500
		DEPENSES.		
LU		FONCTIONNEMENT GENERAL		76.000.000
	11.11	Rémunération brute	37.320.000	
	11.12	Autres éléments de la rémunération (Pécule, primes,...)	3.230.000	
	11.20	Cotisations patronales (ONSS,...)	14.280.000	
	11.31	Allocations directes (Allocations familiales,...)	1.030.000	
	11.40	Autres avantages financiers (Chèques-Repas,...)	2.050.000	
	12.11	Autres frais liés au personnel (Frais déplacement, formation,...)	4.025.000	
	12.11	Frais administratifs et autres frais liés à l'Economat	12.605.000	
	12.11	Frais juridiques et financiers	100.000	
	74.22	Acquisition de biens patrimoniaux	1.360.000	
LU		DEPENSES DE PROMOTION		167.469.500
	12.30	Grandes cultures	7.586.000	
	12.30	Horticulture	12.937.500	
	12.30	Elevage et viande	39.560.000	
	12.30	Lait	59.380.000	
	12.30	Petit Elevage et divers	4.742.000	
	12.30	Image	12.000.000	
	12.30	Agro-Alimentaire	19.264.000	
	12.30	Programme Horizontal	12.000.000	
		TOTAL DEPENSES		243.469.500

Ministre ordonnateur	Code SEC	Libellés	1997
			par article
		CENTRE REGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES	
		RECETTES.	
		<u>Chapitre 41</u>	
		Produits résultant de l'exercice de la mission statutaire	
AN		Recettes fonctionnelles	
AN	06.00.00	Résultat de l'exercice antérieur	
AN		Produits de droits, redevances, produits et profits divers.	
AN		Récupération de frais administratifs pour compte de tiers	
AN		a) Frais généraux d'administration	
AN	11.00.40	b) Participation du personnel dans les titres repas	374.000
		Intérêts sur placements (créditeurs)	
		Recettes exceptionnelles	
		Total du chapitre 41	374.000
		<u>Chapitre 42</u>	
		Recettes avec affectations spéciales	
		Total du chapitre 42	0
		<u>Chapitre 43</u>	
		Produits de la vente d'objets patrimoniaux	
AN		Mobilier	
AN		Matériel	
AN		Véhicules automobiles	
AN		Récupération de garanties déposées	
		Total du chapitre 43	0
		<u>Chapitre 44</u>	
		Recettes financières patrimoniales	
AN		Donations et legs	
AN		Produits des emprunts	
AN		Avances remboursables	
AN		Réalizations de placements	
AN		Produits divers du patrimoine immobilier	
AN		Remboursements sur avances récupérables accordées au personnel	
AN		Remboursements sur avances récupérables consenties à ou pour compte de tiers	
		Total du chapitre 44	0
		<u>Chapitre 45</u>	
		Intervention de la Région	
		Montants nécessaires pour équilibrer le budget	
AN	46.01.12	a) subventions au Centre pour frais de fonctionnement du Centre	54.296.903
AN	46.02.12	b) subventions au Centre pour frais de fonctionnement du Conseil Supérieur	15.907.739
AN	46.03.12	c) subventions au Centre pour frais de fonctionnement du CRF	5.313.906
AN	66.01.12	d) subventions au Centre pour frais d'établissement du Centre	555.556
AN	66.02.12	e) subventions au Centre pour frais d'établissement du Conseil Supérieur	500.000
AN	66.03.12	f) subventions au Centre pour frais d'établissement du CRF	44.444
		Total du chapitre 45	76.618.548

Ministre ordonnateur	Code SEC	Libellés	1997	
			par article	
		<u>Chapitre 49</u>		
		Recettes pour ordre		
		Versements de garanties		
		Fonds en souffrance		
		Total du chapitre 49		0
		TOTAUX POUR LES RECETTES		76.992.548
		DEPENSES.		
		<u>Chapitre 51</u>		
		Paievements aux personnes attachées à l'organisme		
		Personnel		
		Rémunération du personnel		45.610.507
	11.01.11	a) Personnel statutaire		8.121.484
		b) Pers. contract du Centre		26.394.100
	11.02.11	c) Pers. contract du C. Sup		8.359.587
	11.03.11	d) Pers. contractuel du CRF		2.735.336
		Autres éléments de rémunération		4.125.088
	11.01.12	a) Personnel statutaire		414.727
	11.01.12	b) Pers. contr. du Centre		2.580.613
	11.02.12	c) Pers. contract du C. Sup		847.028
	11.03.12	d) Pers. contractuel du CRF		282.720
		Charges de pension du personnel statutaire		
		Charges sociales part patronale		11.757.793
	11.01.20	a) Centre statutaires		2.779.172
	11.01.20	b) Centre contractuels		6.321.387
	11.02.20	c) C. Sup		2.002.121
	11.03.20	d) CRF		655.113
	11.01.31	Charges sociales extra-légales intervention patronale		243.720
		Service social + T.R.		1.977.440
	11.01.40	a) Centre		1.454.000
	11.02.40	b) C. Sup		407.120
	11.03.40	c) CRF		116.320
		Formation professionnelle		
		Indemnités et allocations couvrant des charges réelles		
		a) Centre		
		b) C. Sup		
		c) CRF		
		Indemnités ne couvrant pas des charges réelles		
		a) Centre		
		b) C. Sup		
		c) CRF		
		Honoraires forfait. Med-Trav		70.000
	12.01.21	a) Centre		50.000
	12.02.21	b) C. Sup		15.000
	12.03.21	c) CRF		5.000

Ministre ordonna- teur	Code SEC	Libellés	1997	
			par article	
		Cotisations diverses	180.000	
	12.01.11	a) Centre		120.000
	12.02.11	b) C. Sup		40.000
	12.03.11	c) CRF		20.000
		Rétributions autres que celles du personnel	1.000.000	
	12.01.21	a) Comité d'orientation du Centre		0
	12.02.21	b) Comité C. Sup		0
	12.03.21	c) Comité CRF		1.000.000
		Frais de représentation-déplacements		
		Représentations	700.000	
	12.01.11	a) Centre		350.000
	12.02.11	b) C. Sup		250.000
	12.03.11	c) CRF		100.000
		Déplacements	1.030.000	
	11.01.12	a) Centre		200.000
	11.02.12	b) C. Sup		800.000
	11.03.12	c) CRF		30.000
		Total du chapitre 51		66.694.548
		<u>Chapitre 52</u>		
		Paiements à des tiers pour prestations, fournitures, travaux,... ayant pour objet des services ou des biens non susceptibles d'être inventoriés		
		Locaux et matériel		
	12.00.11	Entretien et charges locatives		0
	12.00.11	Location de matériel et de mobilier	800.000	
	12.00.11	Entretien et réparation du matériel, du mobilier et des véhicules automobiles	350.000	
	12.00.11	Assurances	450.000	
	12.00.50	Impôts, taxes communales et provinciales, taxes circulation	250.000	
	12.00.11	Combustibles pour véhicules automoteurs	620.000	
	12.00.11	Divers (frais T.R.)	26.000	
		Bureau		
		Frais de bureau généralement quelconques Centre et CRF	3.302.000	
	12.00.11	a) Fournitures de bureau		1.200.000
	12.00.11	b) Affranchissement du courrier		200.000
	12.00.11	c) Téléphone et télégraphie		1.300.000
	12.00.11	d) Documentation (journaux et périodiques)		400.000
		e) Cotisations diverses		
	12.00.11	f) Pourboires, étrennes		2.000
	12.00.11	g) Petit matériel de bureau		100.000
		h) Frais de banque et de CCP		
		i) Timbres fiscaux		
		j) Frais d'encaissement		
	12.00.11	k) Divers		100.000
		Frais de bureau généralement quelconques C. Sup	1.150.000	
	12.02.11	a) Fournitures de bureau		500.000
	12.02.11	b) Affranchissement du courrier		250.000
		c) Téléphone et télégraphie		

Ministre ordonnateur	Code SEC	Libellés	1997
			par article
	12.02.11	d) Documentation (journaux et périodiques)	200.000
		e) Cotisations diverses	
		f) Pourboires, étrennes	
	12.02.11	g) Petit matériel de bureau	200.000
		h) Frais de banque et de CCP	
		i) Timbres fiscaux	
		j) Frais d'encaissement	
		k) Divers	
		Publications, propagande et publicité	
		Frais généralement quelconques de publications, propagande et publicité	800.000
	12.01.30	a) Centre	200.000
	12.02.30	b) C. Sup.	600.000
		Contentieux	
		Charges financières	
		Intérêts sur emprunts	
		Courtage et frais	
		Autres prestations et travaux par tiers	
	12.01.30	Mission de consultance	1.450.000
		a) Centre	450.000
		b) C. Sup.	1.000.000
		Frais de raccordement téléphonique	
		Total du chapitre 52	9.198.000
		<u>Chapitre 55</u>	
		Paiements à des tiers pour l'acquisition de biens patrimoniaux	
		Mobilier	400.000
	74.01.22	a) Centre	150.000
	74.02.22	b) C. Sup.	250.000
		Matériel	450.000
	74.01.22	a) Centre	200.000
	74.02.22	b) C. Sup.	250.000
	74.01.10	Véhicules automobiles	200.000
	74.01.22	Installation téléphonique	50.000
		Total du chapitre 55	1.100.000
		<u>Chapitre 57</u>	
		Affectation du boni	
		Versement à la Région	
		Total du chapitre 57	0
		<u>Chapitre 59</u>	
		Dépenses pour ordre	
		Remboursement de garanties	
		Affectations des fonds en souffrance	
		Total du chapitre 59	0
		TOTAUX POUR LES DEPENSES	76.992.548

(En francs)

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Budget 1997
			par article
		INSTITUT SCIENTIFIQUE DE SERVICE PUBLIC CHAPITRE 41 : PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION STATUTAIRE	
		411. Recettes fonctionnelles	
AC	411.03	Produit des prestations *	269.838.414
		a) taxes d'essais	27.500.000
		b) interventions CECA-CEE	63.830.167
		c1) FEDER - Subside en capital	12.000.000
		c2) FEDER - Autres recettes	3.600.000
		d) recettes afférentes aux missions Région wallonne	110.858.583
		e) recettes en provenance de l'Etat	3.765.164
		f) recettes pour prestations diverses	48.284.500
AC	411.08	Intervention du FOREM dans la rémunération des chômeurs mis au travail	2.000.000
AC	411.09	Récupération de frais exposés pour compte de tiers	3.000.000
AC	411.10	Intervention du personnel dans le coût des titres-repas	2.400.000
		413. Revenus financiers	
AC	413.01	Intérêts sur placements	0
		414. Recettes exceptionnelles	
AC	414.01	Recettes exceptionnelles	0
		TOTAL CHAPITRE 41	277.238.414
		CHAPITRE 43 : PRODUITS DE LA VENTE D'OBJETS PATRIMONIAUX	
AC	430.01	Immeubles	
AC	430.02	Mobilier	
AC	430.03	Machines	
AC	430.04	Matériel	
AC	430.05	Véhicules	
AC	430.07	Récupération de garanties déposées	
		TOTAL CHAPITRE 42	0
		CHAPITRE 44 : RECETTES FINANCIERES PATRIMONIALES	
		444. Recettes particulières	
AC	444.03	Produits divers du patrimoine - locations	
		TOTAL CHAPITRE 44	0
		CHAPITRE 45 : INTERVENTION DE LA REGION WALLONNE	
AC	450.01	Subvention	276.000.000
		TOTAL CHAPITRE 45	276.000.000
		TOTAUX POUR LES RECETTES.	553.238.414

Ministre ordonna- teur	Article	Libellés	Budget 1997	
			par article	
		DEPENSES. CHAPITRE 51 : SOMMES DUES AUX PERSONNES ATTACHEES A L'ORGANISME		
		511. Personnel		
AC	511.01	Rémunérations		263.524.492
AC	511.04	Charges sociales dérivant de la législation sociale		83.076.794
		a) cotisations patronales	79.880.375	
		b) assurances légales	2.396.419	
		c) surveillance médicale	800.000	
AC	511.05	Charges sociales extra-légales - Part patronale		6.269.194
AC	511.06	Service social		1.356.750
AC	511.07	Formation professionnelle		2.772.500
AC	511.08	Indemnités couvrant des charges réelles, titres-repas		8.212.950
AC	511.09	Vêtements de travail		80.000
		512. Rétributions, autres que celles du personnel		
AC	512.01	Administrateurs et commissaires		0
AC	512.02	Membres de commissions		0
AC	512.03	Organes de contrôle de l'Etat		0
		513. Frais de représentation et de déplacement		
AC	513.01	Frais de représentation		2.000.000
AC	513.02	Déplacements		4.770.000
		TOTAL CHAPITRE 51		372.062.680
		CHAPITRE 52 : SOMMES DUES A DES TIERS POUR PRESTATIONS, FOURNITURES, TRAVAUX, ETC... AYANT POUR OBJET DES SERVICES OU DES BIENS NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES		
		521. Locaux et matériel		
AC	521.01	Location d'immeubles		
AC	521.02	Location de matériel et de mobilier		7.250.000
AC	521.03	Entretien, réparation et aménagement des locaux, du matériel et des véhicules		21.048.000
AC	521.05	521.05a Assurances (feu, vol, RC)		2.430.000
		521.05b Assurances (mat.roulant, tous risques, choses transportées)		2.745.000
AC	521.06	Impôts, taxes communales et provinciales		170.000
AC	521.07	Chauffage, éclairage, gaz, eau		15.200.000
		522. Bureau		
AC	522.01	Frais de bureau généralement quelconques		3.044.000
		523. Publications, propagande, publicité		
AC	523.01	Frais généralement quelconques de publication, propagande et publicité		1.015.000
AC		524. Contentieux		
	524.01	Frais de contentieux		1.500.000
		525. Charges financières		
AC	525.01	Intérêts sur emprunts		2.000.000
AC	525.02	Charges financières sur contrats de leasing		750.000
		527. Impôts et taxes		
AC	527.01	TVA non exonérée CECA-CEE		
		TOTAL CHAPITRE 52		57.152.000

Ministre ordonnateur	Article	Libellés	Budget 1997
			par article
		CHAPITRE 53 : SOMMES DUES A DES TIERS PAR SUITE DE L'EXERCICE PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE	
AC	531.05	Huile, essence, etc. pour l'utilisation de véhicules	4.144.000
AC	531.06	Produits de fonctionnement	23.193.000
AC	531.07	Matériel de fonctionnement	16.185.000
		533. Dépenses particulières	
AC	533.01	Collaboration de tiers et sous-traitance	14.080.000
		TOTAL CHAPITRE 53	57.602.000
AC		CHAPITRE 54 : DEPENSES SUR RESSOURCES AVEC AFFECTATION SPECIALE	
	540.01	Provisions pour charges diverses	
		TOTAL CHAPITRE 54	0
		CHAPITRE 55 : SOMMES DUES A DES TIERS POUR L'ACQUISITION DE BIENS PATRIMONIAUX	
AC	550.01	Immeubles	1.000.000
AC	550.02	Acquisition de mobilier (remplacement)	2.310.000
		Acquisition de mobilier (nouvelle activité)	375.000
AC	550.04	Acquisition de matériel (remplacement)	11.500.000
		Acquisition de matériel (nouvelle activité)	35.440.000
AC	550.05	Acquisition de véhicules (remplacement)	2.000.000
		Acquisition de véhicules (nouvelle activité)	0
AC	550.07	Bibliothèque	1.436.734
	550.08	Garanties déposées	0
AC	550.09	Investissements immatériels (remplacement)	100.000
		Investissements immatériels (nouvelle activité)	260.000
AC	550.10	Investissements dans le cadre des missions FEDER	12.000.000
		TOTAL CHAPITRE 55	66.421.734
		CHAPITRE 56 : SOMMES DUES A DES TIERS PAR SUITE D'OPERATIONS EN PRINCIPAL	
AC	560.01	Amortissements sur contrats de leasing	
		TOTAL CHAPITRE 56	0
		TOTAUX POUR LES DEPENSES.	553.238.414

(En francs)

Ministre ordonna- teur	Article	Libellés	1997
			par article
		CENTRE HOSPITALIER PSYCHIATRIQUE "LES MARRONNIERS"	
		RECETTES.	
TA	700	PRIX DE JOURNEE	556.954.000
TA	701	RATTRAPAGES ESTIMES EXERCICE EN COURS	101.382.000
TA	703-4-5	FORFAITS PHARMACEUTIQUE, BIOLOGIE, PRODUITS PHARMACEUTIQUES	25.276.000
TA	709	HONORAIRES	49.585.000
TA	743	RECUPERATION DE FRAIS	131.859.000
TA	744-749	PRODUITS D'EXPLOITATION DIVERS	21.785.000
TA	75	PRODUITS FINANCIERS	4.000.000
TA	764	PRODUITS EXCEPTIONNELS	400.000
TA		INVESTISSEMENTS FINANCES PAR LE CENTRE	75.366.664
TA		INVESTISSEMENTS SUBSIDIES	85.000.000
TA	768	AVANCES REMBOURSABLES CONSENTIES PAR LA REGION WALLONNE	180.000.000
TA	794	INTERVENTION REGION WALLONNE	7.500.000
		TOTAUX POUR LES RECETTES.	1.239.107.664
		DEPENSES.	
TA	60	FOURNITURES	98.518.000
TA	61	SERVICES & HONORAIRES	71.020.000
TA	620/623	CHARGES DE PERSONNEL	653.600.000
TA	640	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	6.480.000
TA	65	CHARGES FINANCIERES & D'EMPRUNTS	62.988.000
TA	66	CHARGES EXCEPTIONNELLES	6.135.000
TA		INVESTISSEMENTS	160.366.664
TA	668	REMBOURSEMENT AVANCES CONSENTIES PAR LA REGION WALLONNE	180.000.000
		TOTAUX POUR LES DEPENSES.	1.239.107.664

(En francs)

Ministre ordonna- teur	Article	Libellés	1997
			par article
		CENTRE HOSPITALIER PSYCHIATRIQUE "LE CHENE AUX HAIES"	
		RECETTES.	
TA	700	PRIX DE JOURNEE	574.261.000
TA	701	RATTRAPAGE ESTIME EXERCICE EN COURS	12.183.000
TA	705	PRODUITS PHARMACEUTIQUES	16.351.000
TA	709	HONORAIRES	39.604.000
TA	743	RECUPERATION DE FRAIS	25.353.000
TA	750	PRODUITS FINANCIERS	2.350.000
TA	764	PRODUITS EXCEPTIONNELS	833.000
TA		INVESTISSEMENTS SUBSIDIES	15.000.000
TA		INVESTISSEMENTS - PART HOPITAL	10.000.000
TA	768	AVANCES REMBOURSABLES CONSENTIES PAR LA REGION WALLONNE	70.000.000
TA	799	INTERVENTION REGION WALLONNE	7.500.000
		TOTAUX POUR LES RECETTES.	773.435.000
		DEPENSES.	
TA	60	FOURNITURES	74.335.000
TA	61	SERVICES & HONORAIRES	65.480.000
TA	620/623	CHARGES DE PERSONNEL	505.869.000
TA	640	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	699.000
TA	65	CHARGES FINANCIERES & D'EMPRUNTS	29.052.000
TA	66	CHARGES EXCEPTIONNELLES	3.000.000
TA		INVESTISSEMENTS	25.000.000
TA	668	REMBOURSEMENT AVANCES CONSENTIES PAR LA REGION WALLONNE	70.000.000
		TOTAUX POUR LES DEPENSES.	773.435.000

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 931

[97/27134]

19. DEZEMBER 1996 — Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1997 (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Zur Deckung der Ausgaben der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1997 werden nicht aufgegliederte Mittel und aufgegliederte Mittel gemäß den Programmen bereitgestellt, die in der diesem Dekret beiliegenden Tabelle aufgeführt und in nachfolgender Aufstellung zusammengefaßt werden.

Eine Veranschlagung der 1997 zu Lasten der variablen Mittel anzurechnenden Ausgaben wird ebenfalls in dieser Tabelle erwähnt.

	Art der Mittel	Verpflicht ungermächtigungen	Ausgabermächtigungen
Ministerium der Wallonischen Region	Nicht aufgegliederte Mittel	106.082,5	106.082,5
	Aufgegliederte Mittel	31.007,3	28.126,3
	Variable Mittel	7 648,3	5 812,5
Wallonisches Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen	Nicht aufgegliederte Mittel	19 343,1	19 343,1
	Aufgegliederte Mittel	13 370,6	13 520,9
	Variable Mittel	409,0	406,0
Allgemeiner Gesamtbetrag	Nicht aufgegliederte Mittel	125.425,6	125.425,6
	Aufgegliederte Mittel	44.377,9	41.647,2
	Variable Mittel	8.057,3	6.218,5

Art. 2 - Jedem Mitglied der Wallonischen Regierung wird gestattet, innerhalb seiner Zuständigkeiten den Anwälten und Gerichtsvollziehern, die für Rechnung der Wallonischen Region vermitteln, Kostenvorschüsse zu gewähren.

Art. 3 - In Abweichung von Artikel 15 des Gesetzes vom 29. Oktober 1846 zur Einrichtung des Rechnungshofes dürfen den außerordentlichen Rechnungsführern des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen Geldvorschüsse in Höhe von höchstens 15 Millionen Francs gewährt werden, um die Schuldforderungen zu zahlen, die 200.000 Francs ohne Mehrwertsteuer nicht überschreiten.

Dieser Höchstbetrag wird auf die folgenden Beträge gebracht:

- 75 Millionen Francs für die außerordentlichen Rechnungsführer der Zentraldienststellen der Abteilung Haushalt des Ministeriums der Wallonischen Region und für die außerordentlichen Rechnungsführer der Abteilung Buchführung des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen. Für die Rechnungsführer der auswärtigen Beziehungen und der ausländischen Investitionen wird dieser Betrag auf 15 Millionen Francs je Programm gebracht.

- 140 Millionen Francs für den außerordentlichen Rechnungsführer des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, der mit der Verwaltung des Schülertransports beauftragt ist, zwecks Zahlung der Schuldforderungen bezüglich des Schülertransports, deren Betrag 600.000 Francs ohne MWSt. nicht überschreitet, und vorausgesetzt, daß sich diese Schuldforderungen auf vertraglich festgelegte Aufträge, auf die Wartung der durch den Schülertransportdienst betreuten Fahrzeuge, sowie auf die Zahlung der Schülertransportkosten in Anwendung des Gesetzes vom 15. Juli 1983 zur Errichtung des Schülertransportdienstes beziehen.

In dringenden Fällen dürfen die Ausgaben über 200.000 Francs ohne MWSt. die Auslandsbeziehungen der Region betreffen und den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 16 und von Organisationsbereich 11, Programm 05 angerechnet werden, ebenfalls durch Geldvorschüsse gezahlt werden, insofern sie weniger als 500.000 Francs ohne MWSt. betragen.

Den außerordentlichen Rechnungsführern des Ministeriums, die mit der Zahlung der Vorschüsse für Dienstreisekosten beauftragt sind, wird jedoch gestattet, den Beamten, Kabinettsmitgliedern und Sachverständigen, die mit einer Auslandsdienstreise beauftragt sind, die erforderlichen Vorschüsse ungeachtet deren Betrags zu gewähren.

Den außerordentlichen Rechnungsführern der Ministerien wird außerdem gestattet, ohne Begrenzung jeden Betrag, den die Region infolge der gegen sie verkündeten Urteile oder Verfügungen schuldet, zu begleichen.

(1) Sitzungsperiode 1996-1997.

Dokumente des Rates. — 4-11b (1996-1997), Nr. 1, 1bis, 2 und 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 18. Dezember 1996. Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 19. Dezember 1996. Diskussion. Abstimmung

Art. 4 - In Absatz 2 von Artikel 1 des Dekrets vom 4. November 1993 zur Errichtung eines Haushaltsfonds in Sachen Arbeitsbeschaffung wird nach dem Wortlaut "die den regionalen Zuständigkeiten gehörenden Sachgebiete" der Wortlaut "und die berufliche Umschulung und Weiterbildung" eingefügt.

In Absatz 4 von Artikel 1 desselben Dekrets wird nach "ergeben," der Wortlaut "und die Ausgaben bezüglich der beruflichen Umschulung und Weiterbildung in Anwendung des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission" eingefügt.

Art. 5 - Der Wallonischen Regierung wird gestattet, die spezifische Werkzeugausrüstung zur Verwendung in der Luftfahrtindustrie zu erwerben; diese Ausrüstung bleibt Eigentum der Region, aber wird den Unternehmen dieses Sektors zur Verfügung gestellt.

Art. 6 - In Abweichung von Artikel 12 des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordinierung der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Technologien gehören, mit dem Einverständnis des Ministers des Haushalts, Mittelübertragungen innerhalb des Organisationsbereichs 12 zwischen den Basiszuwendungen 41.15.02, 41.16.02, 81.02.03 und 81.03.03 vornehmen.

Art. 7 - Der Wallonischen Regierung wird gestattet, zu Lasten der in der Basiszuwendung 32.02 von Programm 01 von Organisationsbereich 11 eingetragenen Haushaltsmittel den Sozialfonds die erforderlichen Summen zur Begleichung der vertraglichen Verpflichtungen hinsichtlich der stattgefundenen Umstrukturierungen zu entrichten.

Art. 8 - In Abweichung von Artikel 12 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates dürfen die Minister, die mit der Wirtschaft, den KMB und dem Haushalt beauftragt sind, im Rahmen der Durchführung der Dekrete vom 25. Juni 1992 zur Abänderung der Gesetze vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung und vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung die Basiszuwendungen der Programme 01 und 06 von Organisationsbereich 11 ungeachtet deren Betrag übertragen.

Art. 9 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, auf das beim Gemeindegeld Belgiens eröffnete regionale Konto für die Sanierung überschuldeter Gemeinden folgende Beträge zu überweisen:

- am 1. April 1997: 387.551.043 Francs, die dem Betrag der Annuität des Jahres 1993 bezüglich der jeweils für Charleroi und, je zur Hälfte, für Charleroi und Lüttich aufgenommenen Darlehen von 2 Milliarden und 750 Millionen entsprechen;

- am 1. Juli 1997: 208.147.858 Francs, die der Deckung im 1992 der Differenz entsprechen zwischen der Annuität, die der Gemeindegeld Belgiens von den entleihenden Gemeinden zurückfordert, und einer Annuität für die - auch als solche gebuchten - Anleihen für Sonderhilfe, die zu einem um 2 % herabgesetzten Zinsfuß errechnet wird, sowie für die langfristigen Konsolidierungsanleihen für die Lasten der von 1981 bis 1984 durch die Wallonische Region verbürgten Anleihen für Sonderhilfe;

Art. 10 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, auf das beim Gemeindegeld Belgiens eröffnete regionale Konto für die Sanierung überschuldeter Gemeinden folgende Beträge zu überweisen:

- am 1. August 1997: 1.550.000.000 Francs, die dem Betrag der zusätzlichen Beteiligung der Region entsprechen;

- am 1. Oktober 1997: die in Artikel 20, § 4 des Dekrets vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Gemeinden vorgesehene Tranche. Gelten als sich in finanziellen Schwierigkeiten befindende Gemeinden im Sinne von Artikel 20, § 4 die Gemeinden, die Kassarleihen mit Zugang zum regionalen Konto für die Sanierung überschuldeter Gemeinden aufgenommen haben.

Art. 11 - Die Wallonische Regierung wird zur Verteilung der in den Basiszuwendungen 43.05, 43.09 und 43.10 von Programm 02 von Organisationsbereich 14 bereitgestellten Haushaltsmittel ermächtigt.

Art. 12 - Die Wallonische Regierung wird zur Verteilung der in den Basiszuwendungen 43.04, 43.06 und 43.07 von Programm 03 von Organisationsbereich 14 bereitgestellten Haushaltsmittel ermächtigt.

Art. 13 - Innerhalb der Begrenzungen der diesbezüglichen Basiszuwendungen können nachfolgende Zuschüsse, einschließlich der durch Europäische Fonds mitfinanzierten Beteiligungen, gewährt werden.

Programm 09.02: Sozialdienst:

Zuschüsse, um dem Sozialdienst der Dienststellen der Wallonischen Regierung die Durchführung sozialer Maßnahmen zugunsten der Bediensteten der gesamten Dienststellen der Wallonischen Regierung sowie die technische Funktion dieser GoE zu ermöglichen.

Programm 10.02: Präsidentschaft, Sekretariat der Wallonischen Regierung und Kanzlei:

Zuschüsse für Aktionen oder Studien, die zur Entwicklung der regionalen Institution beitragen.

Zuschüsse an die lokalen Behörden für die durch die Wallonische Regierung unterstützten Sonderaktionen.

Zuschüsse an das Institut Jules Destrée zwecks Führung von durch die Wallonische Regierung unterstützten Sonderaktionen zur Förderung der Wallonischen Identität.

Zuschüsse zugunsten der Solvay Stiftung.

Programm 10.12: Kommunikation und Information:

Zuschüsse für Aktionen oder Studien, die zur Höherbewertung der regionalen Zuständigkeiten beitragen

Programm 11.01: Wirtschaftsaufschwung:

Zuschüsse für Maßnahmen, Aktivitäten oder Studien, die zur regionalen wirtschaftlichen Entwicklung beitragen.

Programm 11.06: KMB und Mittelstand:

Zuschüsse für Maßnahmen, Aktivitäten oder Studien, die zur regionalen wirtschaftlichen Entwicklung beitragen.

Zuschüsse für Maßnahmen, die im Rahmen des Wallonischen Plans zur Förderung des Transports auf schiffbaren Wasserstraßen 1996-1999 durchgeführt werden.

Programm 11.08: Förderung der Beschäftigung:

Zuschüsse für Pilotmaßnahmen, die vorrangig auf Arbeitslose hinzielen.

Zuschüsse zur Mitfinanzierung mit den Fonds der Europäischen Union der Eingliederungsbetriebe, die die soziale und berufliche Eingliederung von besonders schwer zu beschäftigenden Arbeitssuchenden zum Zweck haben.

Zuschüsse für Initiativen für Sonderprogramme in Sachen Berufseingliederung.

Zuschüsse in der Entlohnung von Arbeitern, die die Teilung ihrer Arbeitszeit annehmen.

Subventionen zur Anschaffung von Immobilien durch Vereinigungen im Rahmen ihrer Pilotmaßnahmen, die vorrangig auf Arbeitslose hinzielen.

Programm 11.09: Forem:

Zuschüsse für Maßnahmen zur Durchführung der gemeinsamen Erklärung der Regierung und der sozialen Partner.

Programm 11.10: P.R.C. (Plan zur Behebung der Arbeitslosigkeit) - Forem:

Zuschüsse für Maßnahmen zur Durchführung der « Programmes de Transition Professionnelle » (Programme für Übergangshilfe bei Berufswechsel).

Programm 11.11: PRC-Verwaltung:

Zuschüsse für Maßnahmen bezüglich der Aufarbeitung eines Programms zur Arbeitsbeschaffung (FBIE - zwischendepartementales Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung - Abkommen 170)

Programm 11.13: Ausbildung der Angestellten und Beamten außerhalb des Forem:

Zuschüsse an Betriebe, Arbeitgeber und Ausbilder zur Durchführung des wechselnden Bildungsprogramms

Zuschüsse für Aktionen oder Aktivitäten, die zur Berufsausbildung beitragen.

Programm 11.14: Forem - Bildung:

Zuschüsse für Maßnahmen zur Durchführung der gemeinsamen Erklärung der Regierung und der sozialen Partner.

Programm 12.01: Energie:

Zuschüsse zur Ermutigung oder Unterstützung jeglicher Aktion zur Förderung eines vernünftigen Energieverbrauchs und zugunsten der regenerierbaren Energiequellen.

Zuschüsse zur Deckung der Ausgaben bezüglich der Mitfinanzierung, zusammen mit der EG, von durch Partner der Region im Rahmen der europäischen Programme geführten Aktionen.

Zuschüsse an die "Agence de Coopération culturelle et technique" (ACCT) (Geschäftsstelle für kulturelle und technische Zusammenarbeit) in Paris zur Führung von Sonderaktionen in Sachen Energie im Rahmen der Ergebnisse der Gipfelkonferenzen der Frankophonie.

Programm 12.02: Forschung:

Zuschüsse für die Verbreitung und die Entwicklung der neuen Technologien, der industriellen Neuerung und der Forschung fortgeschrittener Technologien.

Zuschüsse für jegliche Aktivität zur Förderung der Forschung, der technologischen Neuerung und Entwicklung.

Zuschüsse an die Einrichtung für die Entwicklung der Untertagevergasung oder an ein ganz oder teilweise mit den Aufgaben der genannten Einrichtung beauftragtes Organ.

Zuschüsse an Universitätsforschungszentren, an Forschungszentren eines gleichwertigen Ranges und an sonstige Forschungszentren zwecks der Finanzierung von Forschungsprojekten, einschließlich Infrastrukturausgaben, sowie der Anschaffung von Ausrüstungen und Dienstleistungen in Sachen technologische Beratung.

Zuschüsse für durch die Europäischen Fonds mitfinanzierte Aktionen, Studien und Infrastrukturen.

Unterstützung der Aktionen zur Vorführung von wissenschaftlichen und originellen Anwendungen einer Spitzentechnologie zur Verwendung in Tätigkeitssektoren, wo diese Technologie nicht oder kaum vertreten ist.

Programm 12.03: Beihilfe an Betriebe:

Zuschüsse zur Kostenübernahme der Ausgaben für Projekte in Sachen industrielle Grundlagenforschung.

Zuschüsse zur Kostenübernahme der Ausgaben für die Finanzierung der Vorbereitung oder der Begleitung der Projekte in Sachen Forschung oder Entwicklung.

Zuschüsse für durch die Europäischen Fonds mitfinanzierte Aktionen, Studien und Infrastrukturen.

Programm 13.01: Forstwesen:

Zuschüsse an Forstwirte zur Einlagerung des nach Stürmen anfallenden Sammelholzes.

Zuschüsse an im Bereich des Schutzes und der Aufwertung der Wälder tätige Verbände.

Zuschüsse an untergeordnete Behörden in Sachen Forstarbeiten.

Programm 13.02: Erhaltung der Natur:

Zuschüsse an verschiedene Verbände und Privatpersonen für die Erhaltung der Natur.

Zuschüsse für die Erhaltung bemerkenswerter Bäume und Hecken in Privatbesitzen und in öffentlichen Grünflächen.

Unterstützung von Pilotmaßnahmen auf gemeindlicher Ebene in Sachen Erhaltung der Natur und der Grünflächen.

Sensibilisierung des Publikums für Anpflanzungen am « Tag des Baumes ».

Programm 13.03: Umwelt:

Zuschüsse an Verbände in Sachen Schutz und Erhaltung der Umwelt.

Zuschüsse an Verbände und untergeordnete öffentliche Behörden im Rahmen der « grünen Woche ».

Prämien an die Gemeinden für die Einstellung von Umweltberatern.

Programm 13.04: Bodenschätze:

Zuschüsse an natürliche Personen oder Privateinrichtungen in Sachen Erschließung der Bodenschätze.

Programm 13.05: Wasser (Kontrolle, Verwaltung und Herstellung):

Zuschüsse für den Entwurf und die Ausgabe der « La Tribune de l'Eau ».

Zuschüsse an die Ausschüsse «comités de rivière» zur Finanzierung der Vorstudie zum Flußvertrag.

Zuschüsse an Privateinrichtungen für Maßnahmen zur Sensibilisierung, Information und Bildung im Bereich des Wasserwesens.

Programm 13.09: Verhütung der Umweltverschmutzung:

Unterstützung der Programme zur Bildung und Umschulung des Personals der untergeordneten Behörden.

Programm 13.10: Jagd, Fischfang und Fischzucht:

Zuschüsse an Jäger- und Fischerverbände.

Zuschüsse zur Entwicklung der Fischzucht.

Programm 14.01: Aufsicht:

Zuschüsse an den "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen) für seine Funktionskosten und für den Erwerb von langlebigen beweglichen Gütern.

Zuschüsse und Entschädigungen an private Verbände, Einrichtungen und Betriebe, die Aktionen, die die verschiedenen Bereiche der lokalen Behörden betreffen, organisieren.

Zuschüsse an Gemeinden, Provinzen, Interkommunalen und öffentliche Einrichtungen, die Überlegungs- und Sensibilisierungsaktionen betreffend die lokalen Behörden führen.

Programm 14.02: Allgemeine Finanzierung der Gemeinden:

Zuschüsse zugunsten der Hauptstadt Namur.

Zuschüsse zugunsten der Gemeinden im Rahmen der Verwaltungsunterstützung für Sondermaßnahmen zur sozialen Eingliederung und Sicherheit und für Maßnahmen im Zusammenhang mit speziellen Bedürfnissen.

Zuschüsse an das "Centre régional d'Aide aux Communes" (regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden) für seine Funktionskosten und für den Erwerb von langlebigen beweglichen Gütern.

Zuschüsse an das "Centre régional de la Formation" (regionales Ausbildungszentrum) für seine Funktionskosten und für den Erwerb von langlebigen beweglichen Gütern.

Zuschüsse zugunsten der Gemeinden für die Berufsbildung des Gemeindepersonals

Programm 14.03: Allgemeine Finanzierung der Provinzen:

Beteiligung zur Übernahme der Funktionskosten der auswärtigen Aufsichtszentren und zur Berufsbildung des Provinzpersonals.

Zusätzlicher Zuschuß für spezielle Bedürfnisse und zwecks Ausgleich für die zu entrichtenden Gebühren für Wasserentnahmestellen.

Programm 14.04: Bezuschußte Arbeiten:

Zuschüsse für die Aufstellung einer Signalisation an in den Dreijahresplänen aufgenommenen Baustellen.

Zuschüsse an private oder öffentliche Einrichtungen für Maßnahmen zur Sensibilisierung, Information und Bildung im Bereich der bezuschußten Arbeiten.

Zuschüsse an den öffentlichen und privaten Sektor für Aktionen zur Sensibilisierung, Information, Förderung und Bildung im Sportbereich, einschließlich der Mitfinanzierung von Infrastrukturprojekten, die im Rahmen des « Fonds d'Impulsion de la Politique des Immigrés » (Fonds zum Antrieb der Politik für Einwanderer) ausgewählt worden sind.

Zuschüsse an die GoE "Union culturelle et sportive wallonne".

Programm 15.01: Raumordnung und Städtebau:

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung einer sachverständigen Raumordnung sowohl auf lokaler als auch auf regionaler Ebene.

Zuschüsse an Gemeinden und Bodenverwaltungsregionen im Rahmen deren Anschaffungen und Austauschgeschäfte von Grundstücken im Rahmen der durch die Region festgelegten Bodenpolitik.

Zuschüsse zur:

1° Aufstellung oder völligen Umarbeitung eines Bebauungsplans, eines kommunalen Strukturplans oder einer kommunalen Städtebauordnung;

2° Aufstellung einer globalen Raumordnungsanalyse bezüglich eines Bebauungsplansentwurfs;

3° Aufstellung einer Studie allgemeinen Interesses bezüglich der Raumordnung und des Städtebaus;

4° Organisierung der Information bezüglich der Raumordnung und des Städtebaus;

Zuschüsse zur Anschaffung von Immobiliengütern im Rahmen der regionalen Bodenpolitik.

Programm 15.02: Stadterneuerung und Sanierung der stillgelegten Gewerbebetriebsgelände:

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung und Ermutigung der Wiederinbetriebnahme, Sanierung und Anpassung des vorhandenen Vermögens im Hinblick auf eine wirtschaftlichere Bodenverwendung.

Zuschüsse an die Gemeinden, die Stadterneuerungsprojekte des Typs "Initiativenviertel" durchführen, zur teilweisen Zahlung der Lohn- und sonstigen Kosten der durch die Gemeinde eingestellten und ausschließlich der Projektführung gewidmeten Projektleiter. Diese Zuschüsse sind auf einen Pauschalbetrag von 1,5 Millionen Francs und pro Initiativenviertelprojekt festgelegt.

Zuschüsse an die Gemeinden, die Stadterneuerungsprojekte des Typs "Initiativenviertel" durchführen, zur teilweisen Zahlung der Lohn- und sonstigen Kosten hinsichtlich der Gründung und des Funktionierens von Wohnviertelregionen.

Zuschüsse an die Gemeinden, die in der Auflistung der bevorzugten Initiativgebiete der Kategorie 1 aufgeführt sind, im Rahmen der regionalen Bodenpolitik. Diese Zuschüsse sind dazu bestimmt:

- entweder den Erwerb durch die Gemeinde von unbeweglichen Gütern, die verstädtert werden können, zu fördern, um das Angebot an bebauten oder zu bebauenden unbeweglichen Gütern in diesem Gebiet zu erhöhen;
- oder den Umtausch bzw. den Verkauf von unbeweglichen Gütern, die nicht verstädtert werden können und der Gemeinde gehören, zu fördern, um den Erwerb von unbeweglichen Gütern, die verstädtert werden können oder in städtebaulicher Hinsicht günstig gelegen sind, im Rahmen einer gemeindlichen Strategie zur Entwicklung der Wohnmöglichkeiten zu ermöglichen.

Programm 15.04: Wohnungswesen - Privatsektor:

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung einer besseren Anpassung der vorhandenen Wohnungen im Privatbereich an die gesellschaftlichen Bedürfnisse.

Zuschüsse für die durch die Agenturen für soziale Wohnungen geführten Aktionen.

Programm 15.05: Wohnungswesen - öffentlicher Sektor:

Zuschüsse für Maßnahmen der öffentlichen Behörden in Sachen Bau, Renovierung, Ausrüstung der Infrastrukturen und Förderung der Sozial- und durchschnittlichen Wohnungen.

Zuschüsse für Maßnahmen zugunsten der Wohnviertelregionen in den Sozialsiedlungen.

Programm 15.06: Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen:

Zuschüsse für Vorstudien, für den Schutz, die Wiederaufwertung, Wiederbenutzung, Restaurierung und Förderung des Denkmalerbes, des natürlichen und archäologischen Erbes der Wallonischen Region.

Zuschüsse an den Privatsektor bis zur Höhe von 100.000 Francs: dieser Betrag entspricht höchstens 60 % der Arbeiten für vorbeugende Instandhaltungsmaßnahmen, die an Gebäuden auszuführen sind, die nicht unter Denkmalschutz gestellt aber im (gemäß Artikel 347 des CWATUP aufgestellten und veröffentlichten) Erbeverzeichnis Belgiens aufgeführt sind.

Programm 16.02: Förderung der Region auf internationaler Ebene:

Zuschüsse für Maßnahmen, Aktivitäten oder Studien.

Zuschüsse zur Unterstützung der Zusammenarbeitsprogramme der Frankophonie ACCT/IEPF

Programm 17.01: Gesundheitswesen:

Zuschüsse für Forschung und Studien im Bereich des Gesundheitswesens und der Geistesgesundheit.

Zuschüsse zugunsten von Einrichtungen und Vereinigungen, die durch ihre Aktivitäten zur Verbreitung von Informationen bezüglich der Gesundheit beitragen.

Zuschüsse an integrierte Gesundheitszentren.

Zuschüsse für Maßnahmen im Bereich der Rauschgiftsucht.

Zuschüsse für Initiativen im Rahmen des « Ziels I ».

Programm 17.02: Geistesgesundheit:

Zuschüsse an Zentren für telefonische Beratung.

Beteiligung in den nicht bezuschußten Lasten der psychiatrischen Krankenhäuser von Mons und Tournai.

Zuschüsse an Einrichtungen für Studien und Versuche im Bereich der Geistesgesundheit.

Programm 17.03: Soziale Maßnahmen:

Unterstützung von Initiativen im Bereich der sozialen Maßnahmen.

Zuschüsse zur Finanzierung der Forschung im sozialen Bereich.

Zuschüsse an Einrichtungen für Koordination und Dokumentation im sozialen Bereich.

Unterstützung von Sonderinitiativen der öffentlichen Sozialhilfezentren.

Unterstützung zur Ausbildung von Sozialvermittlern und Beamten.

Unterstützung von privaten Initiativen in Sachen Schuldenvermittlung.

Unterstützung von öffentlichen Initiativen in Sachen Schuldenvermittlung.

Zuschüsse an öffentliche und private Einrichtungen im Rahmen der Aktionen « Eté solidaire, je suis partenaire ».

Zuschüsse zugunsten der öffentlichen Behörden für die Durchführung der Projekte im Bereich der sozialen Eingliederung

Programm 17.04: Familie und Senioren:

Zuschüsse für Initiativen im Familien- und Seniorenbereich.

Zuschüsse an Tagesbetreuungsstellen für Senioren im Privatbereich.

Zuschüsse an Tagesbetreuungsstellen für Senioren im öffentlichen Bereich.

Programm 17.06: Personen mit Behinderung:

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung und gesellschaftlichen Eingliederung der Personen mit Behinderung.

Programm 17.07: Soziale Eingliederung der Einwanderer:

Zuschüsse in Sachen soziale Eingliederung der Bevölkerung ausländischer Herkunft.

Zuschüsse an öffentliche und private Einrichtungen, die Aktionen im Bereich der Betreuung und der Eingliederung der Personen ausländischer Herkunft entwickeln.

Zuschüsse an öffentliche und private Einrichtungen im Rahmen der Aktionen « Eté solidaire, je suis partenaire ».

Programm 18.01: Tourismus:

Zuschüsse für Maßnahmen, Tätigkeiten oder Studien, die zur Entwicklung des regionalen Tourismus beitragen.

Zuschüsse an die VoE « Station touristique des lacs de l'Eau d'Heure » zur Deckung (durch Vorschüsse während vier Jahren) der Maßnahmen zur Erfüllung ihrer Aufgabe.

Programm 19.01: Landwirtschaft, Schlachthöfe und Land- und Ernährungswirtschaft:

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Verbände für die Zucht, Erzeugung und Auslese von Tieren und Gewächsen, für angewandte Forschung, Betreuung, Verbreitung und Förderung der Landwirtschaft.

Zuschüsse zwecks Gütezeichenversehung und Qualitätskontrolle der Erzeugnisse.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Universitätsfakultäten, Forschungs- und Studienzentren und Landwirtschaftshochschulen für angewandte Forschung in Sachen Entwicklung von Techniken, Produktionssystemen und Diversifizierung in der Landwirtschaft.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Verbände und Gruppen, die die Information, Sensibilisierung und Betreuung in Sachen Landwirtschaft gewährleisten.

Zuschüsse an verschiedene Verbände zwecks Förderung der Wallonischen landwirtschaftlichen Erzeugnisse.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Dienststellen für landwirtschaftliche Vertretung.

Zuschüsse an die in der Bodenkommission Walloniens und im REQUASUD Netz eingegliederten Labore für Analyse.

Zuschüsse für Diversifikationsproduktionen.

Zuschüsse an die beruflichen landwirtschaftlichen Verbände für den Bau von für ihre Förderungsdienste und -aktivitäten bestimmten Gebäuden.

Programm 19.02: Ländliche Entwicklung:

Zuschüsse an die "Fondation rurale de Wallonie", gemäß dem Rahmenabkommen.

Zuschüsse an natürliche Personen oder Privateinrichtungen für Tätigkeiten zur Förderung, Erschließung, Sensibilisierung oder Information in Sachen ländliche Entwicklung oder Flurbereinigung.

Zuschüsse an natürliche Personen oder Privateinrichtungen für Aktionen, Initiativen oder Tätigkeiten in Sachen Sensibilisierung zum ländlichen Leben oder in Sachen ländliche Entwicklung.

Programm 50.02: Funktionskosten und Leistungen durch Drittpersonen:

Zuschüsse für die Organisation von Ausstellungen und Konferenzen sowie für Studien.

Zuschüsse zur Förderung von Maßnahmen für die Verkehrssicherheit.

Zuschüsse an verschiedene Verbände und Gruppierungen für Tätigkeiten zur Sensibilisierung, Information und Bildung in Sachen öffentliches Infrastrukturwesen.

Programm 50.04: Niederlassung von Immobilien:

Zuschüsse zur Preisverleihung im Rahmen der Einfügung von Kunstwerken in den regionalen Gebäuden.

Programm 51.02: Pflege und Instandhaltung des Wegenetzes:

Zuschüsse an die Gemeinden, um kollektiven Bedürfnissen in Sachen Wegenetz nachzukommen.

Programm 52.03: Förderung der Binnenschifffahrt:

Zuschüsse an im Bereich der Förderung und Valorisierung der Binnenschifffahrt tätige Verbände.

Zuschüsse für die Organisation von Ausstellungen und Konferenzen sowie für Studien.

Programm 53.05: Fernmeldenetz - Bau:

Zuschüsse jeglicher Art zur Förderung der wirtschaftlichen Entwicklung im Rahmen der Telekommunikationen in der Wallonie.

Programm 54.01: Öffentliche Stadt- und Nahverkehrsmittel:

Zuschüsse an Verbände zwecks Förderung der öffentlichen Verkehrsmittel.

Zuschüsse an Verbände, die sich in Sachen Transportwesen mit dem Studium der Mobilität befassen und/oder die Mobilität befürworten.

Zuschüsse zur Unterstützung der Organisatoren von Veranstaltungen im Zusammenhang mit dem Transportwesen.

Zuschüsse zur Förderung des Ansehens der Wallonischen Region und deren Maßnahmen zugunsten des Transportwesens.

Zuschüsse an die Gesellschaften der TEC-Gruppe und an die "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) zur Verwirklichung von Investitionen zur Verbesserung der Qualität der öffentlichen Verkehrsmittel.

Programm 54.02: Flughäfen und -plätze:

Zuschüsse an die Betriebsgesellschaften der regionalen Flughäfen und -plätze hinsichtlich der Förderung und der Entwicklung ihrer Anlagen.

Zuschüsse an die Flughäfen für die Finanzierung von Studien und Realisationen zum Umweltschutz.

Programm 54.04. Förderung und Koordination des Transportwesens und Miete von Kraftfahrzeugen:

Zuschüsse für Aktivitäten zur Ausbildung, Forschung und Neuerung im Transportbereich.

Zuschüsse zur Förderung des Ansehens der Wallonischen Region und deren Maßnahmen zugunsten des Transportwesens.

Zuschüsse zur Verwirklichung und Inbetriebnahme eines hochentwickelten Fernmeldetechnikzentrums im Rahmen des « Ziels 1 ».

Regionales Unternehmen: "Office régional wallon des Déchets":

Zuschüsse an Verbände und Gemeinden zwecks Ermutigung der Maßnahmen in Sachen Vorbeugung und Wiederverwertung des Hausmülls.

Zuschüsse an die SPAQUE für Funktionskosten und Arbeiten zur Sanierung der alten Deponien.

Zuschüsse an Einrichtungen für die Abfallverarbeitung zur Unterstützung der Gemeinden durch die "Missi-Dominici".

Beitreibbare Vorschüsse für die Kosten der vor der Erteilung der Genehmigungen zum Anlegen eines technischen Vergrabungszentrums durchgeführten Studien.

Art. 14 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, unterrichtet regelmäßig den Rechnungshof über die eingegangenen Verbindlichkeiten zu Lasten der in Artikel 20 bezeichneten Ermächtigungen.

Die in Artikel 19 und 20 bezeichneten Ermächtigungen unterliegen dem Sichtvermerk des Kontrolleurs der Verpflichtungen und dem Rechnungshof.

Vor dem 10. eines jeden Monats übermittelt der Kontrolleur der Verpflichtungen dem Rechnungshof, zusammen mit den Belegen, eine in drei Exemplaren ausgefertigte Aufstellung, die einerseits den Betrag der im Laufe des abgelaufenen Monats mit einem Sichtvermerk versehenen Ermächtigungen und andererseits den Betrag der seit Jahresbeginn mit einem Sichtvermerk versehenen Ermächtigungen enthält.

Die Aufstellung des Dezembermonats bildet die jährliche zusammenfassende Aufstellung.

Der Rechnungshof übermittelt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, ein mit dem Sichtvermerk versehenes Exemplar dieser Aufstellung.

Art. 15 - Die nicht aufgegliederten Mittel der Basiszuwendung 34.01 von Programm 01 von Organisationsbereich 17 dürfen zur Deckung von Ausgaben vorheriger Jahre verwendet werden.

Art. 16 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, Haushaltsmittelübertragungen zwischen den Basiszuwendungen 52.31, 61.01, 63.01 und 72.01 des Programms 01, 52.21, 52.31, 63.01, 63.02 und 63.03 des Programms 04, und 52.31 des Programms 06 des Organisationsbereichs 17 vorzunehmen.

Art. 17 - Artikel 1, § 3 des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten wird folgendermaßen ergänzt:

« c) zur Einstellung, mit zeitlich begrenztem Arbeitsvertrag, von für die Erledigung von Bestellungen bereitgestelltem Personal. »

KAPITEL II. — Ermächtigungen

Art. 18 - Zu Lasten ihres Haushalts darf die "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) Verpflichtungsermächtigungen in Höhe von 165 Millionen Francs festlegen, um die durch die Regierung genehmigten Investitionsprogramme bezüglich des Erwerbs, des Baus, der Einrichtung und der Ausrüstung der Gebäude für die Aufnahme behinderter Personen finanzieren zu können.

Art. 19 - Die Wallonische Regierung darf sich verpflichten, am Verfalltag und innerhalb einer Frist von höchstens zwanzig Jahren, für Beträge, die 40% des Preises der in den Krankenhäusern von Mons und Tournai ausgeführten Arbeiten entsprechen, die Zinsen und die Tilgung der durch den Gemeindegeldkredit Belgiens gewährten Darlehen zu zahlen.

Die Darlehensermächtigungen dürfen 1997 80 Millionen Francs nicht übersteigen.

Zinsen und Tilgung der erwähnten Darlehen werden im Tagespflegesatz der besagten Krankenhäuser mit einbezogen.

Art. 20 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, wird dazu ermächtigt, im Jahre 1997 zu Lasten des Fonds für den Schutz der Oberflächengewässer (Programm 06, Organisationsbereich 13) Zuschüsse für Arbeiten der Wasserklärungseinrichtungen festzulegen, in Höhe des bis zum 31. Dezember 1996 nicht beanspruchten Saldos der in Artikel 32 des angepaßten Dekrets vom 22. Dezember 1995 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1996 eingetragenen Ermächtigung.

Zusätzlich zum Artikel 30 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, wird der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, außerdem zur Festlegung von Ausgaben zu Lasten des Fonds für den Schutz der Oberflächengewässer (Programm 06, Organisationsbereich 13) ermächtigt, ungeachtet des vorhandenen verfügbaren Saldos des besagten Fonds, und zwar bis zur Höhe des Betrages, der in der diesem Dekret beiliegenden Tabelle den Ausgaben des Jahres 1997 entspricht.

Art. 21 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, entsprechend den Verkaufs- oder Mietbedingungen, die in Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 18. Mai 1981 bezüglich der allgemeinen Vergabebedingungen für öffentliche Bau- und Arbeitsleistungs- sowie Lieferförderaufträge aufgeführt werden, Bauförderverträge im Hinblick auf die Errichtung nachfolgender Verwaltungsgebäude abzuschließen, wobei nachfolgende Beträge nicht überschritten werden dürfen:

Namur:	
« rue Keffer »	370,0 Millionen F
Lüttich:	
« hôpital des Anglais »	940,0 Millionen F
Charleroi:	
« site Saint-Charles »	30,0 Millionen F
« avenue de l'Europe »	150,0 Millionen F

Art. 22 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, sich für die Maßnahmen, die gemäß dem von ihr festgelegten Haushaltszeitplan programmiert worden sind und die folgenden Höchstbeträge nicht überschreiten dürfen, als Beitrag der Region zu den durch die Europäischen Strukturfonds im Rahmen des Ziels 1 geförderten Projekten zu verpflichten:

Maßnahme 1.2.1 Aktion 1 Schwerpunkt RDT	740,4 Millionen F
Aktion 2 Mobilisierungsprogramm	568,9 Millionen F
Maßnahme 1.2.3	261,1 Millionen F
.....Infrastruktur	261,1 Millionen F
.....Betriebslasten	40,1 Millionen F
.....Schnittstelle	91,5 Millionen F
Maßnahme 1.3.1	170,1 Millionen F
.....Infrastruktur des « Parc scientifique » Mons	170,1 Millionen F
Maßnahme 1.4.6	24,2 Millionen F
.....Projekt Strafor	24,2 Millionen F
.....Schwerpunkt RDT und Forschungszentrum	159,6 Millionen F
.....Wissenschaftliches Forum	99,2 Millionen F

Art. 23 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, ein Kapitalkonto zu schaffen, das durch die S.R.I.W. über einen dazu bevollmächtigten Dienst verwaltet wird und als Bürgschaft dient für die durch die S.R.I.W. genehmigten Aktionen zur Industrialisierung und zur kommerziellen Nutzung der Ergebnisse von insbesondere durch die Wallonische Regierung finanzierten Forschungs- und Entwicklungsprojekten. Diese Aktionen können entweder Beteiligungen, oder Anleihen oder Garantieaktien betreffen.

Die Speisung dieses Kapitalkontos wird zu Lasten der in Basiszuwendung 01.01 von Programm 05 von Organisationsbereich 12 eingetragenen Haushaltsmittel erfolgen.

KAPITEL III — Regionale Bürgschaften

Art. 24 - Die Wallonische Regierung wird 1997 weiterhin ermächtigt zur Gewährung ihrer Bürgschaft für die Anleihen, die durch die Gesellschaften öffentlichen Rechts für die Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichts aufgenommen werden. Dies gilt bis zur Höhe der nicht verwendeten Beträge der Ermächtigung, die Gegenstand des Dekrets vom 9. Dezember 1993 gewesen ist, durch das die Wallonische Regierung ermächtigt wird, ihre Bürgschaft für die durch die obenerwähnten Gesellschaften aufgenommenen Anleihen zu gewähren, und unter den durch das besagte Dekret vorgesehenen Bedingungen.

Art. 25 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, unter Berücksichtigung der Finanzlage des Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie über dessen Darlehensanträge zu bestimmen. Der Gesamtbetrag der genehmigten, durch die Region verbürgten Darlehen darf keinesfalls 1,8 Milliarden Francs übersteigen.

Die Bürgschaft umfaßt gleichfalls die mit diesen Anleihen verbundenen Finanzverwaltungsgeschäfte. Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, für die Finanzverwaltungsgeschäfte der zwischen 1990 bis einschließlich 1997 durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien Walloniens eingegangenen und durch die Region verbürgten Anleihen die Garantie der Wallonischen Region zu gewähren.

Art. 26 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, die Bürgschaft der Wallonischen Region für die Anleihen der « Société wallonne des Distributions d'Eau » (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft) bis zur Höhe eines Betrages von höchstens 2 Milliarden Francs für das Haushaltsjahr 1997 zu gewähren.

Art. 27 - § 1. Der Wallonischen Regierung wird gestattet, bis zum 31. Dezember 1997 die stellvertretende Bürgschaft der Wallonischen Region für die vollständige oder teilweise Rückzahlung der Hauptsomme, der Zinsen und der Nebenkosten der durch Gemeinden beim Gemeindegeld Belgiens für Sonderhilfe aufgenommenen Darlehen, die auch als solche gebucht werden, zu erteilen. Diese Garantie kann jedoch nur den Gemeinden erteilt werden, die einen Verwaltungsplan ihrer Finanzen vorlegen und die, zur Gewährleistung dessen Durchführung, besondere beschränkende Aufsichtsbestimmungen annehmen.

§ 2. Die aufgrund dieses Artikels erteilten stellvertretenden Bürgschaften dürfen den Gesamtbetrag von 12 Milliarden Francs nicht übersteigen.

Art. 28 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, die Bürgschaft der Wallonischen Region für die durch Landwirte und Landwirtschaftsbetriebe eingegangenen Anleihen für Investitionen in Landwirtschaft und Gartenbau im Rahmen des landwirtschaftlichen Investitionsfonds, und zwar, 1997 in Höhe eines Gesamtbetrages von 3,3 Milliarden Francs, zu gewähren.

Art. 29 - Die Wallonische Regierung ist dazu ermächtigt, für die Anleihen der "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) bezüglich Investitionen in Sachen Transport, einschließlich der als Bus- und/oder Materialmieten getätigten Geschäfte, für zwecks der vorzeitigen Rückzahlung anderer Anleihen aufgenommene Kredite, für die "SWAP" Geschäfte von Zinsen, sowie für die Geschäfte zur Deckung des Risikos einer Schwankung der Raten die Bürgschaft der Region zu gewähren. Diese Bürgschaft wird für einen Höchstbetrag von 3.300 Millionen Francs gewährt.

Art. 30 - Die Wallonische Regierung wird dazu ermächtigt, die Bürgschaft der Region bis zur Höhe eines Betrages von höchstens 500,0 Millionen Francs für die Anleihen bezüglich des Baus von Krankenhäusern und medizinisch-sozialen Einrichtungen, im Rahmen eines Rahmenabkommens zwischen der Wallonischen Region und den Finanzeinrichtungen, zu gewähren.

Art. 31 - Unter der Bedingung, daß die auf den Komplex "Gailly" aufgenommene Hypothek behalten wird, wird der Wallonischen Regierung gestattet, beim Ankauf des Gebäudes durch die von dem ÖSHZ Charleroi und dem « I.O.S. » gebildete Vereinigung auf den Restbetrag der Bürgschaft der Wallonischen Region zu verzichten, solange die Gebäude zu medizinisch-sozialen Zwecken verwendet werden.

Art. 32 - Im Rahmen der durch die Wallonische Regierung genehmigten Vorplanung wird die regionale Bürgschaft für die Finanzverwaltungsgeschäfte über weniger als 12 Monate der VoE « Station fouristique des lacs de l'Eau d'Heure » gewährt

KAPITEL IV — Gewährung von Vorschüssen

Art. 33 - Der Minister-Vorsitzende und die Mitglieder der Wallonischen Regierung dürfen Vorschüsse auf die finanziellen Beteiligungen der Region für die Ausgaben gewähren, die das folgende betreffen:

1° Arbeiten in Sachen Abwasserklärung und Flurbereinigung.

Diese Vorschüsse dürfen folgende Prozentsätze nicht übersteigen:

- a) 30 % des Betrages der vergebenen Aufträge mit einem Wert von weniger als 50 Millionen Francs;
- b) 25 % des Betrages der vergebenen Aufträge mit einem Wert von 50 bis 200 Millionen Francs;
- c) 20 % des Betrages der vergebenen Aufträge mit einem Wert von mehr als 200 Millionen Francs.

Die Höhe der Beteiligung der Region, die bei der Bezeichnung des Auftragnehmers festgelegt wird, dient als Anhaltspunkt für die Berechnung des Vorschusses.

Diese Summe wird der begünstigten Einrichtung überwiesen, nachdem die Verwaltung die Anweisung, die Arbeiten zu beginnen, erhalten hat.

2° Arbeiten im Rahmen einer Maßnahme zur Stadterneuerung oder Neugestaltung von ländlichen Gebieten.

a) Diese Vorschüsse dürfen 20 % des Zuschusses, der auf Grundlage des Betrages des vergebenen Auftrags berechnet wird, nicht übersteigen. Diese Summe wird der begünstigten Einrichtung überwiesen, nachdem die Region die Anweisung, die Arbeiten zu beginnen, erhalten hat.

b) Ein erster Vorschuß, dessen Pauschalbetrag auf 5 % des auf Grundlage des geschätzten Wertes des Auftrages berechneten Zuschusses festgesetzt wird, darf für Vorentwurf- und Entwurfstudien bewilligt werden. Diese Summe wird der begünstigten Einrichtung überwiesen, nachdem die Region bei der Vorlage des Vorentwurfs die Bewertung des Auftrages genehmigt hat.

3° Arbeiten im Rahmen einer Neubelebung der Lebenszentren, und die damit verbundenen Gebühren und sonstigen Ausgaben.

Was die Arbeiten, Gebühren und Nebenkosten betrifft, wird dieser Vorschuß auf Grundlage der Fortschrittserklärungen bis zu 90 % des Betrags des zugewiesenen Auftrags ausgezahlt; die Auszahlung des Restbetrags erfolgt nach der Schlußabrechnung. Was die Honorare für die Planung, Führung und Aufsicht der Arbeiten betrifft, dürfen Abschlagszahlungen auf der Basis der geleisteten Dienste und entsprechend der vertraglich bestimmten Teilzahlungen ausgezahlt werden.

Was die für die Erledigung des Geschäfts notwendigen Anschaffungen betrifft, dürfen Abschlagszahlungen auf Vorlage der Verkaufszusage ausgezahlt werden.

Art. 34 - Der Wallonischen Regierung wird gestattet, innerhalb der Begrenzungen der in der Basiszuwendung 63.05 des Programms 04 des Organisationsbereichs 14 eingetragenen Haushaltsmittel, den durch Katastrophen betroffenen Gemeinden Beihilfe zu leisten, damit diese, in Erwartung der Beihilfe des Katastrophenfonds, den Geschädigten beitreibbare Vorschüsse gewähren können.

KAPITEL V — Schuld

Art. 35 - In Abweichung von Artikel 12 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister des Haushalts die die Schuld betreffenden Basiszuwendungen der Programme von den Organisationsbereichen 40 und 41, ungeachtet deren Betrag, zwecks Ergänzung des zur Zahlung der Zinsen der durch die Region aufgenommenen Anleihen erforderlichen Betrags übertragen.

Art. 36 - Der Minister des Haushalts darf der Finanzverwaltung erlauben, innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel oder ggf. der zum Schuldendienst für bestimmte Anleihen zweckbestimmten Einnahmen und zu Lasten eines nachträglichen Ausgleichs die Ausgaben bezüglich der Schuld zu Lasten der Basiszuwendungen der Programme der Organisationsbereiche 40 und 41 durch Vorschüsse zu zahlen.

Art. 37 - Der Minister des Haushalts darf innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel oder ggf. der zum Schuldendienst für bestimmte Anleihen zweckbestimmten Einnahmen die Ausgaben bezüglich der Schuld zu Lasten der Basiszuwendungen der Programme der Organisationsbereiche 40 und 41 durch Ausgabenanweisungen zahlen, die nicht mit dem vorherigen Sichtvermerk des Rechnungshofs versehen sind.

KAPITEL VI. — Sonderabschnitt

Art. 38 - In Abweichung von Artikel 16 des Gesetzes vom 28. Juni 1989 zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, finden 1997 die Bestimmungen der Artikel 1 und 5 des genannten Gesetzes keine Anwendung, was die im Titel IV der diesem Dekret beiliegenden Tabelle dargestellten Fonds betrifft.

Art. 39 - Die Anordnungsart der Guthaben, die unter den im Titel IV der diesem Dekret beiliegenden Tabelle eingetragenen Fonds vermerkt sind, ist neben der Artikelnummer oder neben der Litera angegeben, die sich auf jedes von ihnen bezieht.

Die Fonds, deren Ausgaben dem vorherigen Sichtvermerk des Rechnungshofes unterliegen, sind mit dem Kennzeichen A bezeichnet.

Die Fonds und Rechnungen, über die die Rechnungsführer, die deren Einnahmen getätigt haben, unmittelbar verfügen, sind mit dem Kennzeichen C bezeichnet.

Art. 40 - Zu Lasten der Fonds der im Titel IV der diesem Dekret beiliegenden Tabelle aufgeführten Organisationsbereiche 31 und 34 dürfen 1997 keine neuen Verbindlichkeiten eingegangen werden.

Art. 41 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, darf sich über den Betrag der verfügbaren Einnahmen von Artikel 60.02.A.01 (EFRE), 60.02.A.02 (EAGFL) 60.02.A.03 (FSE), 60.02.A.05 (IFOP), und 60.02.A.06 (LIFE) von Organisationsbereich 10, Teil 1, Titel IV hinaus, zu in Höhe der durch die EWG als Beteiligung festgesetzten Beträge veranschlagten Ausgaben verpflichten.

KAPITEL VII — Regionale Unternehmen

Art. 42 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan der "Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau" (regionales Unternehmen für die Herstellung und Zuleitung des Wassers) für das Jahr 1997 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 1.689,1 Millionen Francs für die Einnahmen und auf 1.689,1 Millionen Francs für die Ausgaben.

Art. 43 - In Abweichung von Artikel 116 der koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, mit dem Einverständnis des Ministers des Haushalts jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

Art. 44 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des "Office régional wallon des Déchets" (Wallonisches Regionalamt für Abfälle) für das Jahr 1997 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 2.386,2 Millionen Francs für die Einnahmen und auf 2.386,2 Millionen Francs für die Ausgaben.

Art. 45 - In Abweichung von Artikel 116 der koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, mit dem Einverständnis des Ministers des Haushalts jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Office régional wallon des Déchets" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

KAPITEL VIII — Getrennt verwaltete regionale Dienststellen

Art. 46 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan der "Agence wallonne à l'Exportation" (Wallonische Exportagentur) für das Jahr 1997 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 1.054,0 Millionen Francs für die Einnahmen und, für die Ausgaben, auf 1.179,7 Millionen Francs als Verpflichtungsmittel und auf 974,9 Millionen Francs als Zahlungsmittel.

Art. 47 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des "Office de Promotion des Voies navigables" (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen) für das Jahr 1997 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 11,6 Millionen Francs für die Einnahmen und auf 11,6 Millionen Francs für die Ausgaben.

Art. 48 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören, darf mit dem Einverständnis des Ministers des Haushalts jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Office de Promotion des Voies navigables" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

Art. 49 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des "Office wallon de Développement rural" (Wallonisches Amt für Ländliche Entwicklung) für das Jahr 1997 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 399,9 Millionen Francs für die Einnahmen und, für die Ausgaben, auf 487,3 Millionen Francs als Verpflichtungsmittel und auf 399,9 Millionen Francs als Zahlungsmittel.

Art. 50 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flurbereinigung gehört, darf mit dem Einverständnis des Ministers des Haushalts jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Office wallon de Développement rural" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

KAPITEL IX — Einrichtungen öffentlichen Interesses

Art. 51 - Der diesem Dekret beiliegende Haushaltsplan des "Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine" (Wallonischer Fonds zur Gewährung von Vorschüssen zwecks Wiederherstellung der durch Entnahme und Hochpumpen des Grundwassers entstandenen Schäden) des Jahres 1997 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 26,5 Millionen Francs für die Einnahmen und auf 26,5 Millionen Francs für die Ausgaben.

Art. 52 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des "Centre régional d'aide aux Communes" (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden) für das Jahr 1997 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 76.992.548 Francs für die Einnahmen und auf 76.992.548 Francs für die Ausgaben.

Art. 53 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) für das Jahr 1997 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 553.238.414 Francs für die Einnahmen und auf 553.238.414 Francs für die Ausgaben.

Art. 54 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Forschung gehört, darf mit dem Einverständnis des Ministers des Haushalts jede Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des "Institut scientifique de Service public" eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

Art. 55 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des psychiatrischen Krankenhauses "Les Marronniers" in Tournai für das Jahr 1997 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 1.239.107.664 Francs für die Einnahmen und auf 1.239.107.664 Francs für die Ausgaben.

Art. 56 - Der dem vorliegenden Dekret beigefügte Haushaltsplan des psychiatrischen Krankenhauses "Le Chêne aux Haies" in Mons für das Jahr 1997 wird genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 773.435.000 Francs für die Einnahmen und auf 773.435.000 Francs für die Ausgaben.

KAPITEL XX — Sonstige Bestimmungen

Art. 57 - Die Wallonische Regierung wird bis zum 31. Dezember 1997 dazu ermächtigt, die Zinsenlasten der durch Gemeinden, die 1993 durch Katastrophen betroffen wurden, beim Gemeindegeld Belgiens oder bei durch die Wallonische Regierung anerkannten Finanzeinrichtungen aufgenommenen Anleihen zu übernehmen, damit diese Gemeinden in Erwartung der Beihilfe des Katastrophenfonds den Geschädigten die allernotwendigsten betreibbaren Vorschüsse gewähren können.

Diese Übernahme darf sich auf Anleihen beziehen, deren Gesamtvolumen 400 Millionen Francs, einschließlich der 1994 bewilligten Anleihen, nicht übersteigt.

Art. 58 - In Abweichung von Artikel 12 des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordination der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Technologien gehören, mit Einwilligung des Ministers des Haushalts, innerhalb der Programme 2 und 3 von Organisationsbereich 12 die notwendigen Haushaltsmittel der für die Europäische Mitfinanzierung vorgesehenen besonderen Zuwendungen auf die normalen Basiszuwendungen übertragen.

Art. 59 - In Abweichung von Artikel 3 Absatz 2 des Dekrets vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten, in seiner durch Artikel 13 des Dekrets vom 24. November 1994 zur Auflösung des "Office de la Navigation" (Schiffahrtsamt) und zur Errichtung des "Office de Promotion des Voies navigables" abgeänderten Fassung, wird ein durch die Wallonische Regierung festgelegter Betrag gemäß von ihr beschlossenen Modalitäten von allen Zahlungen, die durch die ordnungsmäßigen Bestimmungen über die Benutzung des Wasserstraßen und deren Nebenanlagen vorgeschrieben werden, mit Ausnahme des Anteils der in Artikel 11, 1° des Dekrets vom 24. November 1994 erwähnten Schiffahrtsrechte, vorrangig abgezogen, und zwar zugunsten der "Société de financement complémentaire des infrastructures" (Gesellschaft zur zusätzlichen Finanzierung der Infrastrukturen).

Art. 60 - In Abweichung von Artikel 12 des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1991 zur Koordination der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates darf der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und das Transportwesen gehören, mit Einwilligung des Ministers des Haushalts Mittelübertragungen auf die Basiszuwendung 34.02 Programm 02 Organisationsbereich 50 aus aufgegliederten Mitteln der folgenden Programme vornehmen:

- 01 der Organisationsbereiche 51 und 52;
- 01, 03 und 05 von Organisationsbereich 53;
- 01 und 02 von Organisationsbereich 54.

KAPITEL XI — Schlußbestimmungen

Art. 61 - Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1997 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 5. Dezember 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

ALLGEMEINER AUSGABENHAUSHALTSPLAN DER WALLONISCHEN REGION FÜR DAS HAUSHALTSJAHR 1997

		Aufgegliederte Mittel		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabe- ermächti- gungen
	Organisationsbereich 01. Dotation an das Wallonische Parlament			
Programm 01.00	Dotation an das Wallonische Parlament	889,0	0	0
Programm 01.01	Dotation an den Vermittlungsdienst der Wallonischen Region	33,7	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 01.	922,7	0	0
	Organisationsbereich 02. Kabinettausgaben Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Touris- mus und dem Erbe			
Programm 02.00	Existenzmittel	225,4	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 02.	225,4	0	0
	Organisationsbereich 03. Kabinettausgaben des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens			
Programm 03.00	Existenzmittel	167,5	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 03.	167,5	0	0
	Organisationsbereich 04. Kabinettausgaben des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes.			
Programm 04.00	Existenzmittel	163,1	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 04.	163,1	0	0
	Organisationsbereich 05. Kabinettausgaben des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung			
Programm 05.00	Existenzmittel	213,8	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 05.	213,8	0	0
	Organisationsbereich 06 Kabinettausgaben des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen			
Programm 06.00	Existenzmittel	147,9	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 06.	147,9	0	0

		Aufgegliederte Mittel		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabe- ermächti- gungen
	Organisationsbereich 07. Kabinettausgaben des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens			
Programm 07.00	Existenzmittel	151,2	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 07.	151,2	0	0
	Organisationsbereich 08. Kabinettausgaben des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft			
Programm 08.00	Existenzmittel	210,6	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 08.	210,6	0	0
	Organisationsbereich 09. Dienststellen der Wallonischen Regierung und Einrichtungen, die keiner Verwaltungsabteilung angegliedert sind			
Programm 09.01	Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region	116,9	0	0
Programm 09.02	Sozialdienst	73,0	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 09.	189,9	0	0
	Organisationsbereich 10. Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region			
Programm 10.01	Allgemeine Personalverwaltung des Ministeriums	6.243,6	0	0
Programm 10.02	Präsidenschaft, Sekretariat der Wallonischen Regierung und Kanzlei	77,9	0	0
Programm 10.03	Verwaltungsbezogene Datenverarbeitung	260,9	0	0
Programm 10.04	Regionale Statistik	24,6	0	0
Programm 10.05	Juristische Direktion	4,2	0	0
Programm 10.06	Öffentlicher Dienst, Ausbildung und Nutzung der menschlichen Mittel	1,1	39,0	34,0
Programm 10.07	Schatzamt, Haushalt und Finanzen	947,2	0	0
Programm 10.12	Kommunikation und Information	36,5	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 10.	7.596,0	39,0	34,0
	Organisationsbereich 11. Wirtschaft, Beschäftigung und Berufsausbildung			
Programm 11.01	Wirtschaftsaufschwung	548,5	5.955,8	6.084,6
	Errichtungsfonds: Fonds für die Erneuerung der Industrie (erster, zweiter und dritter Auftrag).			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	4,1	4,1
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	0	0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	4,1	4,1
	Ausgaben zu Lasten des Fonds	0	0	0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	4,1	4,1
Programm 11.02	Umstrukturierung und Entwicklung	85,0	1.900,0	1.900,0

		Aufgegliederte Mittel		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabe- ermächti- gungen
Programm 11.03	Industriegebiete	3,0	935,0	1.020,1
Programm 11.04	Wirtschaftspolitik Koordinierung, Regelung, Qualitätszeichen und Information über die Beihilfen	15,5	0	0
Programm 11.05	Förderung der ausländischen Investitionen	71,0	7,7	7,0
Programm 11.06	KMB und Mittelstand	159,3	2.676,0	2.494,0
Programm 11.08	Förderung der Beschäftigung	179,5	116,0	56,0
Programm 11.09	Forem	2.457,2	0	0
	Errichtungsfonds: Haushaltsfonds in Sachen beschäftigung			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	14,5	41,9
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	155,0	155,0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	169,5	196,9
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	155,0	155,0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	14,5	41,9
Programm 11.10	Durch die Verwaltung geführter Plan zur Behebung der Arbeitslosigkeit, dessen Kostenübernahme jedoch durch Vermittlung des Forem gewährleistet wird	9.449,6	0	0
Programm 11.11	Unmittelbar durch die Verwaltung geführter Plan zur Behebung der Arbeitslosigkeit	4.838,6	520,6	443,2
Programm 11.13	Fortbildung der Angestellten und Beamten außerhalb des Forem	267,0	69,2	53,2
Programm 11.14	Forem - Fortbildung	2.493,9	0	0
Programm 11.15	Landwirtschaftliche Fortbildung	34,2	0	0
Programm 11.16	Fortbildung der Selbständigen	725,2	10,0	10,0
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 11.	21.327,5	12.345,3	12.223,1
	Organisationsbereich 12.			
	Technologien und Forschung			
Programm 12.01	Energie	21,0	334,0	335,0
Programm 12.02	Forschung	324,0	1.352,7	1.336,4
Programm 12.03	Beihilfen an Unternehmen	0	1.262,3	1.132,7
Programm 12.05	Fonds für Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region in Sachen Forschung und Technologie			
	Errichtungsfonds: Fonds zur Finanzierung der Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region in Sachen Forschung und Technologie			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	93,0	621,6
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	150,0	150,0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	243,0	771,6
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	243,0	150,0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	0	621,6
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 12.	345,0	3.192,0	2.954,1

		Aufgegliederte Mittel		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabe- ermächti- gungen
	Organisationsbereich 13. Naturschätze und Umwelt.			
Programm 13.01	Forstwesen	125,0	228,0	235,0
	Errichtungsfonds: Fonds für die Verwaltung der Wälder der ehemaligen "Gruerie d' Arlon" (Artikel 7 des Staatsforstgesetzes vom 26. Juli 1952).			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	34,6	35,7
	Einnahmen des laufenden Jahres		0	10,0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	44,6	45,7
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	12,0	10,0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	32,6	35,7
	Errichtungsfonds: Fonds für die Verwaltung des Waldes von Herbeumont (Artikel 1, 16, des Staatsforstgesetzes vom 1. Juli 1983)			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	26,3	26,3
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	3,0	3,0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	29,3	29,3
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	3,0	3,0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	26,3	26,3
Programm 13.02	Erhaltung der Natur	103,7	198,0	194,1
Programm 13.03	Umwelt	252,9	1,0	3,0
	Errichtungsfonds: Fonds zur Verwaltung der Abfallstoffe (Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle)			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	0	95,2
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	1.535,0	1.535,0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	1.535,0	1.630,2
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	1.535,0	1.535,0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	0	95,2
Programm 13.04	Bodenschätze	40,5	10,0	12,4
Programm 13.05	Wasser (Kontrolle, Verwaltung und Herstellung)	351,7	499,0	728,4
	Errichtungsfonds: Fonds für den Schutz von aufbereitablem Wasser (Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser)			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	1.750,5	2.399,6
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	1.200,0	1.200,0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	2.950,5	3.599,6
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	1.321,5	1.200,0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	1.629,0	2.399,6
	Errichtungsfonds: Fonds für den Schutz von Grundwasser (Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser)			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	0	5,0
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	100,0	100,0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	100,0	105,0
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	80,0	100,0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	20,0	5,0

		Aufgegliederte Mittel		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabe- ermächti- gungen
Programm 13.06	Schutz vor Wasserverschmutzung Errichtungsfonds: Fonds für den Schutz der Oberflächengewässer (Dekret vom 30. April 1990 bezüglich der Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern)	1.018,3	0	172,5
	Saldo am 1. Januar 1996	0	- 4.167,7	845,0
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	2.659,5	2.659,5
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	- 1.508,2	3.504,5
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	4.298,8	2.659,5
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	- 5.807,0	845,0
Programm 13.08	Kontrolle der Umweltverschmutzung	73,2	0	14,0
Programm 13.09	Vorbeugung der Umweltverschmutzung	95,0	16,0	8,5
Programm 13.10	Jagd, Fischfang und Fischzucht	19,6	47,3	42,6
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 13.	2.079,9	8.249,6	6.918,0
	Organisationsbereich 14. Lokale Behörden.			
Programm 14.01	Aufsicht	48,9	0	0
Programm 14.02	Allgemeine Finanzierung der Gemeinden	34.310,8	150,0	120,0
Programm 14.03	Allgemeine Finanzierung der Provinzen	4.404,0	18,0	18,0
Programm 14.04	Bezuschufte Arbeiten	5,5	2.520,5	1.875,2
Programm 14.05	Sportinfrastruktur	24,0	661,9	651,0
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 14.	38.793,2	3.350,4	2.664,2
	Organisationsbereich 15. Raumordnung und Wohnungswesen.			
Programm 15.01	Raumordnung und Städtebau	87,9	147,4	132,8
Programm 15.02	Stadterneuerung und Sanierung der stillgelegten Gewerbebetriebsgelände	44,5	780,9	773,8
	Errichtungsfonds: Fonds zur Erneuerung der wallonischen Industriegebiete (Gesetz vom 27. Juni 1978)			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	0	0
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	0	0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	0	0
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	0	0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	0	0
Programm 15.04	Wohnungswesen: Privatssektor	1.319,8	2.160,0	1.779,5
Programm 15.05	Wohnungswesen: öffentlicher Sektor	679,3	2.570,9	2.040,8
Programm 15.06	Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen.	202,8	844,5	689,0
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 15.	2.334,3	6.503,7	5.415,9
	Organisationsbereich 16. Auswärtige Beziehungen.			
Programm 16.01	Außenhandel	280,0	0	0
Programm 16.02	Förderung der Region auf internationaler Ebene	205,0	77,0	42,8
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 16.	485,0	77,0	42,8

		Aufgegliederte Mittel		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabe- ermächti- gungen
	Organisationsbereich 17. Soziale Maßnahmen und Gesundheitswesen.			
Programm 17.01	Gesundheitswesen	230,9	1.114,6	950,6
Programm 17.02	Geistesgesundheit	900,6	0	0
Programm 17.03	Soziale Maßnahmen	263,0	0	0
Programm 17.04	Familie und Senioren	2.599,1	465,0	339,0
Programm 17.06	Personen mit Behinderung	10.125,8	0	100,0
Programm 17.07	Soziale Eingliederung der Einwanderer	61,9	0	0
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 17.	14.181,3	1.579,6	1.389,6
	Organisationsbereich 18. Tourismus.			
Programm 18.01	Tourismus	445,2	587,0	711,3
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 18.	445,2	587,0	711,3
	Organisationsbereich 19. Landwirtschaft			
Programm 19.01	Landwirtschaft, Schlachthöfe und Land- und Ernährungswirtschaft	772,3	2.447,0	1.297,5
Programm 19.02	Ländliche Entwicklung	302,0	285,0	288,3
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 19.	1.074,3	2.732,0	1.585,8
	Organisationsbereich 40 Allgemeine Schuldenlast			
Programm 40.01	Allgemeine Schuldenlast	5.578,6	0	0
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 40.	5.578,6	0	0
	Organisationsbereich 41 Indirekte Schuldenlast			
Programm 41.01	Umstrukturierung und Entwicklung	1.439,0	0	0
Programm 41.02	Industriegebiete	90,4	0	0
Programm 41.03	Fortbildung der Selbständigen	117,7	0	0
Programm 41.04	Wasser (Kontrolle, Verwaltung und Herstellung)	1.333,0	0	0
Programm 41.05	Schutz vor Wasserverschmutzung	39,0	0	0
Programm 41.06	Allgemeine Finanzierung der Gemeinden	595,7	0	0
Programm 41.07	Bezuschufte Arbeiten	2.022,0	0	0
Programm 41.08	Sportinfrastruktur	61,6	0	0
Programm 41.09	Wohnungswesen: Privatsektor	449,0	0	0
Programm 41.10	Wohnungswesen: öffentlicher Sektor	2.033,6	0	0
Programm 41.11	Gesundheitswesen	1.002,0	0	0
Programm 41.12	Soziale Maßnahmen	95,0	0	0
Programm 41.13	Personen mit Behinderung	63,6	0	0
Programm 41.14	Tourismus	2,5	0	0
Programm 41.15	Landwirtschaft, Schlachthöfe und Land- und Ernährungswirtschaft	106,0	0	0
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 41.	9.450,1	0	0

		Aufgegliederte Mittel		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabe- ermächti- gungen
	Organisationsbereich 50. Generalsekretariat des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen			
Programm 50.01	Allgemeine Personalverwaltung des Ministeriums	5.394,1	0	0
Programm 50.02	Funktionskosten und Leistungen durch Drittpersonen	81,4	10,0	10,0
Programm 50.03	Immobilienverwaltung und Gebäude	935,0	0	0
Programm 50.04	Niederlassung der Immobilien	346,0	472,8	601,4
Programm 50.05	Ausrüstung und Lieferungen	264,9	0	0
Programm 50.06	EDV-Verwaltung des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen	260,0	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 50.	7.281,4	482,8	611,4
	Organisationsbereich 51. Wegenetz der Region.			
Programm 51.01	Bau des Wegenetzes	1.552,9	2.725,4	2.910,9
Programm 51.02	Pflege und Instandhaltung des Wegenetzes	50,0	3.682,4	3.492,2
	Errichtungsfonds: Verkehrs- und Havariefonds (Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	0	179,6
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	179,0	179,0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	179,0	358,6
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	179,0	179,0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	0	179,6
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 51.	1.602,9	6.586,8	6.582,1
	Organisationsbereich 52. Wasserwege der Region.			
Programm 52.01	Investitionen für Wasserwege, Häfen und Zufahrtswege, sowie für Staudämme und Sparbecken	1,0	1.638,0	1.989,0
Programm 52.02	Pflege und Instandhaltung der Wasserwege	30,5	940,0	916,0
	Errichtungsfonds: Verkehrs- und Havariefonds (Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	474,7	485,0
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	202,0	202,0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	676,7	687,0
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	205,0	202,0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	471,7	485,0
Programm 52.03	Förderung der Binnenschifffahrt	3,5	0	0
	Gesamtbeiträge für Organisationsbereich 52.	35,0	2.783,0	3.107,0

		Aufgegliederte Mittel		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabe- ermächti- gungen
	Organisationsbereich 53.			
	Technische Dienststellen.			
Programm 53.01	Elektrizität - Wegenetz - Bau	0	293,2	380,0
Programm 53.02	Elektrizität - Wegenetz - Instandhaltung	0	1.223,2	1.140,0
Programm 53.03	Elektrizität - Wasserwege - Bau	0	258,4	160,0
Programm 53.04	Elektrizität - Wasserwege - Instandhaltung	0	285,0	297,0
Programm 53.05	Fernmeldenetz - Bau	43,5	840,5	406,5
Programm 53.06	Fernmeldenetz - Instandhaltung	0	186,0	174,0
Programm 53.07	Landschaftliche Integration	0	52,4	52,0
Programm 53.08	Kartographie	87,0	0	10,0
Programm 53.09	Ausrüstung des wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen	357,4	0	1,0
	Errichtungsfonds: Fonds der technischen Studien (Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	0	34,2
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	25,0	25,0
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	25,0	59,2
	<u>Ausgaben zu Lasten des Fonds</u>	0	25,0	25,0
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	0	34,2
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 53.	487,9	3.163,7	2.645,5
	Organisationsbereich 54.			
	Transportwesen.			
Programm 54.01	Öffentliche Stadt- und Nahverkehrsmittel	8.866,2	414,3	365,4
Programm 54.02	Regionale Flughäfen und -plätze	263,2	272,0	488,5
	Binnenschifffahrt	2,3	0	0
Programm 54.04	Förderung und Koordination des Transports und Miete von Kfz	7,5	77,0	127,0
Programm 54.05	Schülertransport	796,7	0	0
	Gesamtbeträge für Organisationsbereich 54.	9.935,9	763,3	980,9
	ALLGEMEINE GESAMTBETRÄGE	125.425,6	52.435,2	47.865,7
	<u>Worunter Errichtungsfonds:</u>			
	Saldo am 1. Januar 1996	0	- 1.770,0	4.773,2
	Einnahmen des laufenden Jahres	0	6.218,5	6.218,5
	Verfügbar für das Jahr 1996	0	4.448,5	10.991,7
	<u>Ausgaben zu Lasten der Fonds</u>	0	8.057,3	6.218,5
	Saldo am 31. Dezember 1996	0	- 3.608,8	4.773,2

Titel IV. — Sonderabschnitt

(In Millionen Francs)

Antweisender Minister	Verw.	Artikel	Bezeichnungen	Saldo am 1. Januar 1997	Einnahmen des Jahres	Ausgaben des Jahres	Saldo am 31. Dezember 1997
			TEIL I.				
			Geschäfte, die durch laufende Einnahmen finanziert werden				
			Abschnitt 10.				
VA	DGEE	60 02 A	01. Fonds zur Durchführung von besonderen, vom E.F.R.E. finanzierten Programmen	0	4.417,7	4.417,7	0
VA	DGA		02. Fonds zur Durchführung von besonderen, vom E.A.G.F.L. finanzierten Programmen	123,0	234,1	341,5	15,6
VA	DGEE		03. Fonds zur Durchführung von besonderen, vom E.S.F. finanzierten Programmen	47,6	0	0	47,6
VA	DGEE		04. Fonds zur Durchführung von besonderen, von den Europäischen Gemeinschaften im Rahmen des "P.D.I." finanzierten Programmen	11,4	0	0	11,4
VA	DGRNE		05. Fonds zur Durchführung von besonderen, vom I.F.O.P. finanzierten Programmen	6,0	0	0	6,0
LU	DGRNE	60 03 C	Fonds zur Durchführung von besonderen, vom L.I.F.E. finanzierten Programmen	6,3	0	6,3	0
TA	DGATL	60 03 C	Fonds zur Verwaltung des regionalen Immobilienvermögens, das nicht für die Verwaltung bestimmt ist	1,0	10,0	10,0	1,0
LU	DGRNE	60 04 C	Fischzuchtfonds (Gesetz vom 1. Juli 1954)	7,8	32,9	38,0	2,7
			Gesamtbeiträge für Abschnitt 10.	203,1	4.694,7	4.813,5	84,3
			Abschnitt 31.				
VA	DTDB	66 08 A	Fonds zur Sicherstellung der Festlegung und Zahlungsanweisung der Ausgaben in Sachen Parallelkredite	5,7	0	5,7	0
			Gesamtbeiträge für Abschnitt 31.	5,7	0	5,7	0
			Abschnitt 34.				
CO	DGEE	60 01 A	01. Fonds für Wirtschaftsaufschwung und regionale wirtschaftliche Anpassung (Königlicher Erlaß N° 1 vom 18. April 1967).- Bereich Wirtschaft	46,3	0	0	46,3
			Gesamtbeiträge für Abschnitt 34.	46,3	0	0	46,3
			Gesamtbeiträge für Titel IV, Teil I.	255,1	4.694,7	4.819,2	130,6

Anwei- sender Minister	Verw.	Artikel	Bezeichnungen	Saldo am 1. Januar 1997	Ein- nahmen des Jahres	Ausgaben des Jahres	Saldo am 31. Dezember 1997
			TEIL II.				
			Geschäfte, die durch Kapitaleinnahmen finanziert werden				
			Abschnitt 10.				
LU	DGRNE	60 03 A	Beteiligung im Hinblick auf die Schaffung von Bauerwartungsland, entweder durch Erwerb, oder durch Zuschüsse an öffentliche Einrichtungen bzw. untergeordnete Behörden, oder durch betreibbare Vorschüsse an diese Einrichtungen bzw. Behörden	3,5	0	0	3,5
CO	DGEE	60 05 A	Fonds für die Entschädigung der im Rahmen der Wirtschaftsaufschwungsgesetze durchgeführten Ent- eignungen	74,8	0	0	74,8
			Gesamtbeiträge für Abschnitt 10.	78,3	0	0	78,3
			Abschnitt 33.				
LU	DGRNE	63 01 A	Fonds zur Gewährung betreibbarer Vorschüsse an das "Office wallon de Développement rural" für die Ausführung der Artikel 56 und 57 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 betreffend die gesetzliche Flurberein- igung der ländlichen Güter und des Artikels 76 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 betreffend die gesetzliche Flurbereinigung der ländlichen Güter bei der Aus- führung von großen Infrastrukturarbeiten	33,9	0	0	33,9
			Gesamtbeiträge für Abschnitt 33.	33,9	0	0	33,9
			Abschnitt 34.				
CO	DGEE	60 01 A	01. Fonds für Wirtschaftsaufschwung und regionale wirtschaftliche Anpassung - Bereich Wirtschaft (Auf- schwungsgesetze)	90,8	0	0	90,8
CO	DGEE		03. Fonds für Wirtschaftsaufschwung und regionale wirtschaftliche Anpassung - Bereich öffentliche Arbei- ten	100,3	0	0	100,3
CO	DGEE		06. Fonds für Wirtschaftsaufschwung und regionale wirtschaftliche Anpassung - Bereich Wirtschaft, Umstrukturierung, - Ausführung durch die Exeku- tive von Artikel 2 § 3 des Gesetzes vom 2. April 1962	103,4	0	0	103,4
			Gesamtbeiträge für Abschnitt 34.	294,5	0	0	294,5
			Abschnitt 38.				
LU	DGRNE	60 08 A	Fonds zur Bekämpfung der Umweltbelastigung in der wallonischen Region	56,2	0	0	56,2
			Gesamtbeiträge für Abschnitt 38.	56,2	0	0	56,2
			Abschnitt 40.				
LU	DGRNE	60 01 A	Fonds für Wirtschaftsaufschwung und regionale wirtschaftliche Anpassung (Königlicher Erlaß Nr. 1 vom 18. April 1967)	62,4	0	0	62,4
			Gesamtbeiträge für Abschnitt 40.	62,4	0	0	62,4
			Gesamtbeiträge für Titel IV, Teil II.	447,0	0	0	447,0
			GESAMTBETRÄGE FÜR TITEL IV.	702,1	4.694,7	4.819,2	577,6

Titel V. — Regionales Unternehmen

(In Millionen Francs)

Anweisender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
				Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabe- ermächti- gungen
		REGIONALES UNTERNEHMEN FÜR DIE HERSTELLUNG UND DIE ZULEITUNG DES WASSERS			
		AUSGABEN			
		Abschnitt I. - Laufende Geschäfte			
LU	11.03	Besoldungen und Zulagen für das aktive und beurlaubte Personal des regionalen Unternehmens	130,0		
LU	11.04	Zulagen jeglicher Art an das aktive und beurlaubte Personal des regionalen Unternehmens	4,0		
LU	12.01	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und von intellektuellen Dienstleistungen an das regionale Unternehmen, zur Verwirklichung deren Aufgaben	159,0		
LU	12.02	Entschädigungen jeglicher Art an das Personal für wirkliche Lasten und materielle Schäden, und Fahrtkosten bezüglich der Dienstreisen (einschließlich der Beteiligung des Arbeitgebers am Preis der Sozialabonnements)	1,7		
LU	12.05	Abgabe und Gebühr in Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990	108,0		
LU	21.01	Geschuldete Zinsen	0		
LU	33.01	Verschiedene Vergütungen an Drittpersonen infolge der Haftung des Unternehmens	1,0		
LU	41.01	Übertragung an das regionale Schatzamt	0		
LU	03.01	Speisung des Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	0		
LU	03.02	Speisung des Reservefonds	208,3		
LU	03.03	Speisung des Erneuerungsfonds	0		
LU	03.04	Speisung des Tilgungsfonds	126,4		
		Gesamtbeträge für Abschnitt I.	738,4	—	—
		Abschnitt II. - Kapitalgeschäfte			
LU	71.01	Erwerb von Grundstücken und Gebäuden im Zusammenhang mit der Tätigkeit des Unternehmens		0	0
LU	73.01	Ausgaben bezüglich der durch das Unternehmen ausgeführten Arbeiten und Anschaffungen, einschließlich der Kosten und Studien		30,0	272,4
LU	73.02	01. Arbeiten und Studien in Sachen Herstellung und Zuleitung des Wassers, einschließlich der großen hydraulischen Arbeiten		10,0	99,4
LU		02. Arbeiten und Studien in Sachen Herstellung und Zuleitung des Wassers.- Anwendung des Dekrets vom 30. April 1990 bezüglich des kohlenhaltigen Kalksteins, einschließlich der Beteiligung der EG (Ziel 1)		565,4	372,2
LU	73.20	Verbesserungsarbeiten und außergewöhnliche Instandhaltungsarbeiten, mit Inbegriff der Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990		118,5	191,7
LU	74.01	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel		15,0	15,0
		Gesamtbeträge für Abschnitt II.	—	738,9	950,7
		Gesamtbeträge für die Ausgaben	738,4	738,9	950,7

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Festgestellte Anrechte		
		EINNAHMEN			
		Abschnitt I. - Laufende Geschäfte			
LU	16.01	Verkauf von Wasser und Strom	523,6		
LU	16.02	Erträge in Zusammenhang mit den besonderen Aufträgen des Unternehmens	0,4		
LU	16.04	Sonstige Erträge	1,7		
LU	08.01	01. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region: Funktion			
		02. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region in Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990			
LU	08.02	Zuschuß der wallonischen Region für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber			
LU	08.03	01. Zinsen der angelegten Fonds	5,0		
LU		02. Abbuchung aus dem Tilgungsfonds	206,7		
		03. Abbuchung aus dem Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	1,0		
		Gesamtbetrag für Abschnitt I.	738,4	—	—
		Abschnitt II. - Kapitalgeschäfte			
	08.04	01. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region	0		
		02. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region in Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990	186,1		
		03. Finanzielle Beteiligung der europäischen Gemeinschaft (Ziel 1)	186,1		
	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen			
	08.06	Abbuchung aus dem Erneuerungsfonds			
	08.07	Abbuchung aus dem Reservefonds	578,5		
		Gesamtbetrag für Abschnitt II.	950,7	—	—
		Gesamtbeträge für die Einnahmen	1.689,1	—	—

(In Millionen Francs)

Anweisender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Nicht auf-geliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
				Verpflichtungs-ermächti-gungen	Ausgabe-ermächti-gungen
		WALLONISCHES REGIONALAMT FÜR ABFÄLLE			
		AUSGABEN			
		Abschnitt I. - Laufende Geschäfte			
LU	11.03	Besoldungen und Zulagen für das aktive und beurlaubte Personal des regionalen Unternehmens und der Dienststellen "saubere Technologien" und "saubere Produkte"	p.m.	—	—
LU	11.04	Zulagen jeglicher Art an das aktive und beurlaubte Personal des regionalen Unternehmens	p.m.	—	—
LU	12.01	Studien, Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufgaben des regionalen Unternehmens	—	3,0	24,1
LU	12.02	Entschädigungen jeglicher Art an das Personal für wirkliche Lasten und materielle Schäden, sowie Fahrkosten bezüglich der Dienstreisen (einschließlich der Beteiligung des Arbeitgebers am Preis der Sozialabonnements)	p.m.	—	—
LU	12.03	Studien, Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Dienstleistungen sowie Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Versammlungskosten	26,0	—	—
LU	12.04	Einsammlung besonderer Abfälle und wiederverwertbarer Materialien	—	152,0	210,2
LU	12.05	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufgaben der Dienststellen "saubere Technologien" und "saubere Produkte"	—	0	0
LU	12.07	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen in Zusammenhang mit der elektronischen Datenverarbeitung in Sachen Abfallverbringung und -vernichtung (nicht beschränkte Haushaltsmittel)	—	34,5	17,0
LU	12.08	Mit der Einziehung der Gebühr für Haushaltsabfälle (nicht beschränkte Haushaltsmittel) verbundene Kosten	46,0	—	—
LU	14.01	Sonderkosten für die Verarbeitung, Verbringung oder Vernichtung der Abfälle, die durch die Region aufgrund der Artikel 16, 21 oder 28 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle verausgabt werden	—	0	0
LU	21.01	Zinsen der Schuld	0	—	—
LU	30.01	Zuschüsse im nicht öffentlichen Bereich in Sachen Abfallverwaltung	0	39,5	40,4
LU	32.01	Funktionskosten der SPAQUE (nicht beschränkte Haushaltsmittel)	64,6	—	—
LU	32.02	Funktionskosten des Ständigen Sekretariats der "Commission inter-régionale de l'emballage"	10,0	—	—
LU	33.01	Verschiedene Entschädigungen an Drittpersonen infolge der Haftung des Unternehmens	0	—	—
LU	43.01	Zuschüsse an untergeordnete Behörden für die Verbesserung in Sachen Verwaltung der Abfälle	167,5	—	—
LU	43.03	Zuschüsse zugunsten der Gemeinden und Interkommunalen, die eine Politik zur Verarbeitung der Abfälle betreiben (nicht beschränkte Haushaltsmittel)	—	300,0	300,0
LU	03.01	Speisung des Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	20,0	—	—
LU	03.02	Speisung des Erneuerungsfonds	0	—	—
LU	03.03	Speisung des Tilgungsfonds	0	—	—
LU	03.04	Speisung des Reservefonds	0	—	—
		Gesamtbeträge für Abschnitt I.	334,1	549,0	591,7

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Nicht auf- geliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
				Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabe- ermächti- gungen
		Abschnitt II. - Kapitalgeschäfte			
LU	50.02	Zuschüsse im nicht öffentlichen Bereich zugunsten des Umweltschutzes	—	0	0
LU	51.01	Vorschüsse an Drittpersonen in Sachen regionale Beteiligung an Sanierungsmaßnahmen	—	200,0	0
LU	60.01	Zuschüsse an den öffentlichen Bereich zugunsten des Umweltschutzes und der Verarbeitung der Abfälle	—	1.625,6	1.365,6
LU	71.01	Erwerb von Grundstücken und Gebäuden in Zusammenhang mit der Tätigkeit des Unternehmens	—	0	0
LU	73.01	Ausgaben bezüglich der durch das Unternehmen ausgeführten Arbeiten und Anschaffungen, einschließlich der Kosten und Studien	—	0	0
LU	74.06	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel für die EDV-Verwaltung der Abfälle	—	9,9	9,8
LU	81.01	Kapitalzuwendungen und beizuhaltende Vorschüsse in Sachen Umwelt und Verarbeitung der Abfälle	—	0	0
LU	81.02	Kapitalzuwendungen und beizuhaltende Vorschüsse in Sachen Umwelt und Verarbeitung der Abfälle	—	100,0	85,0
LU	91.01	Schuldentilgung	0	—	—
		Gesamtbeiträge für Abschnitt II.	0	1.935,5	1.460,4
		Gesamtbeiträge für die Ausgaben	334,1	2.484,5	2.052,1

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Festgestellte Anrechte	
		EINNAHMEN		
		Abschnitt I. - Laufende Geschäfte		
LU	16.01	Verkauf von Dienstleistungen	4,2	
LU	16.02	Verschiedene Erträge	27,0	
LU	06.01	Abbuchung aus dem Fonds für die Verwaltung der Abfallstoffe	1.455,0	
LU	06.02	Dotation der Wallonischen Region für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	0	
LU	06.03	01. Zinsen der angelegten Fonds	0	
LU		02. Abbuchung aus dem Tilgungsfonds	0	
LU		03. Abbuchung aus dem Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	0	
		Gesamtbeitrag für Abschnitt I	1.486,2	
		Abschnitt II. - Kapitalgeschäfte		
LU	96.01	Ertrag der Anleihen	0	
LU	08.04	Dotation der Wallonischen Region	0	
LU	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen	0	
LU	08.06	Abbuchung aus dem Erneuerungsfonds	0	
LU	08.07	Abbuchung aus dem Erneuerungsfonds	900,0	
		Gesamtbeitrag für Abschnitt II	900,0	
		Gesamtbeiträge für die Einnahmen	2.386,2	

Titel VI. — Getrennt verwaltete Dienststelle

(In Millionen Francs)

Anweisender Minister	Artikel	Bezeichnungen	1997		
		WALLONISCHE EXPORTAGENTUR (AWEX) ABSCHNITT I. - LAUFENDE GESCHÄFTE. A. Einnahmen			
CO	12.01	Rückzahlung der betreibbaren Vorschüsse an Wirtschafts- und Handelsattachés	0,00		
CO	16.01	Rückzahlung von Dienstleistungen	15,00		
CO	16.02	Verschiedene Erträge	34,50		
CO	06.01	Beteiligung der wallonischen Region	197,10		
CO	08.01	Am 31. Dezember 1996 verfügbarer Saldo, einschließlich des Kassenbestandes des Außenhandelsfonds	600,00		
		Gesamtbetrag für die Einnahmen	846,60		
Anweisender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Nicht aufgelieferte Mittel	Verpflichtungsermächtigungen	Ausgabermächtigungen
		B. Ausgaben.			
CO	11.03	Besoldungen und Zulagen für das vertragliche Personal der regionalen Agentur	22,75	—	—
CO	11.04	Zulagen jeglicher Art für das vertragliche Personal der regionalen Agentur	2,25	—	—
CO	12.02	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufträge der AWEX, insbesondere Kosten der Dienstaufträge, Teilnahme an Messen, Seminaren, Kolloquien, Sitzungen, Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Gutachten, Studien, usw.	265,85	—	—
CO	12.03	Funktionskosten der Vertretungen im Ausland	280,00	—	—
CO	30.01	Zuschuß zur Förderung des Außenhandels sowie der Investitionsbereitschaft im Ausland	71,80	—	—
CO	30.02	Zuschüsse Außenhandelsfonds, Ausbildung, multisektorische Büros, Förderung der KMB, Wirtschaftspartnerschaft und EFRE Programm (Ziele 2 und 5B)	—	193,45	193,45
CO	34.01	Beiträge	10,50	—	—
		Gesamtbetrag für die Ausgaben	653,15	193,45	193,45
		C. Übertragungen			
		D. Einstweilige Mittel.			
CO	11.05	Einstweilige Mittel für die Indexierung der Besoldungen, Kosten der sozialen Planung	0,00		
		Gesamtbetrag für die einstweiligen Mittel	0,00		
		E. Saldo.			
		Einnahmen	846,60		
		Ausgaben	653,15	193,45	193,45
		Einstweilige Mittel			
		Saldo in Zahlungsmitteln	0,00		
		Saldo in Aktionsmitteln	0,00		

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Nicht aufgeliederte Mittel	Verpflichtungs- ermächti- gungen	Ausgabe- ermächti- gungen
		ABSCHNITT II. - KAPITALGESCHÄFTE			
		A. Einnahmen			
CO	81.01	Rückzahlung von Darlehen, Kapitalzuwendungen, Vor- schüssen	5,00		
CO	06.01	Beteiligung der wallonischen Region	82,50		
CO	08.01	Am 31. Dezember 1996 verfügbarer Saldo, einschließlich des Kassenbestandes des Außenhandelsfonds	50,00		
CO	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen	0,00		
		Gesamtbetrag für die Einnahmen	137,50		
		B. Ausgaben.			
CO	71.01	Erwerb von Grundstücken und Gebäuden im Zusammen- hang mit der Tätigkeit der Agentur		—	—
CO	74.06	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel	10,00	—	—
CO	81.01	Rückzahlbare Darlehen, beitreibbare Vorschüsse, Kapital- zuwendungen zur Förderung des Außenhandels und der Investitionen im Ausland	75,00	—	—
CO	81.02	Darlehen Außenhandelsfonds, Kreditlinien, Kapitalbetei- ligungen, Partnerschaftsaktionen und Ausdehnung Außen- handelsfonds		—	—
CO	81.03	Darlehen Außenhandelsfonds, Kreditlinien, Kapitalbetei- ligungen, Partnerschaftsaktionen und Ausdehnung Aus- ßenhandelsfonds	—	52,50	52,50
		Gesamtbetrag für die Ausgaben	85,00	52,50	52,50
		C. Übertragungen.			
		D. Saldo.			
		Einnahmen	137,50		
		Ausgaben	85,00	52,50	52,50
		Saldo in Zahlungsmitteln	0,00		
		Saldo in Aktionsmitteln	0,00		
		ABSCHNITT III. - ORDERGESCHÄFTE.			
		A. Einnahmen			
		1. Fonds für Drittzahlungen	0,00		
		2. Finanzverwaltungsfonds	0,00		
		Gesamtbetrag für die Einnahmen	0,00		
		B. Ausgaben			
		1. Fonds für Drittzahlungen	0,00		
		2. Finanzverwaltungsfonds	0,00		
		Gesamtbetrag für die Ausgaben	0,00		
		C. Saldo.			

(In Millionen Francs)

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Mittel
		AMT ZUR FÖRDERUNG DER SCHIFFBAREN WASSERSTRASSEN	
		ABSCHNITT I. - LAUFENDE GESCHÄFTE	
		A. Einnahmen	
LE	16.01	Rückzahlung von Dienstleistungen	0,01
LE	16.02	Verschiedene Erträge	0,05
LE	01.01	Schiffahrtsrechte	10,10
LE	06.01	Beteiligung der wallonischen Region	1,50
LE	08.01	Am 31. Dezember 1995 verfügbarer Saldo	0,00
		Gesamtbetrag für die Einnahmen.	11,66
		B. Ausgaben	
LE	11.03	Besoldungen und Zulagen für das Personal des Amtes zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen	0,00
LE	11.04	Zulagen gleich welcher Art an das Personal des Amtes zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen	0,96
LE	12.02	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufträge des Amtes, insbesondere Kosten der Dienstaufträge, Teilnahme an Messen, Seminare, Versammlungen, Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Gutachten, Studien, usw.	9,76
LE	12.03	Funktionskosten	0,94
LE	30.01	Zuschuß zur Förderung der Binnenschifffahrt	0,00
LE	34.01	Sozialfonds für die Flußschifffahrt	0,00
		Gesamtbetrag für die Ausgaben	11,66
		C. Übertragungen	
		D. Einstweilige Mittel	
LE	11.05	Einstweilige Mittel für Indexierung der Besoldungen, Kosten der sozialen Programmierung	0,00
		Gesamtbetrag für die einstweiligen Mittel	0,00
		E. Saldo	
		Einnahmen	11,66
		Ausgaben	11,66
		Einstweilige Mittel	0,00
		Gesamtbetrag	0,00

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Mittel
		ABSCHNITT II. - KAPITALGESCHÄFTE	
		A. Einnahmen	
LE	06.01	Beteiligung der wallonischen Region	0,00
LE	08.01	Am 31. Dezember 1995 verfügbarer Saldo	0,00
LE	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen	0,00
		Gesamtbetrag für die Einnahmen.	0,00
		B. Ausgaben	
LE	74.06	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich der Transportmittel	0,00
		Gesamtbetrag für die Ausgaben	0,00
		C. Übertragungen	
		D. Saldo	
		Einnahmen	0,00
		Ausgaben	0,00
		Gesamtbetrag	0,00
		ABSCHNITT III. - ORDERGESCHÄFTE	
		A. Einnahmen	
		1. Fonds für Drittzahlungen	0,00
		2. Finanzverwaltungsfonds	0,00
		Gesamtbetrag für die Einnahmen.	0,00
		B. Ausgaben	
		1. Fonds für Drittzahlungen	0,00
		2. Finanzverwaltungsfonds	0,00
		Gesamtbetrag für die Ausgaben	0,00
		C. Saldo.	

(In Millionen Francs)

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	1997		
			pro Artikel		
		<p style="text-align: center;">WALLONISCHES AMT FÜR LÄNDLICHE ENTWICKLUNG</p> <p style="text-align: center;">ABSCHNITT I. LAUFENDE GESCHÄFTE</p> <p style="text-align: center;">A. EINNAHMEN.</p>			
LU	16.01	Erträge infolge von Verträgen und vom Verkauf von Dokumenten	3,3	—	—
LU	19.01	Beitreibung der Kosten für Überwachung, Kontrolle und Studien	13,5	—	—
LU	26.01	Zinsen des laufenden Kontos	2,0	—	—
LU	28.01	Erträge infolge des Besitzes von im Rahmen der Aufträge des Amtes erworbenen Immobilien	4,0	—	—
LU	46.01	Funktionsdotation	19,2	—	—
LU	06.02	Sonstige Erträge	0	—	—
LU	08.01	Am 31. Dezember 1995 verfügbarer Saldo	0	—	—
		Gesamtbetrag für die Einnahmen	42,0	—	—
Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Nicht auf- gegliederte Mittel	Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermächti- gungen
		<p style="text-align: center;">B. AUSGABEN</p>			
LU	12.01	Lieferung von Gütern und Erbringung von verschiedenen Dienstleistungen, Dienstreisekosten, Teilnahme an Messen, Seminaren, Kolloquien, Sitzungen, Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Gutachten, Studien, Zulieferungskosten, Versicherungen, Abgaben, Honorare von Anwälten	42,0	—	—
		Gesamtbetrag für die Ausgaben	42,0	—	—
		<p style="text-align: center;">ABSCHNITT II. KAPITALGESCHÄFTE</p> <p style="text-align: center;">A. EINNAHMEN.</p>			
LU	66.01	Beteiligung der Wallonischen Region	221,6	—	—
LU	76.01	Erträge aus dem Verkauf von Vermögensgütern	0	—	—
LU	76.02	Erträge infolge des Verkaufs oder der Neuzuweisung der im Rahmen der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehenen Vorkaufsrechts erworbenen Immobilien	7,8	—	—
LU	77.01	Verkauf von Vermögensgütern	0	—	—
LU	00.89	Rückzahlung der den Ausschüssen für Flurbereinigung bewilligten Darlehen im Hinblick auf die Bereinigung ihrer Kreditsaldi	26,9	—	—
LU	89.30	Erträge infolge der Beitreibung der für die technischen Ausgaben im Rahmen der Anwendung der Gesetze über die Flurbereinigung genehmigten Vorschüsse	89,1	—	—
LU	08.02	Am 31. Dezember 1995 verfügbarer Saldo	0	—	—
		Gesamtbetrag für die Einnahmen	345,4	—	—

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Nicht auf- gegliederte Mittel	Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermächti- gungen
		B. AUSGABEN			
LU	71.01	Ausgaben infolge der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehenen Vorkaufsrechts	9,4	—	—
LU	71.02	Erwerb von spezifischen Immobiliengütern für die Aufträge des Amtes	0	—	—
LU	73.01	Beteiligung an den technischen Ausgaben bezüglich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung. Bezuschußbarer Teil	—	278,6	214,8
LU	74.01	Beim Ankauf von Grundstücken und Gebäuden registrierte Kosten	0,6	—	—
LU	74.02	Erwerb von langlebigen, beweglichen Gütern, die spezifisch für die Aufträge des Amtes bestimmt sind	8,5	—	—
LU	85.01	Den Ausschüssen für Flurbereinigung bewilligte Darlehen im Hinblick auf die Bereinigung ihrer Kreditsaldi	27,3	—	—
LU	85.02	Beteiligung an den technischen Ausgaben bezüglich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung. Nicht bezuschußbarer Teil - Beitreibbare Vorschüsse	—	108,4	84,8
		Gesamtbetrag für die Ausgaben	45,8	387,0	299,6
		ABSCHNITT III. - ORDERGESCHÄFTE.			
		A. Einnahmen.			
LU	08.03	Fonds für Drittzahlungen	0	—	—
LU	06.01	Europäische Fonds	12,5	—	—
		Gesamtbetrag für die Einnahmen.	12,5	—	—
		B. Ausgaben.			
LU	01.01	Fonds für Drittzahlungen	12,5	—	—
		Gesamtbetrag für die Ausgaben.	12,5	—	—
		SALDI			
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN	399,9		
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN	100,3	387,0	299,6
		Saldo in Aktionsmitteln	- 254,6		
		Saldo in Zahlungsmitteln	0		

Titel VII. — Einrichtungen öffentlichen Interesses

(In Millionen francs)

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	1997	1996	1995
		WALLONISCHER VORSCHUSSFONDS FÜR DIE WIEDERHERSTELLUNG DER INFOLGE DER ENTNAHME UND DES HOCHPUMPENS DES GRUNDWASSERS ENTSTANDENEN SCHÄDEN			
		4. EINNAHMEN			
LU	411.05	Rückerstattung von Vorschüssen	19,5	3,0	22,0
LU	411.07	Erträge aus Beiträgen (und aus dem Verkauf von Dokumenten)	—	—	—
LU	413.01	Zinsen der Kapitalanlagen	7,0	7,0	9,0
LU	442.01	Anleihen	—	—	—
LU	460.05	Entnahme aus des Reservefonds	—	—	21,9
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.	26,5	10,0	52,9
		5. AUSGABEN.			
LU	511.08	Verwaltungsentschädigungen	—	—	0,1
LU	513.02	Reisekosten	0,1	0,1	0,1
LU	522.01	Bürokosten (und Drucken von Dokumenten)	0,1	0,1	0,2
LU	524.01	Kosten der Gutachten	0,5	0,5	0,5
LU	524.02	Hypothekkosten	0,5	0,5	0,5
LU	524.03	Gerichtskosten	2,0	2,0	1,0
LU	525.01	Zinsen der Anleihen	—	—	—
LU	540.01	Kosten für Studien und geotechnische Versuche	3,0	1,0	20,0
LU	540.02	Einzahlung der Vorschüsse	3,0	5,6	30,0
LU	560.01	Rückzahlung der Anleihen	—	—	—
LU	560.02	Abgabenrückzahlungen	—	0,2	0,5
LU	560.05	Konsolidierung der Rücklagefonds	17,3	—	—
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN.	26,5	10,0	52,9

(In Francs)

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	1997	
			pro Artikel	
		REGIONALES AMT ZUR FÖRDERUNG DER LANDWIRTSCHAFT UND DES GARTENBAUS EINNAHMEN		
LU	46.40	Dotation der W.R. Funktion		74.700.000
LU	46.40	Dotation der W.R. Förderung		36.000.000
LU	08.30	Einnahmen aus der Rückzahlung der vorübergehend in den Kabinetten aufgenommenen		1.100.000
LU	11.40	Mahlzeitschecks (persönlicher Beitrag)		200.000
LU	36.90	Pflichtbeiträge Förderfonds		128.469.500
		Großanbau	5.500.000	
		Gartenbau	10.769.500	
		Zucht und Fleisch	36.000.000	
		Milch	5.650.000	
		Kleintierzucht und Verschiedenes	2.700.000	
		Land- und Ernährungswirtschaft	17.000.000	
LU	16.10	Sonstige Einnahmen		1.000.000
		Zucht und Fleisch	1.000.000	
LU	26.10	Anlagezinsen		2.000.000
		GESAMTBETRAG EINNAHMEN		243.469.500
		AUSGABEN.		
LU		FUNKTIONSKOSTEN		76.000.000
	11.11	Bruttoentlohnung	37.320.000	
	11.12	Sonstige Entlohnungselemente (Urlaubsgeld, Prämien.)	3.230.000	
	11.20	Beiträge der Arbeitgeber (ONSS,...)	14.280.000	
	11.21	Unmittelbare Zulagen (Familienzulagen)	1.030.000	
	11.40	Sonstige finanzielle Vorteile (Mahlzeitschecks,...)	2.050.000	
	12.11	Sonstige mit dem Personal verbundene Kosten (Fahrt-, Ausbildungskosten,...)	4.025.000	
	12.11	Verwaltungskosten und sonstige mit der Materialverwaltung verbundene Kosten	12.605.000	
	12.11	Juristische und finanzielle Kosten	100.000	
	74.22	Erwerb von Vermögensgütern	1.360.000	
LU		FÖRDERUNGS-AUSGABEN		167.469.500
	12.30	Großanbau	7.586.000	
	12.30	Gartenbau	12.937.500	
	12.30	Zucht und Fleisch	39.560.000	
	12.30	Milch	59.380.000	
	12.30	Kleintierzucht und Verschiedenes	4.742.000	
	12.30	Image	12.000.000	
	12.30	Land- und Ernährungswirtschaft	19.264.000	
	12.30	Horizontales Programm	12.000.000	
		GESAMTBETRAG AUSGABEN		243.469.500

(In Francs)

Anwei- sender Minister	Abschnitt Code	Bezeichnungen	1997
			pro Artikel
		REGIONALES BEIHILFEZENTRUM FÜR DIE GEMEINDEN	
		EINNAHMEN	
		<u>Kapitel 41</u>	
		Erträge infolge der Ausübung der statutarischen Aufgabe	
AN		Funktionelle Einnahmen	
AN	06.00.00	Ergebnis des vorherigen Haushaltsjahres	
AN		Ertrag von Rechten, Abgaben, verschiedene Erträge und Gewinne	
AN		Beitreibung der für Rechnung von Drittpersonen getätigten Verwaltungsausgaben	
AN		a) Allgemeine Verwaltungskosten	
AN	11.00.40	b) Beteiligung des Personals an den Kosten der Mahlzeitschecks	374.000
		Zinsen der Anlagen (Guthaben)	
		Außergewöhnliche Einnahmen	
		Gesamtbetrag für Kapitel 41	374.000
		<u>Kapitel 42</u>	
		Einnahmen mit besonderen Zweckbestimmungen	
		Gesamtbetrag für Kapitel 42	0
		<u>Kapitel 43</u>	
		Ertrag des Verkaufs von Vermögensgütern	
AN		Mobilier	
AN		Material	
AN		Fahrzeuge	
AN		Beitreibung von eingezahlten Garantien	
		Gesamtbetrag für Kapitel 43	0
		<u>Kapitel 44</u>	
		Finanzielle Vermögenseinnahmen	
AN		Untentgeltliche Zuwendungen und Vermächtnisse	
AN		Ertrag der Anleihen	
AN		Beitreibbare Vorschüsse	
AN		Verflüssigung von Anlagen	
AN		Verschiedene Erträge des Immobilienvermögens	
AN		Rückzahlungen der dem Personal bewilligten beitreibbaren Vorschüssen	
AN		Rückzahlung der an bzw. für Rechnung von Drittpersonen bewilligten beitreibbaren Vorschüsse	
		Gesamtbetrag für Kapitel 44	0
		<u>Kapitel 45</u>	
		Beteiligungen der Region	
		Notwendige Beträge zum Ausgleichen des Haushalts	
AN	46.01.12	a) Zuschüsse an das Zentrum für Funktionskosten des Zentrums	54.296.903
AN	46.02.12	b) Zuschüsse an das Zentrum für Funktionskosten des "Conseil supérieur"	15.907.739
AN	46.03.12	c) Zuschüsse an das Zentrum für Funktionskosten des "CRF"	5.313.906
AN	66.01.12	d) Zuschüsse an das Zentrum für die Einrichtungskosten des Zentrums	555.556
AN	66.02.12	e) Zuschüsse an das Zentrum für die Einrichtungskosten des "Conseil Supérieur"	500.000
AN	66.03.12	f) Zuschüsse an das Zentrum für die Einrichtungskosten des "CRF"	44.444
		Gesamtbetrag für Kapitel 45	76.618.548

Anwei- sender Minister	Abschnitt Code	Bezeichnungen	1997	
			pro Artikel	
		Kapitel 49 Einnahmen für Order		
		Einzahlung von Garantien		
		Überfällige Zahlungen		
		Gesamtbetrag für Kapitel 49		0
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN		76.992.548
		AUSGABEN		
		Kapitel 51 Zahlungen an den der Einrichtung beigeordneten Personen		
		Personal		
		Besoldung des Personals		45.610.507
	11.01.11	a) Statutarisches Personal		8.121.484
		b) Vertragliches Personal des Zentrums		26.394.100
	11.02.11	c) Vertragliches Personal des " C. Sup"		8.359.587
	11.03.11	d) Vertragliches Personal des "CRF"		2.735.336
		Sonstige Besoldungselemente		4.125.088
	11.01.12	a) Statutarisches Personal		414.727
	11.01.12	b) Vertragliches Personal des Zentrums		2.580.613
	11.02.12	c) Vertragliches Personal des " C. Sup"		847.028
	11.03.12	d) Vertragliches Personal des "CRF"		282.720
		Kosten der Renten des statutarischen Personals		
		Soziallasten - Anteil des Arbeitgebers		11.757.793
	11.01.20	a) Zentrum statutarisches Personal		2.779.172
	11.01.20	b) Zentrum vertragliches Personal		6.321.387
	11.02.20	c) C. Sup		2.002.121
	11.03.20	d) CRF		655.113
	11.01.31	Außergesetzliche Soziallasten - Anteil des Arbeitgebers		243.720
		Sozialdienst + T.R.		1.977.440
	11.01.40	a) Zentrum		1.454.000
	11.02.40	b) C. Sup		407.120
	11.03.40	c) CRF		116.320
		Berufsbildung		
		Vergütungen und Zulagen zur Deckung wirklicher Lasten		
		a) Zentrum		
		b) C. Sup		
		c) CRF		
		Vergütungen, die nicht zur Deckung wirklicher Lasten dienen		
		a) Zentrum		
		b) C. Sup		
		c) CRF		
		Pauschalhonorare Arbeitsmedizin		70.000
	12.01.21	a) Zentrum		50.000
	12.02.21	b) C. Sup		15.000
	12.03.21	c) CRF		5.000

Anweisender Minister	Abschnitt Code	Bezeichnungen	1997	
			pro Artikel	
		Verschiedene Beiträge	180.000	
	12.01.11	a) Zentrum		120.000
	12.02.11	b) C. Sup		40.000
	12.03.11	c) CRF		20.000
		Vergütungen außerhalb der Personalvergütungen	1.000.000	
	12.01.21	a) Orientierungsausschuß des Zentrums		0
	12.02.21	b) Ausschuß C. Sup		0
	12.03.21	c) Ausschuß CRF		1.000.000
		Vertretungs- und Fahrtkosten		
		Vertretungskosten	700.000	
	12.01.11	a) Zentrum		350.000
	12.02.11	b) C. Sup		250.000
	12.03.11	c) CRF		100.000
		Fahrtkosten	1.030.000	
	11.01.12	a) Zentrum		200.000
	11.02.12	b) C. Sup		800.000
	11.03.12	c) CRF		30.000
		Gesamtbetrag für Kapitel 51		66.694.548
		<u>Kapitel 52</u>		
		Zahlungen an Drittpersonen für Dienstleitungen, Lieferungen, Arbeiten usw., die Dienstleistungen oder Güter betreffen, die nicht inventarisiert werden können		
		Räumlichkeiten und Material		
	12.00.11	Instandhaltung und Mietnebenkosten	0	
	12.00.11	Mietkosten von Material und Mobiliar	800.000	
	12.00.11	Instandhaltung und Reparatur der Räumlichkeiten, des Materials, und der Kraftfahrzeuge	350.000	
	12.00.11	Versicherungen	450.000	
	12.00.50	Steuern, gemeindliche und provinzielle Abgaben, Kfz-Verkehrssteuer	250.000	
	12.00.11	Treibstoff für motorgetriebene Fahrzeuge	620.000	
	12.00.11	Verschiedenes (T.R. Kosten)	26.000	
		Bürokosten		
		Bürokosten jeglicher Art Zentrum und CRF	3.302.000	
	12.00.11	a) Bürobedarf		1.200.000
	12.00.11	b) Postgebühren		200.000
	12.00.11	c) Telefon- und Fernschreibenkosten		1.300.000
	12.00.11	d) Dokumentation (Zeitungen und Zeitschriften)		400.000
		e) Verschiedene Beiträge		
	12.00.11	f) Trinkgeld und Weihnachtsgeld		2.000
	12.00.11	g) Kleines Büromaterial		100.000
		h) Bank- und Postscheckkonto-Kosten		
		i) Steuermarken		
		j) Einziehungskosten		
	12.00.11	k) Verschiedenes		100.000
		Bürokosten jeglicher Art "C. Sup"	1.150.000	
	12.02.11	a) Bürobedarf		500.000
	12.02.11	b) Postgebühren		250.000
		c) Telefon- und Fernschreibenkosten		

Anwei- sender Minister	Abschnitt Code	Bezeichnungen	1997	
			pro Artikel	
	12.02.11	d) Dokumentation (Zeitungen und Zeitschriften)		200.000
		e) Verschiedene Beiträge		
		f) Trinkgeld und Weihnachtsgeld		
		g) Kleines Büromaterial		
	12.02.11	h) Bank- und Postscheckkonto-Kosten		200.000
		i) Steuermarken		
		j) Einziehungskosten		
		k) Verschiedenes		
		Veröffentlichungen, Propaganda, Werbung		
		Kosten jeglicher Art für Veröffentlichungen, Propaganda, Werbung	800.000	
		a) Zentrum		200.000
		b) C. Sup.		600.000
	12.01.30			
	12.02.30	Streitsachen		
		Finanzlasten		
		Zinsen der Darlehen		
		Maklergebühren und Kosten		
		Sonstige Leistungen und Arbeiten von Drittpersonen		
	12.01.30	Beratungsaufgabe		1.450.000
		a) Zentrum		450.000
		b) C. Sup.		1.000.000
		Kosten für Telefonanschluß		
		Gesamtbetrag für Kapitel 52		9.198.000
		<u>Kapitel 55</u>		
		An Drittpersonen geschuldete Summen für den Erwerb von Vermögensgütern		
		Mobiliar	400.000	
	74.01.22	a) Zentrum		150.000
	74.02.22	b) C. Sup		250.000
		Material	450.000	
	74.01.22	a) Zentrum		200.000
	74.02.22	b) C. Sup		250.000
	74.01.10	Kraftfahrzeuge	200.000	
	74.01.22	Telefonanlage	50.000	
		Gesamtbetrag für Kapitel 55		1.100.000
		<u>Kapitel 57</u>		
		Zweckbestimmung der Mehrbeträge		
		Entrichtung an die Wallonische Region		
		Gesamtbetrag für Kapitel 57		0
		<u>Kapitel 59</u>		
		Ausgaben für Order		
		Rückzahlung von Garantien		
		Zweckbestimmungen der überfälligen Zahlungen		
		Gesamtbetrag für Kapitel 59		0
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN		76.992.548

(In Francs)

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Haushaltsplan 1997	
			pro Artikel	
		WISSENSCHAFTLICHES INSTITUT ÖFFENTLICHEN DIENSTES EINNAHMEN. KAPITEL 41: ERTRÄGE INFOLGE DER AUSÜBUNG DER STATUTARISCHEN AUFGABE		
AC	411.03	411. Funktionelle Einnahmen Ertrag der Dienstleistungen *		269.838.414
		a) Versuchsabgaben	27.500.000	
		b) Beteiligungen EGSK-EWG	63.830.167	
		c1) EFRE - Kapitalzuschuß	12.000.000	
		c2) EFRE - Sonstige Einnahmen	3.600.000	
		d) mit den Aufträgen der Wallonischen Region verbundene Einnahmen	110.858.583	
		e) vom Staat stammende Einnahmen	3.765.164	
		f) Einnahmen für verschiedenartige Leistungen	48.284.500	
AC	411.08	Beteiligung des FOREM an der Entlohnung der beschäftigten Arbeitssuchenden		2.000.000
AC	411.09	Beitreibung der für Rechnung von Drittpersonen getätigten Ausgaben		3.000.000
AC	411.10	Beteiligung des Personals an den Kosten der Mahlzeitschecks		2.400.000
		413. Finanzielle Einkünfte		
AC	413.01	Zinsen der Anlagen		0
		414. Außergewöhnliche Einnahmen		
AC	414.01	Außergewöhnliche Einnahmen		0
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 41		277.238.414
		KAPITEL 43: ERTRAG DES VERKAUFS VON VERMÖGENSGÜTERN		
AC	430.01	Immobilien		
AC	430.02	Mobilier		
AC	430.03	Maschinen		
AC	430.04	Material		
AC	430.05	Fahrzeuge		
AC	430.07	Beitreibung von eingezahlten Garantien		
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 42		0
		KAPITEL 44: FINANZIELLE VERMÖGENSEINNAHMEN		
		444. Besondere Einnahmen		
AC	444.03	Verschiedene Erträge des Vermögens - Vermietungen		
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 44		0
		KAPITEL 45: BETEILIGUNG DER WALLONISCHEN REGION		
AC	450.01	Zuschuß		276.000.000
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 45		276.000.000
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.		553.238.414

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Haushaltsplan 1997	
			*	pro Artikel
		AUSGABEN		
		KAPITEL 51: DEN DER EINRICHTUNGBEIGEORDNETEN PERSONEN GESCHULDETE SUMMEN		
		511. Personal		
AC	511.01	Entlohnungen		263.524.492
AC	511.04	Soziallasten infolge der sozialen Gesetzgebung		83.076.794
		a) Arbeitgeberbeiträge	79.880.375	
		b) gesetzliche Versicherungen	2.396.419	
		c) ärztliche Aufsicht	800.000	
AC	511.05	Außergesetzliche Soziallasten - Anteil des Arbeitgebers		6.269.194
AC	511.06	Sozialdienst		1.356.750
AC	511.07	Berufsbildung		2.772.500
AC	511.08	Vergütungen zur Deckung wirklicher Lasten, Mahlzeitschecks		8.212.950
AC	511.09	Arbeitskleidung		80.000
		512. Vergütungen außerhalb der Personalvergütungen		
AC	512.01	Verwalter und Kommissare		0
AC	512.02	Mitglieder von Ausschüssen		0
AC	512.03	Kontrolleinrichtungen des Staates		0
		513. Vertretungs- und Fahrtkosten		
AC	513.01	Vertretungskosten		2.000.000
AC	513.02	Fahrtkosten		4.770.000
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 51		372.062.680
		KAPITEL 52: AN DRITTPERSONEN GESCHULDETE SUMMEN FÜR DIENSTLEISTUNGEN, LIEFERUNGEN, ARBEITEN USW., DIE DIENSTLEISTUNGEN ODER GÜTER BETREFFEN, DIE NICHT INVENTARISIERT WERDEN KÖNNEN		
		521. Räumlichkeiten und Material		
AC	521.01	Mietkosten von Gebäuden		
AC	521.02	Mietkosten von Material und Mobiliar		7.250.000
AC	521.03	Instandhaltung, Reparatur und Einrichtung der Räumlichkeiten, des Materials, und der Kraftfahrzeuge		21.049.000
AC	521.05	521.05a Versicherungen (Brand, Diebstahl, Haftpflichtversicherung)		2.430.000
		521.05b Versicherungen (Fahrmaterial, Gesamtversicherung, Ladung)		2.745.000
AC	521.06	Steuern, gemeindliche und provinzielle Abgaben		170.000
AC	521.07	Heizung, Beleuchtung, Gas, Wasser		15.200.000
		522. Bürokosten		
AC	522.01	Bürokosten jeglicher Art		3.044.000
		523. Veröffentlichungen, Propaganda, Werbung		
AC	523.01	Kosten jeglicher Art für Veröffentlichungen, Propaganda, Werbung		1.015.000
AC		524. Streitsachen		
	524.01	Kosten im Zusammenhang mit den Streitsachen		1.500.000
		525. Finanzlasten		
AC	525.01	Zinsen der Darlehen		2.000.000
AC	525.02	Finanzlasten der Leasingverträge		750.000
		527. Steuern und Abgaben		
AC	527.01	Nicht zollfreie MwSt. EGSK-EWG		
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 52		57.152.000

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	Haushaltsplan 1997
			pro Artikel
		KAPITEL 53: AN DRITTPERSONEN GESCHULDETE SUMMEN INFOLGE DER AUSÜBUNG DER STATUTARISCHEN AUFGABE DER EINRICHTUNG	
AC	531.05	Öl, Benzin, usw. für die Benutzung von Fahrzeugen	4.144.000
AC	531.06	Funktionserträge	23.193.000
AC	531.07	Funktionsmaterial	16.185.000
		533. Besondere Ausgaben	
AC	533.01	Mitwirkung von Drittpersonen und Zulieferanten	14.080.000
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 53	57.602.000
		KAPITEL 54: AUSGABEN ZU LASTEN VON EINNAHMEN MIT BESONDERER BESTIMMUNG	
AC	540.01	Vorschußzahlungen für verschiedene Lasten	
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 54	0
		KAPITEL 55: AN DRITTPERSONEN GESCHULDETE SUMMEN FÜR DEN ERWERB VON VERMÖGENSGÜTERN	
AC	550.01	Immobilien	1.000.000
AC	550.02	Erwerb von Mobilier (Ersatz)	2.310.000
		Erwerb von Mobilier (neue Tätigkeit)	375.000
AC	550.04	Erwerb von Material (Ersatz)	11.500.000
		Erwerb von Material (neue Tätigkeit)	35.440.000
AC	550.05	Erwerb von Fahrzeugen (Ersatz)	2.000.000
		Erwerb von Fahrzeugen (neue Tätigkeit)	0
AC	550.07	Bibliothek	1.436.734
		550.08 Eingezahlte Garantien	0
AC	550.09	Unkörperliche Investitionen (Ersatz)	100.000
		Unkörperliche Investitionen (neue Tätigkeit)	260.000
AC	550.10	Investitionen im Rahmen der EFRE-Aufgaben	12.000.000
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 55	66.421.734
		KAPITEL 56: AN DRITTPERSONEN GESCHULDETE SUMMEN INFOLGE VON KAPITALGESCHÄFTEN	
AC	560.01	Tilgungen der Leasingverträge	
		GESAMTBETRAG FÜR KAPITEL 56	0
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN	553.238.414

(In Francs)

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	1997
			pro Artikel
		PSYCHIATRISCHES KRANKENHAUS "LES MARRONNIERS" EINNAHMEN	
TA	700	TAGESAUFENTHALTE	556.954.000
TA	701	VERANSCHLAGTES NACHHOLEN IM LAUFENDEN HAUSHALTSJAHR	101.382.000
TA	703-4-5	PAUSCHALPREISE FÜR PHARMAZEUTIK, BIOLOGIE, ARZNEIMITTEL	25.276.000
TA	709	HONORARE	49.585.000
TA	743	KOSTENBEITREIBUNG	131.859.000
TA	744-749	SONSTIGE BETRIEBSERTRÄGE	21.785.000
TA	75	FINANZIELLE ERTRÄGE	4.000.000
TA	764	AUSSERGEWÖHNLICHE ERTRÄGE	400.000
TA		DURCH DAS ZENTRUM FINANZIERTE INVESTITIONEN	75.366.664
TA		BEZUSCHUSSTE INVESTITIONEN	85.000.000
TA	768	DURCH DIE WALLONISCHE REGION GEWÄHRTE BEITREIBBARE VORSCHÜSSE	180.000.000
TA	794	BETEILIGUNG DER WALLONISCHEN REGION	7.500.000
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN	1.239.107.664
		AUSGABEN	
TA	60	VERSORGUNG	98.518.000
TA	61	DIENSTLEISTUNGEN UND HONORARE	71.020.000
TA	620/623	PERSONALKOSTEN	653.600.000
TA	640	SONSTIGE BETRIEBSKOSTEN	6.480.000
TA	65	FINANZIELLE BELASTUNG UND ANLEIHEKOSTEN	62.988.000
TA	66	AUSSERGEWÖHNLICHE AUFWENDUNGEN	6.135.000
TA		INVESTITIONEN	160.366.664
TA	668	RÜCKZAHLUNG VON DURCH DIE WALLONISCHE REGION GEWÄHRTEN BEITREIBBAREN VORSCHÜSSEN	180.000.000
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN	1.239.107.664

Anwei- sender Minister	Artikel	Bezeichnungen	1997
			pro Artikel
		PSYCHIATRISCHES KRANKENHAUS "LE CHENE AUX HAIES"	
		EINNAHMEN	
TA	700	TAGESAUFENTHALTE	574.261.000
TA	701	VERANSCHLAGTES-NACHHOLEN IM LAUFENDEN HAUSHALTSJAHR	12.183.000
TA	705	PHARMAZEUTISCHE PRODUKTE	16.351.000
TA	709	HONORARE	39.604.000
TA	743	KOSTENBEITREIBUNG	25.353.000
TA	750	FINANZIELLE ERTRÄGE	2.350.000
TA	764	AUSSERGEWÖHNLICHE ERTRÄGE	833.000
TA		BEZUSCHUSSTE INVESTITIONEN	15.000.000
TA		INVESTITION - ANTEIL KRANKENHAUS	10.000.000
TA	768	DURCH DIE WALLONISCHE REGION GEWÄHRTE BEITREIBBARE VORSCHÜSSE	70.000.000
TA	799	BETEILIGUNG DER WALLONISCHEN REGION	7.500.000
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN	773.435.000
		AUSGABEN	
TA	60	VERSORGUNG	74.335.000
TA	61	DIENSTLEISTUNGEN UND HONORARE	65.480.000
TA	620/623	PERSONALKOSTEN	505.869.000
TA	640	SONSTIGE BETRIEBSKOSTEN	699.000
TA	65	FINANZIELLE BELASTUNG UND ANLEIHEKOSTEN	29.052.000
TA	66	AUSSERGEWÖHNLICHE AUFWENDUNGEN	3.000.000
TA		INVESTITIONEN	25.000.000
TA	668	RÜCKZAHLUNG VON DURCH DIE WALLONISCHE REGION GEWÄHRTEN BEITREIBBAREN VORSCHÜSSEN	70.000.000
		GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN	773.435.000

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 97 — 931

(C — 97/27134)

**19 DECEMBER 1996. — Decreet houdende de algemene begroting
van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1997 (1)**

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 1997 worden niet-gesplitste kredieten en gesplitste kredieten geopend tot dekking van de uitgaven van het Waalse Gewest, overeenkomstig de in de bij dit decreet gevoegde tabel opgesomde programma's waarvan de samenvatting hieronder wordt vermeld.

Diezelfde tabel bevat de raming van de in 1997 aan te rekenen uitgaven ten laste van de variabele kredieten.

	Aard van de kredieten	Vastleggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Ministerie van het Waalse Gewest	Niet-gesplitste kredieten	106.082,5	106.082,5
	Gesplitste kredieten	31.007,3	28.126,3
	Variabele kredieten	7.648,3	5.812,5
Waaals Ministerie van Uitrusting en Vervoer	Niet-gesplitste kredieten	19.343,1	19.343,1
	Gesplitste kredieten	13.370,6	13.520,9
	Variabele kredieten	409,0	406,0
Algemeen totaal	Niet-gesplitste kredieten	125.425,6	125.425,6
	Gesplitste kredieten	44.377,9	41.647,2
	Variabele kredieten	8.057,3	6.218,5

Art. 2. Elk lid van de Waalse Regering wordt gemachtigd, binnen de perken van zijn bevoegdheden, provisos tot te kennen aan de advocaten en gerechtsdeurwaarders die optreden voor rekening van het Waalse Gewest.

Art. 3. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof mogen geldvoorschotten tot een maximum bedrag van 15 miljoen frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waaals Ministerie van Uitrusting en Vervoer voor de uitbetaling van de schuldvorderingen die 200.000 frank, BTW excl., niet overschrijden.

Dit maximum bedrag wordt gebracht op :

- 75 miljoen frank voor de buitengewone rekenplichtigen van de centrale diensten van de afdeling Begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en voor de buitengewone rekenplichtigen van de afdeling Comptabiliteit van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer. Voor de rekenplichtigen van de buitenlandse betrekkingen en de buitenlandse investeringen wordt dit bedrag gebracht op 15 miljoen frank per programma;

- 140 miljoen frank voor de met het beheer van het leerlingenvervoer belaste buitengewone rekenplichtigen van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer voor de betaling van schuldvorderingen betreffende het leerlingenvervoer ten belope van een bedrag dat 600.000 frank, BTW excl., niet overschrijdt en voor zover deze schuldvorderingen betrekking hebben op aanbestedingen die geleid hebben tot een overeenkomst, het onderhoud van de door de dienst voor leerlingenvervoer beheerde voertuigen evenals de betaling van de kosten van leerlingenvervoer bij toepassing van de wet van 15 juli 1983 tot oprichting van de dienst voor leerlingenvervoer.

In geval van dringende noodzaak mogen de uitgaven boven de 200.000 frank, BTW excl., in verband met de buitenlandse betrekkingen van het Gewest en aangerekend ten laste van de basisallocaties van de organieke afdeling 16 en van de organieke afdeling 11, programma 05, eveneens bij middel van geldvoorschotten worden betaald voor zover zij minder dan 500.000 frank, BTW excl., bedragen.

De buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie, belast met de betaling van de voorschotten voor de kosten van opdrachten, zijn evenwel gemachtigd aan de ambtenaren, kabinetsleden en deskundigen, belast met een opdracht in het buitenland, de nodige voorschotten te verlenen, ongeacht het bedrag.

Bovendien zijn de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie gemachtigd, zonder beperking, de door het Gewest ten gevolge van tegen haar uitgesproken vonnissen en arresten verschuldigde bedragen te vereffenen.

(1) Zitting 1996-1997.

Stukken van de Raad. — 4-IIb (1996-1997), nrs. 1, 1bis, 2 en 3.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 18 december 1996. Bespreking

Volledig verslag. — Openbare zitting van 19 december 1996. Bespreking. Stemming

Art. 4. In het tweede lid van artikel 1 van het decreet van 4 november 1993 houdende oprichting van een begrotingsfonds voor arbeidsbemiddeling worden de woorden " en de beroepsomscholing en -bijscholing " na "gewestelijke aangelegenheden" bijgevoegd.

In het vierde lid van artikel 1 van hetzelfde decreet worden de woorden "inzake beroepsomscholing en -bijscholing krachtens het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie" na "(Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling)" bijgevoegd.

Art. 5. De Waalse Regering wordt gemachtigd specifieke werktuigen aan te schaffen voor het gebruik van de vliegtuigindustrie -waarvan het Gewest eigenaar blijft- en die ter beschikking zullen worden gesteld van de bedrijven van deze sector.

Art. 6. In afwijking van artikel 12 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit mag de Minister bevoegd voor Technologieën, mits akkoord van de Minister van Begroting, kredieten overdragen binnen de organieke afdeling 12 tussen de basisallocaties 41.15.02, 41.16.02, 81.02.03 en 81.03.03.

Art. 7. De Waalse Regering is gemachtigd de nodige bedragen te storten aan de sociale fondsen voor de dekking van de bij overeenkomst aangegane verplichtingen betreffende de uitgevoerde restructuraties, ten laste van de kredieten ingeschreven op de basisallocatie 32.02 van programma 01, organieke afdeling 11 van de begroting.

Art. 8. In afwijking van artikel 12 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, mogen de Ministers belast met Economie, Kmo's en Begroting de basisallocaties van programma's 01 en 06 van de organieke afdeling 11, ongeacht het bedrag, overdragen in het raam van de uitvoering van de decreten van 25 juni 1992 tot wijziging van de wetten van 30 december 1970 op de economische expansie en van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

Art. 9. De Waalse Regering wordt gemachtigd volgende bedragen te storten op de bij het Gemeentekrediet van België geopende gewestelijke rekening voor de sanering van de gemeenten met hoge schulden :

- op 1 april 1997 : 387.551.043 frank zijnde het bedrag van de annuïteit van het jaar 1993 voor de leningen van 2 miljard en van 750 miljoen frank aangegaan respectievelijk voor Charleroi en, elk voor de helft, voor Charleroi en Luik;

- op 1 juli 1997 : 208.147.858 frank zijnde het bedrag, voor 1992, van het verschil tussen de door het Gemeentekrediet van België aan de uitlenende gemeenten gevorderde annuïteit en de annuïteit met dezelfde rentevoet vermindert met 2% voor de leningen voor buitengewone hulp, en als dusdanig aangerekend, evenals voor de door het Waalse Gewest tussen 1981 en 1984 gewaarborgde leningen ter consolidatie op lange termijn van de lasten van de leningen voor buitengewone hulp.

Art. 10. De Waalse Regering wordt gemachtigd volgende bedragen te storten op de bij het Gemeentekrediet van België geopende gewestelijke rekening voor de sanering van de gemeenten met hoge schulden :

- op 1 augustus 1997 : 1.550.000.000 frank zijnde de aanvullende gewestelijke tussenkomst;

- op 1 oktober 1997 : de schijf voorzien in artikel 20, § 4, van het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de algemene financieringsmodaliteiten van de gemeenten. De gemeenten die schatkistleningen hebben aangegaan met toegang tot de gewestelijke rekening voor de sanering van de gemeenten met hoge schulden worden, in de zin van artikel 20, § 4, beschouwd als gemeenten in financiële moeilijkheden.

Art. 11. De Waalse Regering wordt gemachtigd tot verdeling van de kredieten ingeschreven op de basisallocaties 43.05, 43.09 en 43.10 van programma 02 van de organieke afdeling 14.

Art. 12. De Waalse Regering wordt gemachtigd tot verdeling van de kredieten ingeschreven op de basisallocaties 43.04, 43.06 en 43.07 van programma 03 van de organieke afdeling 14.

Art. 13. Binnen de perken van de desbetreffende basisallocaties mogen de hieronder vermelde toelagen met inbegrip van de door de Europese fondsen medegefinancierde tussenkomsten worden toegekend.

Programma 09.02 : Sociale Dienst :

Toelagen om de sociale dienst van de diensten van de Waalse Regering toe te laten sociale acties te voeren ten gunste van de ambtenaren van alle diensten van de Waalse Regering en de technische werking van deze VZW te verzekeren.

Programma 10.02 : Diensten van het Voorzitterschap, Secretariaat van de Waalse Regering en Kanselarij :

Toelagen voor acties of studies die bijdragen tot de ontwikkeling van de gewestelijke instelling.

Toelagen aan de plaatselijke besturen voor de door de Waalse Regering ondersteunde specifieke acties.

Toelagen aan het "Institut Jules Destrée" voor het voeren van door de Waalse Regering ondersteunde specifieke acties ter bevordering van de Waalse identiteit.

Toelagen aan de "Fondation Solvay".

Programma 10.12 : Communicatie en Informatie :

Toelagen voor acties of studies die bijdragen tot de valorisatie van de gewestelijke bevoegdheden.

Programma 11.01 : Economische expansie :

Toelagen voor acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de gewestelijke economische ontwikkeling.

Programma 11.06 : KMO's en Middenstand :

Toelagen voor acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de gewestelijke economische ontwikkeling.

Toelagen voor acties in het raam van het Waalse steunplan van het vervoer over de bevaarbare waterwegen 1996-1999.

Programma 11.08 : Bevordering van de tewerkstelling :

Toelagen voor proefacties bestemd bij voorkeur voor werklozen.

Toelagen voor de medefinanciering door de fondsen van de Europese Unie van integratiebedrijven voor de inschakeling in de maatschappij en in het arbeidsproces van bijzonder moeilijk te plaatsen werkzoekenden.

Toelagen voor initiatieven betreffende specifieke programma's inzake inschakeling in het arbeidsproces.

Betoelaging van het loon van de werknemers die instemmen met de verdeling van hun arbeidstijd.

Toelagen voor onroerende goederen verworven door verenigingen in het raam van hun proefacties bestemd bij voorkeur voor werklozen.

Programma 11.09 : Forem :

Toelagen voor acties betreffende de uitvoering van de gemeenschappelijke verklaring van de Regering en de sociale partners.

Programma 11.10 : P.R.C. - Forem :

Toelagen voor acties betreffende de uitvoering van programma's van overgang in het arbeidsproces.

Programma 11.11 : P.R.C. Administratie :

Toelagen voor acties betreffende de verwezenlijking van een tewerkstellingsprogramma (FBIE- conv. 170)

Programma 11.13 : Opleiding van loon- en weddetrekkenden buiten Forem :

Toelagen aan bedrijven, werkgevers en vormingsoperatoren tot verwezenlijking van het programma van afwisselende opleiding.

Toelagen voor acties of activiteiten die bijdragen tot de beroepsopleiding.

Programma 11.14 : Forem - Opleiding :

Toelagen voor acties betreffende de uitvoering van de gemeenschappelijke verklaring van de Regering en de sociale partners.

Programma 12.01 : Energie :

Toelagen voor de bevordering of ondersteuning van acties ter bevordering van een rationeel gebruik van energie en alternatieve energie.

Toelagen voor de betaling van de uitgaven betreffende de medefinanciering met de EEG van acties gevoerd door partners van het Gewest in het raam van Europese programma's.

Toelagen aan de "Agence de Coopération culturelle et technique" (ACCT), te Parijs, voor de uitvoering van specifieke "Energie"-acties in het raam van de follow-up van de topconferenties van de Francophonie.

Programma 12.02 : Vorsing :

Toelagen voor de verspreiding en de ontwikkeling van nieuwe technologieën, de industriële vernieuwing en de vorsing inzake spits technologieën.

Toelagen voor activiteiten ter bevordering van de vorsing, de vernieuwing en de technologische ontwikkeling.

Toelagen aan de instelling belast met de ondergrondse vergassing of een instelling die geheel of ten dele belast is met haar opdrachten.

Toelagen aan universitaire of van universitair niveau vorsingseenheden en vorsingscentra voor de financiering van vorsingsprojecten, met inbegrip van uitgaven inzake infrastructuur, de aankoop van uitrustingen en voor het verlenen van adviezen inzake technologieën.

Toelagen voor acties, studies of infrastructures medegefinancierd met Europese fondsen.

Bijstand aan acties voor de demonstratie van wetenschappelijke en originele toepassingen van spits technologieën bestemd voor activiteitensectoren waar deze technologieën niet of weinig toegepast worden.

Programma 12.03 : Hulpverlening aan bedrijven :

Toelagen voor de overname van de uitgaven betreffende fundamenteel industrieel onderzoek.

Toelagen voor de overname van de uitgaven betreffende de financiering van de voorbereiding of begeleiding van vorsings- of ontwikkelingsprojecten.

Toelagen voor acties, studies of infrastructures medegefinancierd met Europese fondsen.

Programma 13.01 : Bossen :

Toelagen aan bosuitbaters voor de opslag van windworp.

Toelagen aan verenigingen die actief zijn op het gebied van de bescherming en de valorisatie van bossen.

Toelagen aan de ondergeschikte besturen voor de uitvoering van werken in bossen.

Programma 13.02 : Natuurbehoud :

Toelagen aan diverse verenigingen en privé-personen voor het natuurbehoud.

Toelagen voor het behoud van opmerkelijke bomen en hagen op privé-eigendom en op openbare groene ruimten.

Bijstand aan proefacties op gemeentelijk niveau inzake natuurbehoud en behoud van groene ruimten.

Bewustmaking van het publiek voor aanplantingen ter gelegenheid van de "Journée de l'Arbre".

- Programma 13.03: Leefmilieu:
 Toelagen aan verenigingen inzake bescherming en behoud van het leefmilieu.
 Toelagen aan verenigingen en ondergeschikte besturen in het kader van de "Semaine verte".
 Premies aan de gemeenten voor de indienstneming van milieuvadviseurs.
- Programma 13.04: Ondergrondse rijkdommen:
 Toelagen aan natuurlijke personen of privé-instellingen voor de ontsluiting van de ondergrondse rijkdommen.
- Programma 13.05: Water (controle, beheer en productie):
 Toelagen voor de conceptie en de uitgave van de "Tribune de l'Eau".
 Toelagen aan de riviercomités voor de financiering van de voorstudie van het rivierverdrag.
 Toelagen aan privé-instellingen voor bewustmaking, voorlichting en opleiding in aangelegenheden die betrekking hebben op het water.
- Programma 13.09: Preventie van milieuvervuiling:
 Ondersteuning van opleidings- en bijscholingsprogramma's voor het personeel van de ondergeschikte besturen.
- Programma 13.10: Jacht, visserij en visteelt:
 Toelagen aan jagers- en vissersverenigingen.
 Toelagen voor de ontwikkeling van de visteelt.
- Programma 14.01: Toezicht:
 Toelagen aan de Hoge Raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest voor zijn werking en voor de aankoop van duurzame roerende goederen.
 Toelagen en vergoedingen aan privé-verenigingen, instellingen en bedrijven die acties op verscheidene gebieden van het gemeentelijk leven organiseren.
 Toelagen aan gemeenten, provincies, intercommunales en openbare instellingen die bedenkings- en bewustmakingsacties voeren inzake de ontwikkeling van de plaatselijke besturen.
- Programma 14.02: Algemene financiering van de gemeenten:
 Toelagen ten gunste van Namen-Hoofdstad.
 Toelagen aan de gemeenten in het kader van hulpverlening in het beheer, specifieke acties voor integratie en veiligheid en acties ter leniging van specifieke noden.
 Toelagen aan het Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten voor zijn werking en voor de aankoop van duurzame roerende goederen.
 Toelagen aan het Gewestelijk vormingscentrum voor zijn werking en voor de aankoop van duurzame roerende goederen.
 Toelagen aan de gemeenten voor de beroepsopleiding van het gemeentepersoneel.
- Programma 14.03: Algemene financiering van de provincies:
 Tussenkost voor de overname van de werkingskosten van de buitendiensten van Toezicht en voor de beroepsopleiding van het provinciepersoneel.
 Aanvullende toelage voor de tegemoetkoming van specifieke noden en als compensatie voor de belasting op de wateropname.
- Programma 14.04: Gesubsidieerde werken:
 Toelagen voor de plaatsing van signalisatie langs de bouwwerven opgenomen in de driejarenplannen.
 Toelagen aan privé- of openbare instellingen voor bewustmaking, voorlichting en opleiding in aangelegenheden die betrekking hebben op gesubsidieerde werken.
 Toelagen aan de openbare en privé-sector voor bewustmaking, voorlichting en opleiding in aangelegenheden die betrekking hebben op sport, met inbegrip van de medefinanciering van infrastructuurprojecten die in aanmerking komen in het raam van de "Fonds d'Impulsion de la Politique des Immigrés".
 Toelagen aan "Union culturelle et sportive wallonne" v.z.w.
- Programma 15.01: Ruimtelijke ordening en stedenbouw:
 Toelagen voor acties ter bevordering van een goede ruimtelijke ordening zowel op plaatselijk als op regionaal vlak.
 Toelagen aan gemeenten en grondregies in het kader van hun aankopen en ruilen van gronden uitgevoerd binnen het door het Gewest bepaalde grondbeleid.
 Toelagen voor:
 1° het opmaken of de volledige herziening van een bijzonder plan van aanleg, een gemeentelijk structuurschema of van een gemeentelijke verordening inzake stedenbouw;
 2° het tot stand brengen van een globale analyse van ruimtelijke ordening betreffende een project van bijzonder plan van aanleg;
 3° het tot stand brengen van een studie van algemeen belang betreffende ruimtelijke ordening en stedenbouw;
 4° de organisatie van informatie inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw.
 Toelagen voor de aankoop van onroerende goederen in het raam van het gewestelijk grondbeleid.
- Programma 15.02: Stadsvernieuwing en sanering van afgedankte industriegebieden:
 Toelagen inzake acties voor de bevordering en de aanmoediging van het hergebruik, de renovatie en de aanpassing van het bestaand patrimonium met als doel een meer verantwoord bodemgebruik.
 Toelagen aan gemeenten die stadsvernieuwingsoperaties van het type "initiatiefwijk" ondernemen om een deel van de loonkosten en andere kosten te betalen van de door de gemeente fewerkgestelde projectleiders die uitsluitend aangesteld zijn voor het beheer van de onderneming. Deze toelagen worden forfaitair vastgesteld op 1,5 miljoen frank per "initiatiefwijk"-project.

Toelagen aan gemeenten die stadsvernieuingsoperaties van het type "initiatiefwijk" ondernemen om een deel van de loonkosten en andere kosten verbonden aan de oprichting en de werking van de wijkregies te betalen.

Toelagen aan gemeenten betrokken bij de bevoorrechte initiatiefzones en die een wijkproject opmaken of laten opmaken, dat door een projectleider wordt gecoördineerd.

Toelagen aan gemeenten vermeld in de lijst van de bevoorrechte initiatiefzones van type 1, in het kader van het gewestelijk grondbeleid. Deze toelagen zijn bestemd om :

- hetzij de gemeente aan te sporen onroerende goederen geschikt voor stadsuitbreiding aan te kopen ten einde meer bebouwde of te bouwen onroerende goederen in het gebied aan te bieden;

- hetzij de ruil of de verkoop aan te sporen van onroerende goederen niet-geschikt voor stadsuitbreiding en die eigendom zijn van de gemeente ten einde goederen te kunnen kopen die geschikt zijn voor stadsuitbreiding of die, op stedenbouwkundig vlak, in het kader van een gemeentelijk beleid van huisvestingsuitbreiding passen.

Programma 15.04 : Huisvesting - privé-sector :

Toelagen voor acties ter bevordering van een betere aanpassing van het woningbestand in de privé-sector aan de behoeften van de maatschappij.

Toelagen voor acties gevoerd door de Agentschappen voor sociale huisvesting (Agences immobilières sociales).

Programma 15.04 : Huisvesting - openbare sector :

Toelagen voor acties gevoerd door de openbare besturen inzake bouw, renovatie, infrastructuuruitrustingen en bevordering van middelgrote sociale woningen.

Toelagen voor acties gevoerd ten gunste van wijkregies in sociale woonwijken.

Programma 15.06 : Monumenten, landschappen en opgravingen :

Toelagen voor voorstudies, bescherming, valorisatie, reffectatie, restauratie en bevordering van het monumenten-, natuurlijk en archeologisch patrimonium van het Waalse Gewest.

Toelagen aan de privé-sector voor een maximum bedrag van 100.000 frank gelijk aan maximum 60 % van uit te voeren werken van voorzorgsmaatregelen inzake onderhoud van niet-geklasseerde gebouwen opgenomen in de Inventaris van het Belgisch Patrimonium (Inventaire du Patrimoine de Belgique) (samengesteld en gepubliceerd overeenkomstig artikel 347 van CWATUP).

Programma 16.02 : Bevordering van het Gewest op internationaal niveau :

Toelagen voor acties, activiteiten of studies.

Toelagen voor samenwerkingsprogramma's van de Francophonie ACCT/IEPF.

Programma 17.01 : Gezondheid :

Toelagen voor onderzoek en studies op het gebied van de gezondheid en de geestelijke gezondheid.

Toelagen voor organisaties en groeperingen die door hun optreden deelnemen aan de verspreiding van inlichtingen betreffende de gezondheid.

Toelagen aan geïntegreerde gezondheidscentra.

Toelagen voor acties op het gebied van toxicomanie.

Toelagen voor initiatieven uitgevoerd in het kader van doelstelling 1.

Programma 17.02 : Geestelijke gezondheid :

Toelagen aan centra van tele-onthaal.

Tussenkomst in de niet-gesubsidieerde lasten van de psychiatrische ziekenhuizen van Bergen en Doornik.

Toelagen aan organisaties voor studies en experimenten inzake geestelijke gezondheid.

Programma 17.03 : Sociale actie :

Steun aan initiatieven inzake sociale actie.

Toelagen voor de financiering van onderzoek op sociaal gebied.

Toelagen aan coördinatie- en documentatieorganisaties op sociaal gebied.

Ondersteuning van bijzondere initiatieven van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Ondersteuning voor de opleiding van sociale werkers en ambtenaren.

Ondersteuning van privé-initiatieven ter bemiddeling van schulden.

Ondersteuning van openbare initiatieven ter bemiddeling van schulden.

Toelagen aan openbare en privé-organisaties in het kader van de acties "Eté solidaire, je suis partenaire".

Toelagen aan openbare diensten voor de inwerkingstelling van plannen voor sociale integratie.

Programma 17.04 : Gezin en derde leeftijd :

Toelagen aan initiatieven inzake gezin en derde leeftijd.

Toelagen aan dagverblijven voor bejaarden in de privé-sector.

Toelagen aan dagverblijven voor bejaarden in de openbare sector.

Programma 17.06 : Gehandicapten :

Toelagen voor acties inzake sociale bevordering en sociale integratie van gehandicapten.

Programma 17.07 : Sociale integratie van migranten :

Toelagen inzake sociale integratie van uitheemse bevolkingsgroepen.

Toelagen aan openbare en privé-organisaties die acties voeren op het gebied van opvang en integratie van vreemdelingen.

Toelagen aan openbare en privé-instellingen in het kader van de acties "Eté solidaire, je suis partenaire".

Programma 18.01 : Toerisme :

Toelagen voor acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de ontwikkeling van het regionaal toerisme.

Toelagen onder de vorm van voorschotten aan "Station touristique des lacs de l'Eau d'Heure" v.z.w. om de verrichtingen voor de uitvoering van haar opdracht gedurende vier jaar te dekken.

Programma 19.01 : Landbouw, slachthuizen en agro-voedingsmiddelen :

Bijkomende en aanvullende toelagen aan de fok- en productieverenigingen alsook aan de verenigingen voor dieren- en plantenselectie inzake toegepast onderzoek, begeleiding, vulgarisatie en bevordering van de landbouw.

Toelagen voor de kwaliteitsmerken en de kwaliteitscontrole van produkten.

Bijkomende en aanvullende toelagen aan de universitaire faculteiten, vorsings- en onderzoekcentra en de instellingen van hoger agrarisch onderwijs voor het toegepast onderzoek inzake afstelling van technieken en systemen voor landbouwproductie en -diversificatie.

Bijkomende en aanvullende toelagen aan verenigingen en groeperingen die zorgen voor voorlichting, sensibilisatie en begeleiding inzake landbouw.

Toelagen aan diverse verenigingen voor de bevordering van Waalse landbouwprodukten.

Bijkomende en aanvullende toelagen aan de diensten voor vervanging van landbouwers.

Toelagen aan de ontledingslaboratoria geïntegreerd in de "Commission des Sols de Wallonie" (Waalse Bodemcommissie) en het REQUASUD-net.

Toelagen voor de wisselteelten.

Toelagen aan de beroepslandbouworganisaties voor de oprichting van gebouwen bestemd voor hun bevorderingsdiensten en -activiteiten.

Programma 19.02 : Plattelandsontwikkeling :

Toelage aan de « Fondation rurale de Wallonie » overeenkomstig de kaderovereenkomst.

Toelagen aan natuurlijke personen of privé-instellingen voor acties ter bevordering, valorisatie, sensibilisering of voorlichting inzake plattelandsontwikkeling of ruilverkaveling.

Toelagen aan natuurlijke personen of privé-instellingen voor bewustmakingsacties, -initiatieven of -handelingen van plattelandsleven of -ontwikkeling.

Programma 50.02 : Werkingskosten en prestaties door derden :

Toelagen voor de organisatie van tentoonstellingen en lezingen evenals voor studies.

Toelagen voor de bevordering van acties inzake verkeersveiligheid.

Toelagen aan diverse verenigingen en groeperingen voor sensibilisering, voorlichting en opleiding inzake openbare infrastructuur.

Programma 50.04 : Vestiging der gebouwen :

Toelagen voor het uitreiken van prijzen in het kader van de integratie van kunstwerken in de gebouwen van het Gewest.

Programma 51.02 : Instandhouding en onderhoud van het net :

Toelagen aan gemeenten om de collectieve behoefte inzake wegenomgeving te beantwoorden.

Programma 52.03 : Bevordering van de binnenvaart :

Toelagen aan verenigingen die actief zijn op het gebied van de bevordering en valorisatie van de binnenvaart.

Toelagen voor de organisatie van tentoonstellingen en lezingen evenals voor studies.

Programma 53.05 : Telecommunicatienet - Bouw :

Allerhande toelagen tot vrijwaring van de economische ontwikkeling inzake telecommunicaties in Wallonië.

Programma 54.01 : Openbaar stads- en interstedelijk vervoer :

Toelagen aan verenigingen voor de bevordering van het openbaar vervoer.

Toelagen aan verenigingen die de mobiliteit inzake vervoer bestuderen en/of aanbevelen.

Toelagen ter ondersteuning van organisatoren van manifestaties in verband met vervoer.

Toelagen ter bevordering van het imago van het Waalse Gewest en zijn tussenkomsten ten gunste van het vervoer.

Toelagen aan de maatschappijen van de groep TEC en aan de "Société régionale wallonne du Transport" (Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij) voor de verwezenlijking van investeringen tot verbetering van de kwaliteit van het openbaar vervoer.

Programma 54.02 : Luchthavens en vliegvelden :

Toelagen aan de maatschappijen, die de gewestelijke luchthavens en vliegvelden beheren, voor de promotie van hun infrastructuur.

Toelagen aan de luchthavens voor de financiering van studies en verwezenlijkingen voor de bescherming van het leefmilieu.

Programma 54.04 : Bevordering, coördinatie van het vervoer en autoverhuur :

Toelagen voor opleidings-, vorsings- en vernieuwingsactiviteiten inzake vervoer.

Toelagen ter bevordering van het imago van het Waalse Gewest en zijn tussenkomsten ten voordele van het vervoer.

Toelagen voor de oprichting en de uitbating van een centrum van spitstelecommunicaties in het kader van doelstelling 1.

Gewestelijk bedrijf : "Office régional wallon des Déchets" (Waalse Gewestelijke Dienst voor Afval).

Toelage aan verenigingen en gemeenten voor de aanmoediging van initiatieven inzake preventie en recycling van huishoudelijk afval.

Toelage aan SPAQUE voor zijn werking en voor de saneringswerken van oude stortplaatsen.

Toelagen aan afvalverwerkingsinstellingen voor de bijstand verleend aan de gemeenten door de "Missi Dominici".

Terugvorderbare voorschotten voor de studiekosten voorafgaand de machtiging tot oprichting van een centrum voor technische ingraving.

Art. 14. De Minister van Begroting stelt het Rekenhof regelmatig in kennis van de vastleggingen uitgevoerd overeenkomstig de in artikel 20 bedoelde machtigingen.

De in artikelen 19 en 20 bedoelde machtigingen zijn onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Voor de tiende dag van iedere maand doet de controleur der vastleggingen aan het Rekenhof een drievoudige lijst samen met de bewijstukken toekomen, die enerzijds het bedrag van de tijdens de afgelopen maand geviseerde machtigingen en, anderzijds, het bedrag van de sinds het begin van het jaar geviseerde machtigingen vermeldt.

De lijst van de maand december geldt als samenvattende jaarlijkse lijst.

Het Rekenhof zendt een gevisieerd exemplaar van deze lijst terug aan de Minister van Begroting.

Art. 15. De niet-gesplitste kredieten van basisallocatie 34.01, programma 01, van de organieke afdeling 17 mogen aangewend worden om de uitgaven van vorige begrotingsjaren te dekken.

Art. 16. De Waalse Regering is gemachtigd kredieten over te dragen tussen de basisallocaties 52.31, 61.01, 63.01 en 72.01 van programma 01; 52.21, 52.31, 63.01, 63.02 en 63.03 van programma 04 en 52.31 van programma 06 van de organieke afdeling 17.

Art. 17. Artikel 1, § 3, van het decreet van 17 december 1992 houdende oprichting van een begrotingsfonds inzake Openbare Werken wordt aangevuld als volgt :

« c) de indienstneming van personeel met een arbeidsovereenkomst van beperkte duur voor de uitvoering van de bestellingen ».

HOOFDSTUK II. — *Machtigingen*

Art. 18. De "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de integratie van gehandicapten) kan, ten laste van de begroting, een bedrag van 165 miljoen frank vastleggen voor de uitvoering van door de Regering goedgekeurde investeringsprogramma's betreffende de aankoop, de bouw, de inrichting en de uitrusting van gebouwen bestemd voor het onthaal van gehandicapten.

Art. 19. De Waalse Regering wordt gemachtigd tot het aangaan van de verbintenis tot betaling, op de vervalddag, van de interest en delging, binnen een termijn van ten hoogste twintig jaar, van de door het Gemeentekrediet van België toegestane leningen, voor bedragen gelijk aan 40 % van de kostprijs van de in de psychiatrische ziekenhuizen van Bergen en Doornik uitgevoerde werken.

De machtigingen tot het aangaan van leningen mogen in 1997 niet meer dan 80 miljoen frank bedragen.

De interest- en delgingslasten van voornoemde leningen worden berekend in de prijs van een verplegingsdag van de betrokken ziekenhuizen.

Art. 20. De Minister, tot wiens bevoegdheden het Water behoort, wordt gemachtigd tot het vastleggen in 1997 ten laste van het Fonds voor de bescherming van het oppervlaktewater (programma 06, organieke afdeling 13) van toelagen voor werken van de waterzuiveringsinstellingen, ten belope van het op 31 december 1996 beschikbare saldo van de machtiging vermeld in artikel 32 van het decreet van 22 december 1995 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1996, zoals aangepast.

Aanvullend bij artikel 30 van het decreet van 30 april 1990 tot invoering van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater is de Minister, tot wiens bevoegdheden het Water behoort, gemachtigd tot het vastleggen van uitgaven ten laste van het Fonds voor de bescherming van het oppervlaktewater (programma 06, organieke afdeling 13) ongeacht het beschikbaar saldo van dit fonds en voor een bedrag gelijk aan dat vermeld in de tabel gevoegd bij dit decreet ten overstaan van de uitgaven van het jaar 1997.

Art. 21. De Waalse Regering wordt gemachtigd tot het sluiten van bevorderingscontracten, overeenkomstig de aankoop- of huurvoorwaarden vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 mei 1981 betreffende de algemene voorwaarden voor de toekenning van openbare aanbestedingen voor de bevordering van werken en leveringen, voor de bouw van volgende administratieve gebouwen, beperkt tot de hierna volgende bedragen :

Namen :	
rue Keffer.....	370,0 miljoen F
Luik :	
hôpital des Anglais.....	940,0 miljoen F
Charleroi :	
site Saint-Charles.....	30,0 miljoen F
avenue de l'Europe.....	150,0 miljoen F.

Art. 22. Als bijdrage van het Waalse Gewest tot de projecten gesteund bij de Europese structurele fondsen in het kader van doelstelling 1, wordt de Waalse Regering gemachtigd tot het starten van de volgens een vastgesteld begrotingskalender geprogrammeerde acties waarvan de bedragen vastgesteld zijn zoals volgt :

Schikking 1.2.1 Actie 1 RDT-centrum	740,4 miljoen F
Actie 2 Mobiliserend programma.....	568,9 miljoen F
Schikking 1.2.3	261,1 miljoen F
.....Infrastructuur	
.....Uitbatingslasten.....	40,1 miljoen F
.....Interface.....	91,5 miljoen F
Schikking 1.3.1	170,1 miljoen F
.....Infrastructuur en het wetenschappel- lijk park van Bergen	
Schikking 1.4.6	24,2 miljoen F
.....Project Strafor	
.....RDT-centrum en Vorsingscentrum	159,6 miljoen F
.....Wetenschappelijk Forum	99,2 miljoen F

Art. 23. De Waalse Regering wordt gemachtigd een door de S.R.I.W. via een opdrachtdelegatie beheerde kapitaalrekening te openen als waarborg voor de door haar toegestane verrichtingen voor de industrialisatie en commerciële uitbating van de resultaten van door o.m. het Waalse Gewest gefinancierde R & D-projecten. Deze verrichtingen hebben betrekking hetzij op het verwerven van een participatie, hetzij op leningen of garantie-aandelen.

Het stijven van de kapitaalrekening gebeurt ten laste van de kredieten ingeschreven in basistoelag 01.01 van programma 05 van de organieke afdeling 12.

HOOFDSTUK III. — Gewestelijke waarborgen

Art. 24. Voor het jaar 1997 wordt de bevoegdheid van de Waalse regering bevestigd voor de toekenning van haar waarborg voor de leningen aangegaan door de publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid ingericht onderwijs, ten belope van de niet-gebruikte bedragen overeenkomstig de machtiging bedoeld in het dekreet van 9 december 1993 waarbij de Regering van het Waalse Gewest gemachtigd wordt haar waarborg te verlenen aan de door hogervermelde maatschappijen gesloten leningen en onder de door vermeld decreet voorziene voorwaarden.

Art. 25. De Waalse Regering is gemachtigd om te beschikken over het aangaan van leningen naargelang de staat van de geldmiddelen van het "Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie" (Waal's Fonds voor de huisvesting van kroostrijke gezinnen). Het totaal bedrag van de onder dekking van de gewestelijke waarborg toegestane leningen mag in geen geval meer bedragen dan 1,8 miljard frank.

De waarborg omvat eveneens de verrichtingen van financieel beheer die betrekking hebben op deze leningen. De Waalse Regering is gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest te verlenen voor de verrichtingen van financieel beheer voor de van 1990 tot 1997 door het "Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie" aangegane en door het Gewest gewaarborgde leningen.

Art. 26. De Waalse Regering is gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest te verlenen voor de leningen van de "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Waalse Watervoorzieningsmaatschappij) ten belope van een maximum bedrag van 2 miljard frank voor het jaar 1997.

Art. 27. § 1. De Waalse Regering wordt gemachtigd, tot 31 december 1997, de aanvullende waarborg van het Waalse Gewest toe te kennen voor de gehele of gedeeltelijke terugbetaling in hoofdsom, rente en bijkomende kosten, van leningen voor buitengewone hulp, en als zodanig aangerekend, die door gemeenten bij het Gemeentekrediet van België worden aangegaan. Deze waarborg zal evenwel slechts worden toegekend aan de gemeenten die een beheersplan van hun financiën voorleggen en, om de uitvoering ervan te verzekeren, bijzonder dwingende toezichtsmodaliteiten aanvaarden.

§ 2. De krachtens dit artikel toegekende aanvullende waarborgen mogen een totaal bedrag van 12 miljard frank niet overschrijden.

Art. 28. De Waalse Regering wordt gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest toe te kennen voor de door landbouwers en landbouwbedrijven aangegane leningen voor investeringen in land- en tuinbouw in het raam van het landbouwinvesteringsfonds, voor een totaal bedrag van 3,3 miljard frank in 1997.

Art. 29. De Waalse Regering wordt gemachtigd de waarborg van het Gewest toe te kennen voor de leningen van de Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij betreffende de investeringen inzake vervoer, met inbegrip van de in de hoedanigheid van bus- en/of materiaalhuurder gedane verrichtingen, voor de leningen aangegaan voor de vervroegde terugbetaling van andere leningen, voor de swaptransacties met interest, alsook voor de transacties voor de dekking van het risico van de interestenschommeling. Deze waarborg wordt toegekend voor een maximum bedrag van 3.300 miljoen.

Art. 30. De Waalse Regering wordt gemachtigd de waarborg van het Gewest toe te kennen, ten belope van een maximum bedrag van 500,0 miljoen frank, voor de leningen betreffende de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale instellingen in het kader van een raamovereenkomst tussen het Waalse Gewest en de financiële instellingen.

Art. 31. Onder de voorwaarde de hypotheek op de wijk "Gailly" te behouden is de Waalse Regering gemachtigd om het saldo van de waarborg van het Waalse Gewest niet te doen uitvoeren voor de aankoop van het gebouw door de associatie van het O.C.M.W. van Charleroi en het I.O.S. zolang de gebouwen voor medische en sociale doeleinden gebruikt worden.

Art. 32. In het kader van de door de Waalse regering goedgekeurde, verwachte planning wordt de gewestelijke waarborg verleend aan de financiële beheersverrichtingen van de "Station touristique des lacs de l'Eau d'Heure" v.z.w., waarvan de duur korter dan twaalf maanden is.

HOOFDSTUK IV. — Verlenen van voorschotten

Art. 33. De Minister-President en de Leden van de Waalse Regering mogen voorschotten toekennen op de financiële tussenkomst van het Gewest in de uitgaven voor :

1° werken inzake zuivering van afvalwater en ruilverkaveling.

Deze voorschotten mogen ten hoogste bedragen :

- a) 30 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten van minder dan 50 miljoen frank;
- b) 25 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten die tussen 50 en 200 miljoen frank liggen;
- c) 20 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten van meer dan 200 miljoen frank.

Het bedrag van de financiële tussenkomst van het Gewest, bepaald op het ogenblik van de aanwijzing van de aannemer, dient als referentie voor de berekening van het voorschot.

Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort wanneer de administratie het bevel tot aanvang der werken heeft verkregen.

2° werken uitgevoerd in het kader van een project voor landelijke of stadshernieuwing.

a) Deze voorschotten mogen niet hoger zijn dan 20 % van de toelage berekend op basis van het bedrag van de aangegane overeenkomst. Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort wanneer het Gewest het bevel tot aanvang der werken heeft verkregen.

b) Een voorafgaand voorschot, forfaitair vastgesteld op 5 % van de toelage berekend op basis van de raming van de overeenkomst, kan worden toegekend voor voorontwerp- en ontwerpstudies. Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort nadat het Gewest de raming van de overeenkomst goedgekeurd heeft bij de overhandiging van het voorontwerp.

3° werken uitgevoerd in het kader van een project voor stimulering van de levenscentra, alsook voor de taksen en diverse kosten er aan verbonden. Deze voorschot wordt vereffend, voor wat de werken, taksen en bijkomende kosten betreft, op grond van de opeenvolgende vorderingsstaten ten belope van 90% van het bedrag van de toegewezen opdracht en de uitbetaling van het saldo gebeurt bij de eindafrekening. Voor de erelonen voor studies, leiding van de werken en toezicht, mogen voorschotten vereffend worden op grond van de geleverde diensten en de overeengekomen schijven. Wat betreft de aankopen die nodig zijn voor de uitvoering van de verrichting kunnen voorschotten vereffend worden na voorlegging van de verkoopbelofte.

Art. 34. Binnen de perken van de op de basisallocatie 63.05, programma 04, organieke afdeling 14, ingeschreven kredieten is de Waalse Regering gemachtigd tot een tussenkomst bij de door een ramp getroffen gemeenten om deze in staat te stellen aan de slachtoffers terugvorderbare voorschotten te verstrekken, in afwachting van de tussenkomst van het Rampenfonds.

HOOFDSTUK V. — Schulden

Art. 35. In afwijking van artikel 12 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, kan de Minister van Begroting de basisallocaties betreffende de schulden van de programma's van de organieke afdelingen 40 en 41 overdragen, ongeacht het bedrag, om het bedrag aan te vullen, dat nodig is voor de betaling van de interesten en de afschrijvingen van de door het Gewest aangegane leningen.

Art. 36. De Minister van Begroting kan de Schatkist machtigen om de uitgaven van de schuld ten laste van de basisallocaties van de programma's van de organieke afdelingen 40 en 41 met voorschotten te betalen binnen de perken van de begrotingskredieten of, in voorkomend geval, van de voor het financieel beheer van sommige leningen aan te wenden ontvangsten, onder voorwaarde van latere regularisatie.

Art. 37. De Minister van Begroting wordt gemachtigd om de uitgaven van de schuld ten laste van de basisallocaties van de programma's van de organieke afdelingen 40 en 41 bij niet voorafgaand door het Rekenhof geïmputeerde uitbetalingsopdrachten te betalen binnen de perken van de begrotingskredieten of, in voorkomend geval, van de voor het financieel beheer van sommige leningen aan te wenden ontvangsten.

HOOFDSTUK VI. — *Afzonderlijke afdeling*

Art. 38. In afwijking van artikel 16 van de wet van 28 juni 1989 tot wijziging van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit zijn de bepalingen van artikelen 1 en 5 van diezelfde wet niet van toepassing tijdens het jaar 1997 op de fondsen vermeld onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 39. De wijze waarop beschikt wordt over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel wordt aangeduid naast het artikelnummer of littera van elk betreffend fonds.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten ervan hebben verricht worden door het teken C aangeduid.

Art. 40. In 1997 mag geen nieuwe vastlegging worden aangegaan ten laste van de fondsen van de organieke afdelingen 31 en 34 vermeld onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 41. De Minister bevoegd voor Begroting mag verwachte uitgaven vastleggen ten belope van de door de EEG bepaalde bedragen voor tussenkomst buiten de perken van de beschikbare ontvangsten van artikelen 60.02.A.01 (FEDER), 60.02.A.02 (FEOGA), 60.02.A.03 (FSE), 60.02.A.05 (IFOP) en 60.02.A.06 (LIFE) van afdeling 10, deel I, Titel IV.

HOOFDSTUK VII. — *Gewestelijke bedrijven*

Art. 42. De bij dit decreet gevoegde begroting van de "Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau" (Gewestelijk Bedrijf voor Winning en Toevoer van Water) voor het jaar 1997 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 1.689,1 miljoen frank voor de ontvangsten en 1.689,1 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 43. In afwijking van artikel 116 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit kan de Minister bevoegd voor het Water, mits akkoord van de Minister van Begroting, overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingeschreven in de begroting van de uitgaven van het Gewestelijk Bedrijf voor Winning en Toevoer van Water.

Art. 44. De bij dit decreet gevoegde begroting van de "Office régional des Déchets" (Gewestelijke Dienst voor Afval) voor het jaar 1997 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 2.386,2 miljoen frank voor de ontvangsten en 2.386,2 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 45. In afwijking van artikel 116 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit kan de Minister bevoegd voor het Leefmilieu, mits akkoord van de Minister van Begroting, overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingeschreven in de begroting van de uitgaven van de Gewestelijke Dienst voor Afval.

HOOFDSTUK VIII. — *Afzonderlijk beheerde gewestelijke diensten*

Art. 46. De bij dit decreet gevoegde begroting van de "Agence wallonne à l'Exportation" (Waal Exportagentschap) voor het jaar 1997 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 1.054,0 miljoen frank voor de ontvangsten en, voor de uitgaven, 1.179,7 miljoen frank in vastleggingsmiddelen en 974,9 miljoen frank in betaalmiddelen.

Art. 47. De bij dit decreet gevoegde begroting van de "Office de Promotion des Voies navigables" (Dienst voor de Bevordering van de bevaarbare Waterwegen) voor het jaar 1997 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 11,6 miljoen frank voor de ontvangsten en 11,6 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 48. Mits akkoord van de Minister van Begroting kan de Minister bevoegd voor de Openbare Werken overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingeschreven in de begroting van de uitgaven van de Dienst voor de Bevordering van de bevaarbare Waterwegen.

Art. 49. De bij dit decreet gevoegde begroting van de "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) voor het jaar 1997 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 399,9 miljoen frank voor de ontvangsten en, voor de uitgaven, 487,3 miljoen frank in vastleggingsmiddelen en 399,9 miljoen frank in betaalmiddelen.

Art. 50. Mits akkoord van de Minister van Begroting kan de Minister bevoegd voor de Ruilverkavelingen overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingeschreven in de begroting van de uitgaven van de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling.

HOOFDSTUK IX. — *Instellingen van openbaar nut*

Art. 51. De bij dit decreet gevoegde begroting van het "Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine" (Waal Fonds van voorschotten voor het herstel van schade veroorzaakt door de grondwaterwinning en -oppomping) voor het jaar 1997 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 26,5 miljoen frank voor de ontvangsten en 26,5 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 52. De bij dit decreet gevoegde begroting van het "Centre régional d'Aide aux Communes" (Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten) voor het jaar 1997 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 76.992.548 frank voor de ontvangsten en 76.992.548 frank voor de uitgaven.

Art. 53. De bij dit decreet gevoegde begroting van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) voor het jaar 1997 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 553.238.414 frank voor de ontvangsten en 553.238.414 frank voor de uitgaven.

Art. 54. Mits akkoord van de Minister van Begroting kan de Minister bevoegd voor het Onderzoek overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de basisallocaties ingeschreven in de begroting van de uitgaven van het Openbaar Wetenschappelijk Instituut.

Art. 55. De bij dit decreet gevoegde begroting van het psychiatrisch ziekenhuis "Les Marronniers", te Doornik, voor het jaar 1997 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 1.239.107.664 frank voor de ontvangsten en 1.239.107.664 frank voor de uitgaven.

Art. 56. De bij dit decreet gevoegde begroting van het psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies", te Bergen, voor het jaar 1997 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 773.435.000 frank voor de ontvangsten en 773.435.000 frank voor de uitgaven.

HOOFDSTUK XX. — Diverse bepalingen

Art. 57. De Waalse Regering wordt gemachtigd, tot 31 december 1997, tot overname van de interestlasten van de in 1993 door rampen getroffen gemeenten bij het Gemeentekrediet van België of bij door de Waalse Regering erkende financiële instellingen aangegane leningen, zodat deze gemeenten de allernoodzakelijkste terugvorderbare voorschotten aan de slachtoffers kunnen verlenen, in afwachting van de tussenkomst van het Rampenfonds.

Deze overname mag voor de totale omvang der leningen het bedrag van 400 miljoen frank, met inbegrip van de in 1994 toegestane leningen niet overschrijden.

Art. 58. In afwijking van artikel 12 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit kan de Minister bevoegd voor Technologieën in het kader van zijn bevoegdheden, mits akkoord van de Minister van Begroting, in de programma's 2 en 3 van de organieke afdeling 12, de nodige kredieten van de bijzondere allocaties opengesteld voor de Europese medefinancieringen naar de gewone basisallocaties overdragen.

Art. 59. In afwijking van artikel 3, 2de lid, van het decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake openbare werken, zoals gewijzigd bij artikel 13 van het decreet van 24 november 1994 houdende ontbinding van de Dienst der Scheepvaart wordt een door de Waalse Regering bepaald bedrag bij voorrang en volgens de door haar vastgestelde wijze opgenomen ten gunste van de Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructures, op alle heffingen opgelegd door de reglementaire schikkingen betreffende het gebruik van de waterwegen en hun aanhorigheden, met uitzondering van het deel van de navigatierechten bedoeld in artikel 11, 1°, van het decreet van 24 november 1994.

Art. 60. In afwijking van artikel 12 van het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit kan de Minister bevoegd voor Uitrusting en Vervoer, mits akkoord van de Minister van Begroting, kredieten van de gesplitste kredieten van de programma's 01 van de organieke afdelingen 51 en 52; 01, 03 en 05 van de organieke afdeling 53; alsook 01 en 02 van de organieke afdeling 54 overdragen naar de basisallocatie 34.02, programma 02 van de organieke afdeling 50.

HOOFDSTUK XI. — Slotbepalingen

Art. 61. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1997.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 december 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actië, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

ALGEMENE UITGAVENBEGROTING VAN HET WAALSE GEWEST VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1997

		Gesplitste kredieten		
		Niet gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten
	Organisatieafdeling 01.			
	Dotatie aan het Waalse Parlement			
Programma 01.00	Dotatie aan het Waalse Parlement	889,0	0	0
Programma 01.01	Dotatie aan de ombudsdienst van het Waalse Gewest	33,7	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 01.	922,7	0	0
	Organisatieafdeling 02.			
	Kabinetsuitgaven			
	van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium			
Programma 02.00	Bestaansmiddelen	225,4	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 02.	225,4	0	0
	Organisatieafdeling 03.			
	Kabinetsuitgaven			
	van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer			
Programma 03.00	Bestaansmiddelen	167,5	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 03.	167,5	0	0
	Organisatieafdeling 04.			
	Kabinetsuitgaven			
	van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken			
Programma 04.00	Bestaansmiddelen	163,1	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 04.	163,1	0	0
	Organisatieafdeling 05.			
	Kabinetsuitgaven			
	van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling en Vorming			
Programma 05.00	Bestaansmiddelen	213,8	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 05.	213,8	0	0
	Organisatieafdeling 06.			
	Kabinetsuitgaven			
	van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen			
Programma 06.00	Bestaansmiddelen	147,9	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 06.	147,9	0	0

		Gesplitste kredieten		
		Niet gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
Programma 07.00	Organisatieafdeling 07. Kabinetsuitgaven van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid			
	Bestaansmiddelen	151,2	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 07.	151,2	0	0
Programma 08.00	Organisatieafdeling 08. Kabinetsuitgaven van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijk. Hulpbronnen en Landbouw			
	Bestaansmiddelen	210,6	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 08.	210,6	0	0
Programma 09.01	Organisatieafdeling 09. Diensten van de Waalse Regering en niet aan de organisatieafdelingen verbonden instellingen			
	Economische en sociale Raad van het Waalse Gewest	116,9	0	0
Programma 09.02	Sociale dienst	73,0	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 09.	189,9	0	0
Programma 10.01	Organisatieafdeling 10. Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest			
	Algemeen beheer van het personeel van het Ministerie	6.243,6	0	0
Programma 10.02	Dienst Voorzitterschap, secretariaat van de Waalse Regering en Kanselarij	77,9	0	0
Programma 10.03	Administratieve informatica	260,9	0	0
Programma 10.04	Gewestelijke statistieken	24,6	0	0
Programma 10.05	Juridische directie	4,2	0	0
Programma 10.06	Ambtenarenzaken, Vorming en menselijke Hulpkrachten	1,1	39,0	34,0
Programma 10.07	Thesaurie, Begroting en Financiën	947,2	0	0
Programma 10.12	Communicatie en informatie	36,5	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 10.	7.596,0	39,0	34,0
Programma 11.01	Organisatieafdeling 11. Economie, Tewerkstelling en Beroepsopleiding			
	Economische expansie	548,5	5.955,8	6.084,6
	Oprichtingsfonds: Fonds voor industriële vernieuwing: (eerste, tweede en derde opdracht)			
	Saldo op 1 januari 1996	0	4,1	4,1
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	0	0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	4,1	4,1
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	0	0
	Saldo op 31 december 1996	0	4,1	4,1
Programma 11.02	Herstructurering en ontwikkeling	85,0	1.900,0	1.900,0

		Gesplitste kredieten		
		Niet gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten
Programma 11.03	Zonings	3,0	935,0	1.020,1
Programma 11.04	Economisch beleid, coördinatie, reglementering, keurmerken en informatie i.v.m. hulpverleningen	15,5	0	0
Programma 11.05	Bevordering van de buitenlandse investeringen	71,0	7,7	7,0
Programma 11.06	KMO's en Middenstand	159,3	2.676,0	2.494,0
Programma 11.08	Bevordering van de tewerkstelling	179,5	116,0	56,0
Programma 11.09	Forem	2.457,2	0	0
	Oprichtingsfonds : Begrotingsfonds inzake tewerkstelling:			
	Saldo op 1 januari 1996	0	14,5	41,9
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	155,0	155,0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	169,5	196,9
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	155,0	155,0
	Saldo op 31 december 1996	0	14,5	41,9
Programma 11.10	Door de administratie beheerd plan voor de werkloosheidsbestrijding waarvan de kostenovername echter door Forem verzekerd wordt	9.449,6	0	0
Programma 11.11	Rechtstreeks door de administratie beheerd plan voor de werkloosheidsbestrijding	4.838,6	520,6	443,2
Programma 11.13	Vorming van loon- en weddetrekkenden behalve Forem	267,0	69,2	53,2
Programma 11.14	Forem - Vorming	2.493,9	0	0
Programma 11.15	Landbouwkundige vorming	34,2	0	0
Programma 11.16	Vorming van zelfstandigen	725,2	10,0	10,0
	Totalen voor organisatieafdeling 11.	21.327,5	12.345,3	12.223,1
	Organisatieafdeling 12.			
	Technologien en vorsing			
Programma 12.01	Energie	21,0	334,0	335,0
Programma 12.02	Vorsing	324,0	1.352,7	1.336,4
Programma 12.03	Hulpverlening aan bedrijven	0	1.262,3	1.132,7
Programma 12.05	Steun- en interventiefonds van het Waalse Gewest voor vorsing en technologieën			
	Oprichtingsfonds : Fonds voor de financiering van de steun en de interventies van het Waalse Gewest voor vorsing en technologieën			
	Saldo op 1 januari 1996	0	93,0	621,6
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	150,0	150,0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	243,0	771,6
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	243,0	150,0
	Saldo op 31 december 1996	0	0	621,6
	Totalen voor organisatieafdeling 12.	345,0	3.192,0	2.954,1

		Gesplitste kredieten		
		Niet gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten
	Organisatieafdeling 13.			
	Natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu			
Programma 13.01	Bossen	125,0	228,0	235,0
	Oprichtingsfonds : Fonds voor het beheer van de bossen van de voormalige « Gruerie d'Arlon » (artikel 7 van de domaniale wet van 26 juli 1952)			
	Saldo op 1 januari 1996	0	34,6	35,7
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	10,0	10,0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	44,6	45,7
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	12,0	10,0
	Saldo op 31 december 1996	0	32,6	35,7
	Oprichtingsfonds : Fonds voor het beheer van het bos van Herbeumont (artikel 1, 16, van de domaniale wet van 1 juli 1983)			
	Saldo op 1 januari 1996	0	26,3	26,3
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	3,0	3,0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	29,3	29,3
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	3,0	3,0
	Saldo op 31 december 1996	0	26,3	26,3
Programma 13.02	Natuurbehoud	103,7	198,0	194,1
Programma 13.03	Leefmilieu	252,9	1,0	3,0
	Oprichtingsfonds : Fonds voor afvalbeheer (decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op afvalstoffen)			
	Saldo op 1 januari 1996	0	0	95,2
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	1.535,0	1.535,0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	1.535,0	1.630,2
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	1.535,0	1.535,0
	Saldo op 31 december 1996	0	0	95,2
Programma 13.04	Ondergrondse rijkdommen	40,5	10,0	12,4
Programma 13.05	Water (controle, beheer en produktie)	351,7	499,0	728,4
	Oprichtingsfonds : Fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water (decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water)			
	Saldo op 1 januari 1996	0	1.750,5	2.399,6
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	1.200,0	1.200,0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	2.950,5	3.599,6
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	1.321,5	1.200,0
	Saldo op 31 december 1996	0	1.629,0	2.399,6
	Oprichtingsfonds : Fonds voor de bescherming van het grondwater (decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water)			
	Saldo op 1 januari 1996	0	0	5,0
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	100,0	100,0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	100,0	105,0
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	80,0	100,0
	Saldo op 31 december 1996	0	20,0	5,0

		Gesplitste kredieten		
		Niet gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten
Programma 13.06	Bescherming van het water tegen vervuiling	1.018,3	0	172,5
	Oprichtingsfonds : Fonds voor de bescherming van het oppervlaktewater (decreet van 30 april 1990 betreffende het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater)			
	Saldo op 1 januari 1996	0	- 4.167,7	845,0
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	2.659,5	2.659,5
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	- 1.508,2	3.504,5
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	4.298,8	2.659,5
	Saldo op 31 december 1996	0	- 5.807,0	845,0
Programma 13.08	Controle van milieuvvervuiling	73,2	0	14,0
Programma 13.09	Preventie van milieuvvervuiling	95,0	16,0	8,5
Programma 13.10	Jacht, visserij en visteelt	19,6	47,3	42,6
	Totalen voor organisatieafdeling 13.	2.079,9	8.249,6	6.918,0
	Organisatieafdeling 14.			
	Plaatselijke Besturen			
Programma 14.01	Toezicht	48,9	0	0
Programma 14.02	Algemene financiering van de gemeenten	34.310,8	150,0	120,0
Programma 14.03	Algemene financiering van de provincies	4.404,0	18,0	18,0
Programma 14.04	Gesubsidieerde werken	5,5	2.520,5	1.875,2
Programma 14.05	Sportinfrastructuren	24,0	661,9	651,0
	Totalen voor organisatieafdeling 14.	38.793,2	3.350,4	2.664,2
	Organisatieafdeling 15.			
	Ruimtelijke ordening en huisvesting			
Programma 15.01	Ruimtelijke ordening en stedenbouw	87,9	147,4	132,8
Programma 15.02	Stadsvernieuwing en sanering van verlaten industriegebieden	44,5	780,9	773,8
	Oprichtingsfonds : Fonds voor de vernieuwing van Waalse gebieden (wet van 27 juni 1978)			
	Saldo op 1 januari 1996	0	0	0
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	0	0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	0	0
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	0	0
	Saldo op 31 december 1996	0	0	0
Programma 15.04	Huisvesting : privé-sector	1.319,8	2.160,0	1.779,5
Programma 15.05	Huisvesting : openbare sector	679,3	2.570,9	2.040,8
Programma 15.06	Monumenten, landschappen en opgravingen	202,8	844,5	689,0
	Totalen voor organisatieafdeling 15.	2.334,3	6.503,7	5.415,9
	Organisatieafdeling 16.			
	Buitenlandse Betrekkingen			
Programma 16.01	Buitenlandse handel	280,0	0	0
Programma 16.02	Bevordering van het Gewest op internationaal niveau	205,0	77,0	42,8
	Totalen voor organisatieafdeling 16.	485,0	77,0	42,8

		Gesplitste kredieten		
		Niet-gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten
	Organisatieafdeling 17. Sociale actie en gezondheid			
Programma 17.01	Gezondheid	230,9	1.114,6	950,6
Programma 17.02	Geestelijke gezondheid	900,6	0	0
Programma 17.03	Sociale actie	263,0	0	0
Programma 17.04	Gezin en derde leeftijd	2.599,1	465,0	339,0
Programma 17.06	Gehandicapten	10.125,8	0	100,0
Programma 17.07	Sociale integratie van migranten	61,9	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 17.	14.181,3	1.579,6	1.389,6
	Organisatieafdeling 18. Toerisme			
Programma 18.01	Toerisme	445,2	587,0	711,3
	Totalen voor organisatieafdeling 18.	445,2	587,0	711,3
	Organisatieafdeling 19. Landbouw			
Programma 19.01	Landbouw, slachthuizen en agro-voeding	772,3	2.447,0	1.297,5
Programma 19.02	Ontwikkeling van het landelijk milieu	302,0	285,0	288,3
	Totalen voor organisatieafdeling 19.	1.074,3	2.732,0	1.585,8
	Organisatieafdeling 40. Algemene schuldenlast			
Programma 40.01	Algemene schuldenlast	5.578,6	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 40.	5.578,6	0	0
	Organisatieafdeling 41. Onrechtstreekse schuld			
Programma 41.01	Herstructurering en ontwikkeling	1.439,0	0	0
Programma 41.02	Zonings	90,4	0	0
Programma 41.03	Vorming van zelfstandigen	117,7	0	0
Programma 41.04	Water (controle, beheer en productie)	1.333,0	0	0
Programma 41.05	Bescherming van het water tegen vervuiling	39,0	0	0
Programma 41.06	Algemene financiering van gemeenten	595,7	0	0
Programma 41.07	Gesubsidieerde werken	2.022,0	0	0
Programma 41.08	Sportinfrastructuren	61,6	0	0
Programma 41.09	Huisvesting : privé-sector	449,0	0	0
Programma 41.10	Huisvesting : openbare sector	2.033,6	0	0
Programma 41.11	Gezondheid	1.002,0	0	0
Programma 41.12	Sociale actie	95,0	0	0
Programma 41.13	Gehandicapten	63,6	0	0
Programma 41.14	Toerisme	2,5	0	0
Programma 41.15	Landbouw, slachthuizen en agro-voeding	106,0	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 41.	9.450,1	0	0

		Gesplitste kredieten		
		Niet gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
	Organisatieafdeling 50.			
	Secretariaat-generaal van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer			
Programma 50.01	Algemeen beheer van het personeel van het Ministerie	5.394,1	0	0
Programma 50.02	Werkingskosten en prestaties door derden	81,4	10,0	10,0
Programma 50.03	Beheer van onroerende goederen en gebouwen	935,0	0	0
Programma 50.04	Vestiging der gebouwen	346,0	472,8	601,4
Programma 50.05	Uitrusting en leveringen	264,9	0	0
Programma 50.06	Informaticabeheer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer	260,0	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 50.	7.281,4	482,8	611,4
	Organisatieafdeling 51.			
	Gewestelijk wegennet			
Programma 51.01	Aanleg van het wegennet	1.552,9	2.725,4	2.910,9
Programma 51.02	Verzorging en onderhoud van het wegennet	50,0	3.682,4	3.492,2
	Oprichtingsfonds : Verkeers- en averijfonds (decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)			
	Saldo op 1 januari 1996	0	0	179,6
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	179,0	179,0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	179,0	358,6
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	179,0	179,0
	Saldo op 31 december 1996	0	0	179,6
	Totalen voor organisatieafdeling 51.	1.602,9	6.586,8	6.582,1
	Organisatieafdeling 52.			
	Gewestelijke waterwegen			
Programma 52.01	Investeringen voor waterwegen, havens en toegangswegen, evenals voor stuwdammen en spaarbekkens	1,0	1.638,0	1.989,0
Programma 52.02	Verzorging en onderhoud van de waterwegen	30,5	940,0	916,0
	Oprichtingsfonds : Verkeers- en averijfonds (decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)			
	Saldo op 1 januari 1996	0	474,7	485,0
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	202,0	202,0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	676,7	687,0
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	205,0	202,0
	Saldo op 31 december 1996	0	471,7	485,0
Programma 52.03	Bevordering van de binnenvaart	3,5	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 52.	35,0	2.783,0	3.107,0

		Gesplitste kredieten		
		Niet gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten
	Organisatieafdeling 53.			
	Technische diensten			
Programma 53.01	Elektriciteit-Wegen-Aanleg			
Programma 53.02	Elektriciteit-Wegen-Onderhoud	0	293,2	380,0
Programma 53.03	Elektriciteit-Waterwegen-Aanleg	0	1.223,2	1.140,0
Programma 53.04	Elektriciteit-Waterwegen-Onderhoud	0	258,4	160,0
Programma 53.05	Telecommunicatienet-Aanleg	0	285,0	297,0
Programma 53.06	Telecommunicatienet-Onderhoud	43,5	840,5	406,5
Programma 53.07	Landschapsintegratie	0	186,0	174,0
Programma 53.08	Cartografie	0	52,4	52,0
Programma 53.09	Uitrusting van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer	87,0	0	10,0
	Oprichtingsfonds: Fonds voor technische studies (decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)	357,4	0	1,0
	Saldo op 1 januari 1996	0	0	34,2
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	25,0	25,0
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	25,0	59,2
	<u>Uitgaven ten laste van het Fonds</u>	0	25,0	25,0
	Saldo op 31 december 1996	0	0	34,2
	Totalen voor organisatieafdeling 53.	487,9	3.163,7	2.645,5
	Organisatieafdeling 54.			
	Vervoer			
Programma 54.01	Stads- en interstedelijk vervoer			
Programma 54.02	Gewestelijke luchthavens en vliegvelden	3.866,2	414,3	365,4
Programma 54.03	Binnenvaart	263,2	272,0	488,5
Programma 54.04	Bevordering, coördinatie van vervoer en autoverhuur	2,3	0	0
Programma 54.05	Leerlingenvervoer	7,5	77,0	127,0
		796,7	0	0
	Totalen voor organisatieafdeling 54.	9.935,9	763,3	980,9
	ALGEMENE TOTALEN.			
	<u>Waarvan oprichtingsfondsen</u>	125.425,6	52.435,2	47.865,7
	Saldi op 1 januari 1996	0	- 1.770,0	4.773,2
	Ontvangsten van het lopend jaar	0	6.218,5	6.218,5
	Beschikbaar voor het jaar 1996	0	4.448,5	10.991,7
	<u>Uitgaven ten laste van de Fondsen</u>	0	8.057,3	6.218,5
	Saldi op 31 december 1996	0	- 3.608,8	4.773,2

Titel IV. — Afzonderlijke afdeling

(in miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Bestuur	Artikel	Teksten	Saldo op 1 januari 1997	Ontvangsten v/h jaar	Uitgaven v/h jaar	Saldo op 31 december 1997
			DEEL I.				
			Verrichtingen gestijfd door lopende ontvangsten				
			Afdeling 10.				
VA	DGEE	60 02 A	01. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het E.F.R.O. gefinancierde bijzondere programma's	0	4.417,7	4.417,7	0
VA	DGA		02. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het E.O.G.F.L. gefinancierde bijzondere programma's	123,0	234,1	341,5	15,6
VA	DGEE		03. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het E.S.F. gefinancierde bijzondere programma's	47,6	0	0	47,6
VA	DGEE		04. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de in het kader van P.D.I. door de Europese Gemeenschappen gefinancierde bijzondere programma's	11,4	0	0	11,4
VA	DGRNE		05. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het FIOV gefinancierde bijzondere programma's	6,0	0	0	6,0
LU	DGRNE	60 03 C	Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door LIFE gefinancierde bijzondere programma's	6,3	0	6,3	0
TA	DGATL	60 03 C	Beheersfonds van het niet voor de administratie bestemde gewestelijke onroerend patrimonium	1,0	10,0	10,0	1,0
LU	DGRNE	60 04 C	Visserijfonds (wet van 1 juli 1954)	7,8	32,9	38,0	2,7
			Totalen voor afdeling 10.	203,1	4.694,7	4.813,5	84,3
			Afdeling 31.				
VA	DTDB	66 08 A	Fonds bestemd voor de zekerstelling van de vastlegging en ordonnanciering van de uitgaven inzake compensatiekredieten	5,7	0	5,7	0
			Totalen voor afdeling 31.	5,7	0	5,7	0
			Afdeling 34.				
CO	DGEE	60 01 A	01. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie (koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967) - Sector Economische Zaken	46,3	0	0	46,3
			Totalen voor afdeling 34.	46,3	0	0	46,3
			Totalen voor Titel IV, deel I.	255,1	4.694,7	4.819,2	130,6

Ordonnancende Minister	Bestuur	Artikel	Teksten	Saldo op 1 januari 1997	Ontvangsten v/h jaar	Uitgaven v/h jaar	Saldo op 31 december 1997
			DEEL II.				
			Verrichtingen gestijfd door kapitaalontvangsten				
			Afdeling 10.				
LU	DGRNE	60 03 A	Tussenkomst voor de aanleg van grondreserves, hetzij door aankoop, hetzij door toelagen aan openbare instellingen en ondergeschikte besturen, hetzij door terugvorderbare voorschotten aan dezelfde instellingen en besturen	3,5	0	0	3,5
CO	DGEE	60 05 A	Fonds voor de schadeloosstelling van onteigeningen doorgevoerd in het kader van de wetten op de economische expansie	74,8	0	0	74,8
			Totalen voor afdeling 10.	78,3	0	0	78,3
			Afdeling 33.				
LU	DGRNE	63 01 A	Fonds bestemd voor de toekenning van terugvorderbare voorschotten aan de Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling voor de uitvoering van artikelen 56 en 57 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet en van artikel 76 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken	33,9	0	0	33,9
			Totalen voor afdeling 33.	33,9	0	0	33,9
			Afdeling 34.				
CO	DGEE	60 01 A	01. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie - Sector Economische Zaken(wetten op de expansie)	90,8	0	0	90,8
CO	DGEE		03. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie - Sector Openbare Werken	100,3	0	0	100,3
CO	DGEE		06. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie - Sector Economische Zaken, herstructurerings-Uitvoering van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 door de Executieve	103,4	0	0	103,4
			Totalen voor afdeling 34.	294,5	0	0	294,5
			Afdeling 38.				
LU	DGRNE	60 08 A	Fonds bestemd voor de bestrijding van hinder in het Waalse Gewest	56,2	0	0	56,2
			Totalen voor afdeling 38.	56,2	0	0	56,2
			Afdeling 40.				
LU	DGRNE	60 01 A	Fonds voor economische expansie en regionale reconversie (koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967)	62,4	0	0	62,4
			Totalen voor afdeling 40.	62,4	0	0	62,4
			Totalen voor Titel IV, deel II.	447,0	0	0	447,0
			TOTALEN VOOR TITEL IV.	702,1	4.694,7	4.819,2	577,6

Titel V. — Gewestelijke bedrijven

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
		GEWESTELIJK BEDRIJF VOOR DE PRODUCTIE EN TOEVOER VAN WATER			
		UITGAVEN			
		Afdeling I. - Lopende verrichtingen.			
LU	11.03	Bezoldigingen van en toelagen aan het actief en in beschikbaarheid gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf	130,0	—	—
LU	11.04	Allerhande toelagen aan het actief en in beschikbaarheid gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf	4,0	—	—
LU	12.01	Levering van goederen en diensten en intellectuele prestaties aan het gewestelijk bedrijf voor de uitvoering van de opdrachten	159,0	—	—
LU	12.02	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade, evenals de vervoerkosten inzake dienstreizen (bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen inbegrepen)	1,7	—	—
LU	12.05	Belasting en retributies overeenkomstig het decreet van 30 april 1990	108,0	—	—
LU	21.01	Te betalen interesten	0	—	—
LU	33.01	Allerhande vergoedingen aan derden ten gevolge van de aansprakelijkheid van het bedrijf	1,0	—	—
LU	41.01	Overdracht aan de gewestelijke thesaurie	0	—	—
LU	03.01	Aanvulling van het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	0	—	—
LU	03.02	Aanvulling van het reservefonds	208,3	—	—
LU	03.03	Aanvulling van het vernieuwingsfonds	0	—	—
LU	03.04	Aanvulling van het amortisatiefonds	126,4	—	—
		Totalen voor afdeling I.	738,4	—	—
		Afdeling II. - Kapitaalverrichtingen.			
LU	71.01	Aankoop van terreinen en gebouwen in verband met de activiteit van het bedrijf	—	0	0
LU	73.01	Uitgaven betreffende de door het bedrijf uitgevoerde werken en aankopen, studies en kosten inbegrepen	—	30,0	272,4
LU	73.02	01. Werken en studies inzake waterwinning en -toevoer, grote waterwerken inbegrepen	—	10,0	99,4
LU		02. Werken en studies inzake waterwinning en -toevoer. - Toepassing van het decreet van 30 april 1993 betreffende onder meer steenkoolhoudend kalk, EEG-deelneming (Doelstelling 1) inbegrepen	—	565,4	372,2
LU	73.20	Buitengewone verbeterings- en onderhoudswerken, toepassing van de decreten van 30 april 1990 inbegrepen	—	118,5	191,7
LU	74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel, vervoermiddelen inbegrepen	—	15,0	15,0
		Totalen voor afdeling II.	—	738,9	950,7
		Totalen voor de uitgaven.	738,4	738,9	950,7

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Vastgestelde rechten	
		ONTVANGSTEN		
		Afdeling I. - Lopende verrichtingen.		
LU	16.01	Verkoop van water en elektriciteit	523,6	
LU	16.02	Opbrengsten verbonden aan de specifieke opdrachten van het bedrijf	0,4	
LU	16.04	Diverse opbrengsten	1,7	
LU	08.01	01. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest : werking		
		02. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest overeenkomstig de decreten van 30 april 1990		
LU	08.02	Toelage van het Waalse Gewest voor risico's en lasten t.o.v. derden		
LU	08.03	01. Interesten van belegde fondsen	5,0	
LU		02. Voorheffing op het amortisatiefonds	206,7	
LU		03. Voorheffing op het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	1,0	
		Totalen voor afdeling I.	738,4	— —
		Afdeling II. - Kapitaalverrichtingen.		
LU	08.04	01. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest	0	
		02. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest overeenkomstig de decreten van 30 april 1990	186,1	
		03. Financiële tussenkomst van de Europese Gemeenschap (Doelstelling 1)	186,1	
LU	08.05	Allerhande vermogensopbrengsten		
LU	08.06	Voorheffing op het vernieuwingsfonds		
LU	08.07	Voorheffing op het reservefonds	578,5	
		Totalen voor afdeling II.	950,7	— —
		Totalen voor de ontvangsten.	1.689,1	— —

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ondorraneringskredieten
		WAALSE GEWESTELIJKE DIENST VOOR AFVAL			
		UITGAVEN.			
		Afdeling I. - Lopende verrichtingen.			
LU	11.03	Bezoldigingen van en toelagen aan het actief en in disponibiteit gestelde personeel van het gewestelijk bedrijf en van de cellen "milieuvriendelijke technologieën" en "milieuvriendelijke produkten"	p.m.	—	—
LU	11.04	Allerhande toelagen aan het actief en in disponibiteit gestelde personeel van het gewestelijk bedrijf	p.m.	—	—
LU	12.01	Studies, levering van goederen, diensten en intellectuele prestaties voor de uitvoering van de opdrachten van het gewestelijk bedrijf	—	3,0	24,1
LU	12.02	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook vervoerkosten inzake dienstreizen (bijdrage van de werkgever in de kosten van de sociale abonnementen inbegrepen)	p.m.	—	—
LU	12.03	Studies, leveringen van goederen, diensten en intellectuele prestaties, evenals public relations, documentatie, deelneming aan seminars en colloquia, vergaderingskosten	26,0	—	—
LU	12.04	Inzameling van bijzondere afval en recupereerbaar materiaal	—	152,0	210,2
LU	12.05	Levering van goederen, diensten en intellectuele prestaties voor de uitvoering van de opdrachten van de cellen "milieuvriendelijke technologieën" en "milieuvriendelijke produkten"	—	0	0
LU	12.07	Levering van goederen, diensten inzake de computerverwerking van gegevens betreffende de overbrenging en vernietiging van afval (niet-beperkende kredieten)	—	54,5	17,0
LU	12.08	Inningskosten van de belasting op het huishoudelijk afval (niet-beperkende kredieten)	46,0	—	—
LU	14.01	Door het Gewest vooruitbetaald buitengewone kosten voor verwerking, overbrenging of vernietiging van afval overeenkomstig artikelen 16, 21 of 28 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen	—	0	0
LU	21.01	Interesten op de schuld	0	—	—
LU	30.01	Toelagen inzake afvalbeheer aan de niet-openbare sector	0	39,5	40,4
LU	32.01	Werkingskosten van SPAQUE (niet-beperkende kredieten)	64,6	—	—
LU	32.02	Werkingskosten van het vast secretariaat van de interregionale commissie voor Verpakking	10,0	—	—
LU	33.01	Allerhande vergoedingen aan derden ten gevolge van de aansprakelijkheid van het bedrijf	0	—	—
LU	43.01	Toelagen aan de ondergeschikte besturen voor de verbetering van het afvalbeheer	167,5	—	—
LU	43.03	Toelagen aan gemeenten en intercommunales die een afvalverwerkingsbeleid voeren (niet-beperkende kredieten)	—	300,0	300,0
LU	03.01	Aanvulling van het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	20,0	—	—
LU	03.02	Aanvulling van het vernieuwingsfonds	0	—	—
LU	03.03	Aanvulling van het amortisatiefonds	0	—	—
LU	03.04	Aanvulling van het reservefonds	0	—	—
		Totalen voor afdeling I.	334,1	549,0	591,7

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vast leggingskredieten	Ondonnanceringkredieten
Afdeling II. - Kapitaalverrichtingen.					
LU	50.02	Toelagen inzake milieubescherming aan de niet-openbare sector	—	0	0
LU	51.01	Voorschotten aan derden inzake gewestelijke tussenkomst betreffende herstelmaatregelen	—	200,0	0
LU	60.01	Toelagen aan de openbare sector voor de milieubescherming en voor de afvalverwerking	—	1.625,6	1.365,6
LU	71.01	Aankoop van terreinen en gebouwen in verband met de activiteit van het bedrijf	—	0	0
LU	73.01	Uitgaven voor werken en aankopen uitgevoerd door het bedrijf, studies en kosten inbegrepen	—	0	0
LU	74.06	Aankoop van machines, meubilair, materieel, vervoermiddelen inbegrepen voor computerverwerking van afval	—	9,9	9,8
LU	81.01	Verstreken van kapitalen en terugvorderbare voorschotten inzake leefmilieu en afvalverwerking	—	0	0
LU	81.02	Verstreken van kapitalen en terugvorderbare voorschotten inzake leefmilieu en afvalverwerking	—	100,0	85,0
LU	91.01	Delging van de schuld	0	—	—
Totalen voor afdeling II.			0	1.935,5	1.460,4
Totalen voor de uitgaven.			334,1	2.484,5	2.052,1

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Vastgestelde rechten	
ONTVANGSTEN.				
Afdeling I. - Lopende verrichtingen.				
LU	16.01	Verkoop van diensten	4,2	
LU	16.02	Allerhande opbrengsten	27,0	
LU	06.01	Voorheffing op het afvalbeheersfonds	1.455,0	
LU	06.02	Dotatie van het Waalse Gewest voor risico's en lasten t.o.v. derden	0	
LU	06.03	01. Rente op belegde fondsen	0	
LU		02. Voorheffing op het amortisatiefonds	0	
LU		03. Voorheffing op het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden	0	
Totalen voor afdeling I.			1.486,2	
Afdeling II. - Kapitaalverrichtingen.				
LU	96.01	Opbrengst van leningen	0	
LU	08.04	Dotatie van het Waalse Gewest	0	
LU	08.05	Allerhande vermogensontvangsten	0	
LU	08.06	Voorheffing op het vernieuwingsfonds	0	
LU	08.07	Voorheffing op het reservefonds	900,0	
Totalen voor afdeling II.			900,0	
Totalen voor de ontvangsten.			2.386,2	

Titel VI. — Afzonderlijk beheerde gewestelijke diensten

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	1997		
			Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten
		WAALS EXPORTAGENTSCHAP — AWEX			
		AFDELING I. - LOPENDE VERRICHTINGEN			
		A. Ontvangsten.			
CO	12.01	Terugbetaling fondsvoorschotten van economisch en handelsattachés	0,00		
CO	16.01	Terugbetaling van leveringen van diensten	15,00		
CO	16.02	Allerhande opbrengsten	34,50		
CO	06.01	Tegemoetkomingen van het Waalse Gewest	197,10		
CO	08.01	Beschikbaar saldo op 31 december 1996, het kassaldo van het Fonds voor buitenlandse handel inbegrepen	600,00		
		Totaal voor de ontvangsten.	846,60		
		B. Uitgaven			
CO	11.03	Bezoldigingen van en toelagen aan het contractueel personeel van het gewestelijk agentschap	22,75	—	—
CO	11.04	Allerhande toelagen aan het contractueel personeel van het gewestelijk agentschap	2,25	—	—
CO	12.02	Levering van goederen en diensten voor de verwezenlijking van de opdrachten van AWEX, inzonderheid kosten voor zendingen, deelneming aan jaarbeurzen, seminars, colloquia, vergaderingen, public relations, documentatie, expertises, studies, enz.	265,85	—	—
CO	12.03	Werkingskosten van vertegenwoordigingen in het buitenland	280,00	—	—
CO	30.01	Toelage ter bevordering van de buitenlandse handel evenals de investeringen in het buitenland	71,80	—	—
CO	30.02	Toelage Fonds voor buitenlandse handel, vorming, multisectoriële burelen, promotie van KMO's, economisch partnership en EFRO-programma (doelstellingen 2 en 5B)	—	193,45	193,45
CO	34.01	Bijdragen	10,50	—	—
		Totaal voor de uitgaven.	653,15	193,45	193,45
		C. Overdrachten.			
		D. Provisioneel krediet.			
CO	11.05	Provisie voor de indexering van de bezoldigingen, kosten van de sociale programmatie	0,00		
		Totaal voor het provisioneel krediet.	0,00		
		E. Saldo.			
		Ontvangsten	846,60		
		Uitgaven	653,15	193,45	193,45
		Provisioneel krediet			
		Saldo van betalingsmiddelen	0,00		
		Saldo van werkingsmiddelen	0,00		

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Niet-gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
		AFDELING II. - KAPITAALVERRICHTINGEN			
		A. Ontvangsten.			
CO	81.01	Terugbetaling van leningen, verstrekte kapitalen, voorschotten	5,00		
CO	06.01	Tegemoetkomingen van het Waalse Gewest	82,50		
CO	08.01	Beschikbaar saldo op 31 december 1996, het kassaldo van het fonds voor buitenlandse handel inbegrepen	50,00		
CO	08.05	Diverse vermogensontvangsten	0,00		
		Totaal voor de ontvangsten.	137,50		
		B. Uitgaven.			
CO	71.01	Aankoop of geschiktmaking van gronden en gebouwen in verband met de opdrachten van het agentschap		—	—
CO	74.06	Aankoop van machines, meubilair, materieel, vervoermiddelen inbegrepen	10,00	—	—
CO	81.01	Terugbetaalbare leningen, terugvorderbare voorschotten, verstrekken van kapitalen ter bevordering van de buitenlandse handel en de investeringen in het buitenland	75,00	—	—
		Leningen Fonds voor buitenlandse handel, kredietlijnen, deelneming in het kapitaal, acties partnership en uitbreiding Fonds voor buitenlandse handel			
CO	81.02	Leningen Fonds voor buitenlandse handel, kredietlijnen, deelneming in het kapitaal, acties partnership en uitbreiding Fonds voor buitenlandse handel	—	—	—
		Leningen Fonds voor buitenlandse handel, kredietlijnen, deelneming in het kapitaal, acties partnership en uitbreiding Fonds voor buitenlandse handel	—	52,50	52,50
		Totaal voor de uitgaven.	85,00	52,50	52,50
		C. Overdrachten.			
		D. Saldo.			
		Ontvangsten	137,50		
		Uitgaven	85,00	52,50	52,50
		Saldo van betalingsmiddelen	0,00		
		Saldo van werkingsmiddelen	0,00		
		AFDELING III. - VERRICHTINGEN VOOR ORDE			
		A. Ontvangsten.			
		1. Fonds voor derden	0,00		
		2. Thesauriefonds	0,00		
		Totaal voor de ontvangsten	0,00		
		B. Uitgaven.			
		1. Fonds voor derden	0,00		
		2. Thesauriefonds	0,00		
		Totaal voor de uitgaven.	0,00		
		C. Saldo.			

(In miljoen frank)

Ondonnance-rende Minister	Artikel	Teksten	Kredieten
		DIENT VOOR DE BEVORDERING VAN DE WATERWEGEN	
		AFDELING I. - LOPENDE VERRICHTINGEN	
		A. Ontvangsten.	
LE	16.01	Terugbetaling van dienstenleveringen	
LE	16.02	Allerhande opbrengsten	0,05
LE	01.01	Scheepsvaartrechten	10,10
LE	06.01	Tegemoetkomingen van het Waalse Gewest	1,50
LE	08.01	Saldo beschikbaar op 31 december 1995	0,00
		Totaal voor de ontvangsten.	11,66
		B. Uitgaven.	
LE	11.03	Bezoldigingen van en toelagen aan het personeel van de Dienst voor de bevordering van de Waterwegen	0,00
LE	11.04	Allerhande toelagen aan het personeel van de Dienst voor de bevordering van de Waterwegen	0,96
LE	12.02	Levering van goederen en diensten voor de verwezenlijking van de opdrachten van de Dienst, inzonderheid zendingen, deelneming aan beurzen, seminars, vergaderingen, public relations, documentatie, expertises, studies, enz.	9,76
LE	12.03	Werkingskosten	0,94
LE	30.01	Toelage om de bevordering van de binnenvaart aan te moedigen	0,00
LE	34.01	Sociaal fonds voor de binnenvaart	0,00
		Totaal voor de uitgaven.	11,66
		C. Overdrachten.	
		D. Provisioneel krediet.	
LE	11.05	Provisie voor de indexering van de bezoldigingen, kosten van de sociale programmatie	0,00
		Totaal voor het provisioneel krediet.	0,00
		E. Saldo.	
		Ontvangsten	11,66
		Uitgaven	11,66
		Provisioneel krediet	0,00
		Totaal	0,00

Ondor- nanc- rende Minister	Artikel	Teksten	Kredieten
		AFDELING II. - KAPITAALVERRICHTINGEN	
		A. Ontvangsten.	
LE	06.01	Tussenkomst van het Waalse Gewest	0,00
LE	08.01	Saldo beschikbaar op 31 december 1995	0,00
LE	08.05	Allerhande vermogensontvangsten	0,00
		Totaal voor de ontvangsten.	0,00
		B. Uitgaven.	
LE	74.06	Aankoop van machines, meubilair, materieel, vervoermiddelen inbegrepen	0,00
		Totaal voor de uitgaven.	0,00
		C. Overdrachten.	
		D. Saldo.	
		Ontvangsten	0,00
		Uitgaven	0,00
		Totaal	0,00
		AFDELING III. - VERRICHTINGEN VOOR ORDE	
		A. Ontvangsten.	
		1. Fonds voor derden	0,00
		2. Thesauriefonds	0,00
		Totaal voor de ontvangsten.	0,00
		B. Uitgaven.	
		1. Fonds voor derden	0,00
		2. Thesauriefonds	0,00
		Totaal voor de uitgaven.	0,00
		C. Saldo.	

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	1997		
			Artikelsgewijs		
		<p style="text-align: center;">WAALSE DIENST VOOR PLATTELANDSONTWIKKELING</p> <p style="text-align: center;">AFDELING I. LOPENDE VERRICHTINGEN</p> <p style="text-align: center;">A. ONTVANGSTEN.</p>			
	16.01	Opbrengsten voortkomend uit overeenkomsten en verkoop van documenten	3,3	—	—
LU	19.01	Recuperatie van kosten voor bewaking, controle en studies	13,5	—	—
LU	26.01	Rente op zichtrekeningen	2,0	—	—
LU	28.01	Opbrengsten voortkomend uit de eigendom van onroerende goederen verworven in het kader van de opdrachten van de Dienst	4,0	—	—
LU	46.01	Werkingsdotatie	19,2	—	—
LU	06.02	Diverse opbrengsten	0	—	—
LU	08.01	Saldo beschikbaar op 31 december 1995	0	—	—
		Totaal voor de ontvangsten	42,0	—	—
Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Niet-gesplitste kredieten	Vast-leggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten
		<p style="text-align: center;">B. UITGAVEN.</p>			
LU	12.01	Levering van goederen en diverse diensten, reiskosten, deelneming aan jaarbeurzen, seminaries, colloquia, vergaderingen, public relations, documentatie, expertises, studies, onderaanbestediging, verzekeringen, belastingen, erelonen van advocaten...	42,0	—	—
		Totaal voor de uitgaven	42,0	—	—
		<p style="text-align: center;">AFDELING II. KAPITAALVERRICHTINGEN</p> <p style="text-align: center;">A. ONTVANGSTEN.</p>			
LU	66.01	Tussenkomst van het Waalse Gewest	221,6	—	—
LU	76.01	Opbrengst van de verkoop van vermogensgoederen	0	—	—
LU	76.02	Opbrengsten voortkomend uit de verkoop en de hertoewijzing van onroerende goederen verworven in het kader van de uitoefening van het inzake ruilverkaveling bepaalde recht van voorloop	7,8	—	—
LU	77.01	Verkoop van vermogensgoederen	0	—	—
LU	00.89	Terugbetaling van de aan de comités voor ruilverkaveling toegekende leningen voor de aanzuivering van hun crediteurenrekeningen	26,9	—	—
LU	89.30	Opbrengsten voortkomend uit de terugvordering van de voorschotten toegekend voor de technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling	89,1	—	—
LU	08.02	Beschikbaar saldo op 31 december 1995	0	—	—
		Totaal voor de ontvangsten	345,4	—	—

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Niet-gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
		B. UITGAVEN.			
LU	71.01	Uitgaven ten gevolge van de uitoefening van het voor ruilverkaveling bepaalde recht van voorkoop	9,4	—	—
LU	71.02	Aankoop van onroerende goederen eigen aan de opdrachten van de Dienst	0	—	—
LU	73.01	Bijdragen in de technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling - Subsidiabel deel	—	278,6	214,8
LU	74.01	Registratiekosten bij de aankoop van terreinen en gebouwen	0,6	—	—
LU	74.02	Aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de opdrachten van de Dienst	8,5	—	—
LU	85.01	Leningen toegekend aan de comités voor ruilverkaveling voor de aanzuivering van hun crediteurenrekeningen	27,3	—	—
LU	85.02	Bijdragen in de technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling - Niet-subsidiabel deel - Terugbetaalbare voorschotten	—	108,4	84,8
		Totaal voor de uitgaven	45,8	387,0	299,6
		AFDELING III. - VERRICHTINGEN VOOR ORDE.			
		A. Ontvangsten.			
LU	08.03	Fonds voor derden	0	—	—
LU	06.01	Europese Fondsen	12,5	—	—
		Totaal voor de ontvangsten.	12,5	—	—
		B. Uitgaven.			
LU	01.01	Fonds voor derden	12,5	—	—
		Totaal voor de uitgaven.	12,5	—	—
		SALDI			
		TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.	399,9		
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN	100,3	387,0	299,6
		Saldo van werkingsmiddelen	- 254,6		
		Saldo van betalingsmiddelen	0		

Titel VII. — Instellingen van openbaar nut

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	1997	1996	1995
		WAALS FONDS VAN VOORSCHOTTEN VOOR HET HERSTEL VAN SCHADE VEROORZAAKT DOOR DE GRONDWATERWINNING EN OPPOMPING			
		4. ONTVANGSTEN.			
LU	411.05	Terugbetaling van voorschotten	19,5	3,0	22,0
LU	411.07	Opbrengsten van belastingen (en verkoop van documenten)	—	—	—
LU	413.01	Beleggingsrente	7,0	7,0	9,0
LU	442.01	Leningen	—	—	—
LU	460.05	Voorafname op het reservefonds	—	—	21,9
		TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.	26,5	10,0	52,9
		5. UITGAVEN.			
LU	511.08	Beheersvergoedingen	—	—	0,1
LU	513.02	Verplaatsingskosten	0,1	0,1	0,1
LU	522.01	Bureaukosten (en drukken van documenten)	0,1	0,1	0,2
LU	524.01	Expertisekosten	0,5	0,5	0,5
LU	524.02	Hypotheekkosten	0,5	0,5	0,5
LU	524.03	Gerechtskosten	2,0	2,0	1,0
LU	525.01	Interesten van leningen	—	—	—
LU	540.01	Kosten van geotechnische studies en proefnemingen	3,0	1,0	20,0
LU	540.02	Storting van voorschotten	3,0	5,6	30,0
LU	560.01	Terugbetaling van leningen	—	—	—
LU	560.02	Terugbetaling van belastingen	—	0,2	0,5
LU	560.05	Consolidatie van de reservefondsen	17,3	—	—
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.	26,5	10,0	52,9

Ordonnancerende- Minister	Artikel	Teksten	1997
			Artikelsgewijs
		GEWESTELIJK HULPCENTRUM VOOR GEMEENTEN ONTVANGSTEN.	
		<u>Hoofdstuk 41</u>	
		Opbrengsten voortkomend uit de uitoefening van de statutaire opdracht	
AN		Functionele ontvangsten	
AN	06.00.00	Resultaat van het vorige boekjaar	
		Opbrengsten van rechten, bijdragen, diverse opbrengsten en voordelen	
AN		Terugvordering van administratiekosten voor rekening van derden	
AN		a) Algemene administratiekosten	
AN	11.00.40	b) Bijdrage van het personeel in de kosten van maaltijdcheques	374.000
		Beleggingsrente (crediteurs)	
		Buitengewone ontvangsten	
		Totaal hoofdstuk 41	374.000
		<u>Hoofdstuk 42</u>	
		Ontvangsten met bijzondere affectaties	
		Totaal hoofdstuk 42	0
		<u>Hoofdstuk 43</u>	
		Opbrengsten van de verkoop van vermogensgoederen	
AN		Meubilair	
AN		Materieel	
AN		Motorvoertuigen	
		Terugvordering van borgstellingen	
		Totaal hoofdstuk 43	0
		<u>Hoofdstuk 44</u>	
		Financiële vermogensontvangsten	
AN		Schenken en legaten	
AN		Opbrengsten van leningen	
AN		Terugbetaalbare voorschotten	
AN		Beleggingen	
AN		Diverse opbrengsten van het onroerende patrimonium	
AN		Terugbetalingen van de aan het personeel toegekende terugvorderbare voorschotten	
AN		Terugbetalingen van de aan of voor rekening van derden toegekende terugvorderbare voorschotten	
		Totaal hoofdstuk 44	0
		<u>Hoofdstuk 45</u>	
		Tegemoetkomingen van het Gewest	
		Nodige bedragen om de begroting sluitend te maken	
AN	46.01.12	a) toelagen aan het Centrum voor zijn werkingskosten	51.296.903
AN	46.02.12	b) toelagen aan het Centrum voor werkingskosten van de Hoge Raad	15.907.739
AN	46.03.12	c) toelagen aan het Centrum voor werkingskosten van de Gewestelijke Vormingsraad	5.313.906
AN	66.01.12	d) toelagen aan het Centrum voor zijn oprichtingskosten	555.556
AN	66.02.12	e) toelagen aan het Centrum voor oprichtingskosten van de Hoge Raad	500.000
AN	66.03.12	f) toelagen aan het Centrum voor oprichtingskosten van de Gewestelijke Vormingsraad	44.444
		Totaal hoofdstuk 45	76.618.548

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	1997
			Artikelsgewijs
		<u>Hoofdstuk 49</u> Ontvangsten voor orde	
		Storting van borgstellingen	
		Noodlijdende fondsen	
		Totaal hoofdstuk 49	0
		TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN	76.992.548
		UITGAVEN. <u>Hoofdstuk 51</u> Betalingen aan personen die aan de instelling verbonden zijn	
		Personeel	
		Bezoldiging van het personeel	45.610.507
	11.01.11	a) Statutair personeel	8.121.484
		b) Contractueel personeel van het Centrum	26.394.100
	11.02.11	c) Contractueel personeel van de Hoge Raad	8.359.587
	11.03.11	d) Contractueel personeel van de Gewestelijke Vormingsraad	2.735.336
		Andere bezoldigingselementen	4.125.088
	11.01.12	a) Statutair personeel	414.727
	11.01.12	b) Contractueel personeel van het Centrum	2.580.613
	11.02.12	c) Contractueel personeel van de Hoge Raad	847.028
	11.03.12	d) Contractueel personeel van de Gewestelijke Vormingsraad	282.720
		Pensioenlasten van het statutair personeel	
		Sociale lasten werkgeversbijdrage	11.757.793
	11.01.20	a) Centrum statutair personeel	2.779.172
	11.01.20	b) Centrum contractueel personeel	6.321.387
	11.02.20	c) Hoge Raad	2.002.121
	11.03.20	d) Gewestelijke Vormingsraad	655.113
	11.01.31	Niet-verplichte sociale lasten - werkgeversbijdrage	243.720
		Sociale dienst + « T.R. »	1.977.440
	11.01.40	a) Centrum	1.454.000
	11.02.40	b) Hoge Raad	407.120
	11.03.40	c) Gewestelijke Vormingsraad	116.320
		Beroepsopleiding	
		Vergoedingen en toelagen ter dekking van werkelijke lasten	
		a) Centrum	
		b) Hoge Raad	
		c) Gewestelijke Vormingsraad	
		Vergoedingen die de werkelijke lasten niet dekken	
		a) Centrum	
		b) Hoge Raad	
		c) Gewestelijke Vormingsraad	
		Forfait. ertelonen - Arbeidsgeneeskunde	70.000
	12.01.21	a) Centrum	50.000
	12.02.21	b) Hoge Raad	15.000
	12.03.21	c) Gewestelijke Vormingsraad	5.000

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	1997	
			Artikelsgewijs	
		Allerhande bijdragen	180.000	
	12.01.11	a) Centrum		120.000
	12.02.11	b) Hoge Raad		40.000
	12.03.11	c) Gewestelijke Vormingsraad		20.000
		Andere vergoedingen dan personeelsvergoedingen	1.000.000	
	12.01.21	a) Oriëntatiecomité van het Centrum		0
	12.02.21	b) Comité van de Hoge Raad		0
	12.03.21	c) Comité van de Gewestelijke Vormingsraad		1.000.000
		Representatie- en verplaatsingskosten		
		Representatie	700.000	
	12.01.11	a) Centrum		350.000
	12.02.11	b) Hoge Raad		250.000
	12.03.11	c) Gewestelijke Vormingsraad		100.000
		Verplaatsingen	1.030.000	
	11.01.12	a) Centrum		200.000
	11.02.12	b) Hoge Raad		800.000
	11.03.12	c) Gewestelijke Vormingsraad		30.000
		Totaal hoofdstuk 51		66.694.548
		<u>Hoofdstuk 52</u>		
		Betalingen aan derden voor dienstverleningen, leveringen, werken, enz. betreffende diensten of goederen die niet voor inventarisatie vatbaar zijn		
		Lokalen en materieel		
	12.00.11	Onderhoud en servicekosten ten laste van de huurder		0
	12.00.11	Huur van materieel en meubilair	800.000	
	12.00.11	Onderhoud en herstelling van materieel, meubilair en motorvoertuigen	350.000	
	12.00.11	Verzekeringen	450.000	
	12.00.50	Belastingen, gemeente- en provinciebelastingen, verkeersbelasting	250.000	
	12.00.11	Brandstoffen voor motorvoertuigen	620.000	
	12.00.11	Diversen (« T.R. » kosten)	26.000	
		Bureau		
		Allerhande bureaukosten Centrum en Gewestelijke Vormingsraad	3.302.000	
	12.00.11	a) Bureaubenodigheden		1.200.000
	12.00.11	b) Frankering van de post		200.000
	12.00.11	c) Telefoon en telegrafie		1.300.000
	12.00.11	d) Documentatie (kranten en tijdschriften)		400.000
		e) Diverse bijdragen		
	12.00.11	f) Fooien en nieuwjaarsgratificaties		2.000
	12.00.11	g) Klein bureaumaterieel		100.000
		h) Bank- en Postrekeningskosten		
		i) Belastingzegels		
		j) Inningskosten		
	12.00.11	k) Diversen		100.000
		Allerhande bureaukosten Hoge Raad	1.150.000	
	12.02.11	a) Bureaubenodigheden		500.000
	12.02.11	b) Frankering van de post		250.000
		c) Telefoon en telegrafie		

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	1997
			Artikelsgewijs
	12.02.11	d) Documentatie (kranten en tijdschriften)	
		e) Diverse bijdragen	200.000
		f) Fooien en nieuwjaarsgratificaties	
	12.02.11	g) Klein bureaumaterieel	
		h) Bank- en Postrekeningskosten	200.000
		i) Belastingzegels	
		j) Inningskosten	
		k) Diversen	
		Publicaties, propaganda, publiciteit	
		Allerhande publicatie-, propaganda- en publiciteitskosten	800.000
	12.01.30	a) Centrum	
	12.02.30	b) Hoge Raad	200.000
		Geschillen	600.000
		Financiële lasten	
		Interesten op leningen	
		Makelarij en kosten	
		Andere dienstverleningen en werken door derden	
	12.01.30	Consulting-opdracht	
		a) Centrum	1.450.000
		b) Hoge Raad	450.000
		Telefoonaansluitingskosten	1.000.000
		Totaal hoofdstuk 52	9.198.000
		<u>Hoofdstuk 55</u>	
		Betalingen aan derden voor de aankoop van vermogensgoederen	
		Meubilair	
	74.01.22	a) Centrum	400.000
	74.02.22	b) Hoge Raad	150.000
		Materieel	250.000
	74.01.22	a) Centrum	450.000
	74.02.22	b) Hoge Raad	200.000
	74.01.10	Motorvoertuigen	250.000
	74.01.22	Telefooninstallatie	200.000
			50.000
		Totaal hoofdstuk 55	1.100.000
		<u>Hoofdstuk 57</u>	
		Affectatie van de batige saldi	
		Storting aan het Gewest	
		Totaal hoofdstuk 57	0
		<u>Hoofdstuk 59</u>	
		Uitgaven voor orde	
		Terugbetaling van borgstellingen	
		Affectatie van noodlijdende fondsen	
		Totaal hoofdstuk 59	0
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN	76.992.548

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Begroting 1997
			Artikelsgewijs
		OPENBAAR WETENSCHAPPELIJK INSTITUUT ONTVANGSTEN.	
		HOOFDSTUK 41 : OPBRENGSTEN VOORTKOMEND UIT DE UITOEFENING VAN DE STATUTAIRE OPDRACHT	
		411. Functionele ontvangsten	
AC	411.03	Opbrengst van dienstverleningen *	269.838.414
		a) taksen voor proefnemingen	27.500.000
		b) EGKS en EEG tegemoetkomingen	63.830.167
		c1) EFRO - Kapitaalsubsidie	12.000.000
		c2) EFRO - Andere ontvangsten	3.600.000
		d) ontvangsten verbonden aan opdrachten van het Waalse Gewest	110.858.583
		e) ontvangsten voortkomend uit de Staat	3.765.164
		f) ontvangsten voor allerhande verrichtingen	48.284.500
AC	411.08	Tussenkost van FOREM in de bezoldiging van tewerkgestelde werklozen	2.000.000
AC	411.09	Terugvordering van kosten voorgelegd voor rekening van derden	3.000.000
AC	411.10	Bijdrage van het personeel in de kosten van de maaltijdcheques	2.400.000
		413. Financiële inkomens	
AC	413.01	Beleggingsrente	0
		414. Buitengewone ontvangsten	
AC	414.01	Buitengewone ontvangsten	0
		TOTAAL HOOFDSTUK 41	277.238.414
		HOOFDSTUK 43 : OPBRENGSTEN VAN DE VERKOOP VAN VERMOGENSGOEDEREN	
AC	430.01	Gebouwen	
AC	430.02	Meubilair	
AC	430.03	Machines	
AC	430.04	Materieel	
AC	430.05	Voertuigen	
AC	430.07	Terugvordering van waarborgsommen	
		TOTAAL HOOFDSTUK 42	0
		HOOFDSTUK 44 : FINANCIËLE VERMOGENSONTVANGSTEN	
		444. Bijzondere ontvangsten	
AC	444.03	Allerhande vermogensopbrengsten - huren	
		TOTAAL HOOFDSTUK 44	0
		HOOFDSTUK 45 : TUSSENKOMST VAN HET WAALSE GEWEST	
AC	450.01	Toelage	276.000.000
		TOTAAL HOOFDSTUK 45	276.000.000
		TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.	553.238.414

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Begroting 1997
			Artikelsgewijs
		UITGAVEN.	
		HOOFDSTUK 51 : BEDRAGEN VERSCHULDIGD AAN PERSONEN, VERBONDEN AAN DE INSTELLING	
		511. Personeel	
AC	511.01	Bezoldigingen	263.524.492
AC	511.04	Sociale lasten overeenkomstig de sociale wetgeving	83.076.794
		a) werkgeversbijdragen	79.880.375
		b) wettelijke verzekeringen	2.396.419
		c) medisch toezicht	800.000
AC	511.05	Niet-verplichte sociale lasten - Werkgeversbijdrage	6.269.194
AC	511.06	Sociale dienst	1.356.750
AC	511.07	Beroepsopleiding	2.772.500
AC	511.08	Vergoedingen ter dekking van werkelijke lasten, maaltijdcheques	8.212.950
AC	511.09	Beroepskleding	80.000
		512. Andere vergoedingen dan personeelsvergoedingen	
AC	512.01	Beheerders en commissarissen	0
AC	512.02	Leden van commissies	0
AC	512.03	Toezichtsorganen van de Staat	0
		513. Representatie- en verplaatsingskosten	
AC	513.01	Representatiekosten	2.000.000
AC	513.02	Verplaatsingen	4.770.000
		TOTAAL HOOFDSTUK 51	372.062.680
		HOOFDSTUK 52 : BEDRAGEN VERSCHULDIGD AAN DERDEN VOOR DIENSTVERLENINGEN, LEVERINGEN, WERKEN, ENZ. BETREFFENDE DIENSTEN OF GOEDEREN DIE NIET VOOR INVENTARISATIE VATBAAR ZIJN	
		521. Lokalen en materieel	
AC	521.01	Huur van gebouwen	
AC	521.02	Huur van materieel en meubilair	7.250.000
AC	521.03	Onderhoud, herstelling en inrichting van lokalen, materieel en voertuigen	21.048.000
AC	521.05	521.05a Verzekeringen (brand, diefstal, burg. aansprakelijkheid)	2.430.000
		521.05b Verzekeringen (rollend mat., alle risico's, vervoerde goederen)	2.745.000
AC	521.06	Belastingen, gemeente- en provinciebelastingen	170.000
AC	521.07	Verwarming, verlichting, gas, water	15.200.000
		522. Bureau	
AC	522.01	Allerhande bureaustkosten	3.044.000
		523. Publicaties, propaganda, publiciteit	
AC	523.01	Allerhande kosten voor publicaties, propaganda en publiciteit	1.015.000
AC		524. Geschillen	
	524.01	Kosten van geschillen	1.500.000
		525. Financiële lasten	
AC	525.01	Interessen op leningen	2.000.000
AC	525.02	Financiële lasten van leasingovereenkomsten	750.000
		527. Belastingen en taksen	
AC	527.01	Niet-vrijgestelde BTW EGKS-EEG	
		TOTAAL HOOFDSTUK 52	57.152.000

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Begroting 1997
			Artikelsgewijs
		HOOFDSTUK 53 : BEDRAGEN VERSCHULDIGD AAN DERDEN NADAT DE INSTELLING HAAR STATUTAIRE OPDRACHT UITGEVOERD HEEFT	
AC	531.05	Olie, brandstof, enz. voor het gebruik van voertuigen	4.144.000
AC	531.06	Werkingsopbrengsten	23.193.000
AC	531.07	Werkingsmiddelen	16.185.000
		533. Bijzondere uitgaven	
AC	533.01	Medewerking van derden en onderaanbesteding	14.080.000
		TOTAAL HOOFDSTUK 53	57.602.000
AC		HOOFDSTUK 54 : UITGAVEN OP INKOMSTEN MET BIJZONDERE AFFECTATIE	
	540.01	Voorzieningen voor allerhande lasten	
		TOTAAL HOOFDSTUK 54	0
		HOOFDSTUK 55 : BEDRAGEN VERSCHULDIGD AAN DERDEN VOOR DE AANKOOP VAN VERMOGENSGOEDEREN	
AC	550.01	Gebouwen	1.000.000
AC	550.02	Aankoop van meubilair (vervanging)	2.310.000
		Aankoop van meubilair (nieuwe activiteit)	375.000
AC	550.04	Aankoop van materieel (vervanging)	11.500.000
		Aankoop van materieel (nieuwe activiteit)	35.440.000
AC	550.05	Aankoop van motorvoertuigen (vervanging)	2.000.000
		Aankoop van motorvoertuigen (nieuwe activiteit)	0
AC	550.07	Bibliotheek	1.436.734
	550.08	Borgstellingen	0
AC	550.09	Niet-materiële investeringen (vervanging)	100.000
		Niet-materiële investeringen (nieuwe activiteit)	260.000
AC	550.10	Investeringen in het kader van de EFRO-opdrachten	12.000.000
		TOTAAL HOOFDSTUK 55	66.421.734
		HOOFDSTUK 56 : BEDRAGEN VERSCHULDIGD AAN DERDEN TEN GEVOLGE VAN VERRICHTINGEN MET HOOFDSOMMEN	
AC	560.01	Amortisatie van leasingovereenkomsten	
		TOTAAL HOOFDSTUK 56	0
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.	553.238.414

(In frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	1997
			Artikelsgewijs
		PSYCHIATRISCH ZIEKENHUIS "LES MARRONNIERS"	
		ONTVANGSTEN.	
TA	700	VERPLEEGDAGPRIJS	556.954.000
TA	701	GESCHATTE AANPASSINGEN LOPEND BOEKJAAR	101.382.000
TA	703-4-5	FORFAITAIR BEDRAG VOOR FARMACEUTICA, BIOLOGIE, FARMACEUTISCHE PRODUKTEN	25.276.000
TA	709	ERELONEN	49.585.000
TA	743	TERUGVORDERING VAN KOSTEN	131.859.000
TA	744-749	DIVERSE EXPLOITATIEOPBRENGSTEN	21.785.000
TA	75	FINANCIËLE OPBRENGSTEN	4.000.000
TA	764	BUITENGEWONE OPBRENGSTEN	400.000
TA		DOOR HET CENTRUM GEFINANCIERDE INVESTERINGEN	75.366.664
TA		GESUBSIDIEERDE INVESTERINGEN	85.000.000
TA	768	TERUGBETAALBARE VOORSCHOTTEN TOEGEKEND DOOR HET WAALSE GEWEST	180.000.000
TA	794	TEGEMOETKOMINGEN WAALS GEWEST	7.500.000
		TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.	1.239.107.664
		UITGAVEN.	
TA	60	LEVERINGEN	98.518.000
TA	61	DIENSTEN & ERELONEN	71.020.000
TA	620/623	PERSONEELSLASTEN	653.600.000
TA	640	ANDERE EXPLOITATIEKOSTEN	6.480.000
TA	65	FINANCIËLE & LENINGSLASTEN	62.988.000
TA	66	BUITENGEWONE LASTEN	6.135.000
TA		INVESTERINGEN	160.366.664
TA	668	TERUGBETALING VOORSCHOTTEN TOEGEKEND DOOR HET WAALSE GEWEST	180.000.000
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.	1.239.107.664

Ordonnancerende Minister	Artikel	Teksten	Begroting 1997
			Artikelsgewijs
		PSYCHIATRISCH ZIEKENHUIS "LE CHENE AUX HAIES"	
		ONTVANGSTEN.	
TA	700	VERPLEEGDAGPRIJS	574.261.000
TA	701	GESCHATTE AANPASSINGEN LOPEND BOEKJAAR	12.183.000
TA	705	FARMACEUTISCHE PRODUCTEN	16.351.000
TA	709	ERELONEN	39.604.000
TA	743	TERUGVORDERING VAN KOSTEN	25.353.000
TA	750	FINANCIËLE OPBRENGSTEN	2.350.000
TA	764	BUITENGEWONE OPBRENGSTEN	833.000
TA		GESUBSIDIEERDE INVESTERINGEN	15.000.000
TA		INVESTERINGEN - ZIEKENHUISAANDEEL	10.000.000
TA	768	TERUGBETAALBARE VOORSCHOTTEN TOEGEKEND DOOR HET WAALSE GEWEST	70.000.000
TA	799	TEGEMOETKOMINGEN WAALS GEWEST	7.500.000
		TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.	773.435.000
		UITGAVEN.	
TA	60	LEVERINGEN	74.335.000
TA	61	DIENSTEN & ERELONEN	65.480.000
TA	620/623	PERSONEELSLASTEN	505.869.000
TA	640	ANDERE EXPLOITATIEKOSTEN	699.000
TA	65	FINANCIËLE & LENINGSLASTEN	29.052.000
TA	66	BUITENGEWONE LASTEN	3.000.000
TA		INVESTERINGEN	25.000.000
TA	668	TERUGBETALING VOORSCHOTTEN TOEGEKEND DOOR HET WAALSE GEWEST	70.000.000
		TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.	773.435.000